



Conversations sur le Trotskyisme

Nahuel Moreno

Conversations sur le trotskysme

Nahuel Moreno

1986



Editions Presse Internationale

Cette édition est issue de la numérisation d'une traduction faite en 1987 par la Ligue Socialiste Révolutionnaire, la section française de la LIT-QI à l'époque, et disponible uniquement dans quelques rares copies. La traduction a toutefois été revue et corrigée, sur la base du texte en espagnol.

Les notes de bas de page n'engagent nullement Nahuel Moreno. Elles sont toutes de la responsabilité de l'édition actuelle, même si plusieurs d'entre elles ont profité de celles de l'édition originale, faite par la section argentine de la LIT-QI en 1986.

L'image de la couverture rappelle la conférence de fondation de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, en 1982 à Bogotá (Colombie), à laquelle participent des délégués de 18 pays. Sur le panneau du fond on lit : « Une Internationale des travailleurs ».

Présentation

Ces *Conversations* de jeunes militants¹ avec Nahuel Moreno datent de 1986. La LIT-QI avait été fondée quatre ans plus tôt, après une longue expérience comme courant minoritaire à l'intérieur de la IVème Internationale et des années de polémique entre Moreno, le principal dirigeant de ce courant, et la direction majoritaire représentée par le belge Ernest Mandel.

Dans ces *Conversations*, on parle de trotskysme, de parti révolutionnaire, de militantisme, des Etats ouvriers tels qu'ils existaient à l'époque, de l'Etat ouvrier révolutionnaire, ainsi que des perspectives pour le futur de l'humanité et du rôle qui y est réservé au trotskysme et à la classe ouvrière.

En ces jours où le mot « crise » est sur toutes les lèvres, l'actualité de ce texte saute aux yeux dès la première remarque de ces jeunes militants : « *les socialistes révolutionnaires annoncent depuis des dizaines d'années la crise définitive et la chute du capitalisme, et cependant celui-ci ne tombe pas* »².

Bien sûr, les réponses de Moreno datent de trois ans avant la chute du Mur de Berlin. Entre-temps, le monde a changé. Les bourgeoisies du monde entier ont d'abord annoncé triomphalement la fin du « socialisme » et la souveraineté retrouvée de « la seule manière acceptable » de mener l'économie mondiale : le capitalisme. Mais Moreno affirmait que, dans ce contexte des Etats socialistes bureaucratiques, « *il n'y a qu'une alternative : démocratie ouvrière ou restauration du capitalisme* »³. Et moins d'une génération plus tard, l'euphorie éphémère de la propagande capitaliste a été remplacée, pour beaucoup de travailleurs, par la conscience que ce système est incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de l'humanité. Reste à voir comment sortir l'humanité toute entière de cette crise majeure, la crise d'un système.

¹ Il s'agit de jeunes militants de la section argentine de la *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)*.

² Page 5

³ Page 46

Pour certains de la gauche radicale, « *la tâche des révolutionnaires n'est pas de préparer la révolution [...]. Il s'agit maintenant de rebâtir un "parti" anticapitaliste large* »⁴. D'autres affirment catégoriquement « *ne plus être d'extrême gauche* », mais d'être « *un parti réformiste* »⁵.

Suite à la grande crise précédente, en 1929, Trotsky constatait que « *la société devient de plus en plus pauvre, et le nombre de chômeurs de plus en plus grand. La misère des masses s'intensifie, les difficultés deviennent de plus en plus grandes pour la bourgeoisie et pour les travailleurs. La bourgeoisie n'a aucune autre solution que le fascisme, et l'approfondissement de la crise l'obligerait à supprimer les restes de démocratie et à les remplacer par le fascisme* » et il en tirait la conclusion que l'alternative était que « *la classe ouvrière mobilise sa volonté et sa force pour la révolution socialiste* »⁶.

Pour Moreno aussi, la raison d'être du trotskysme se résume dans « *les réflexes de démocratie ouvrière et de mobilisation permanente pour faire la révolution socialiste* »⁷. Et en réponse à ceux qui disaient que « *les trotskystes [...] doivent abandonner leur propagande dans les usines pour la démocratie ouvrière et la mobilisation permanente, et mettre pour l'instant leur drapeau dans leur poche* »⁸, il affirmait catégoriquement : « *Nous devons bien nous mettre dans la tête que notre politique est destinée à convaincre la classe ouvrière qu'elle doit s'autodéterminer, être démocratique et prendre le pouvoir par une révolution des masses travailleuses, dirigées par elle. Dans le cas contraire, nous ne parviendrons pas à la société à laquelle nous aspirons.* »⁹

Nous sommes convaincus que pour beaucoup de militants, de toutes tendances, ces Conversations apporteront des réponses à leur préoccupation quotidienne : l'organisation de la lutte pour que notre classe en finisse avec le capitalisme et avance vers le socialisme.

⁴ François Vercaammen, dirigeant de la LCR, dans l'Edito de *La Gauche*, avril 2005 - Les guillemets autour de "parti" sont dans le texte.

⁵ Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB dans le *Journal du Mardi*, avril 2008

⁶ *Conversations avec Trotsky*, 19 mai 1938 - Voir *Le Marxisme Vivant* n° 20, juin 2009

⁷ Page 24

⁸ Page 25

⁹ Page 27

Chapitre 1

Les perspectives de la révolution mondiale.

Moreno, commençons par une question ou plutôt une réflexion que se font beaucoup de militants marxistes et que les défenseurs du capitalisme, plus particulièrement ses journalistes et propagandistes, ont l'habitude d'employer pour attaquer le marxisme : les socialistes révolutionnaires annoncent depuis des dizaines d'années la crise définitive et la chute du capitalisme, et cependant celui-ci ne tombe pas.

Oui, il est vrai que le capitalisme n'est pas tombé, et il est vrai également que cela fait longtemps que nous annonçons sa crise définitive. Je crois que cela obéit à une conception catastrophiste : à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème}, Rosa Luxembour, Kautsky¹⁰ et les marxistes

¹⁰ Rosa Luxembour (1871-1919) fut dirigeante du parti social-démocrate polonais, puis de l'allemand. Elle rompit avec la social-démocratie en 1914, à cause du soutien de celui-ci au gouvernement allemand lors de la Première Guerre mondiale. Elle fonda ensuite la Ligue Spartakiste, prédécesseur du Parti Communiste Allemand. Elle participa à la révolution allemande de novembre 1918, pendant laquelle elle fut arrêtée et assassinée sur l'ordre du gouvernement social-démocrate. Théoricienne marxiste, elle écrivit plusieurs ouvrages importants, comme *L'accumulation du capital* et *Grève de masse, partis politiques et syndicats*. Karl Kautsky (1854-1938) fut un théoricien marxiste de la II^{ème} Internatio-

révolutionnaires en général soutenaient que le capitalisme allait à la catastrophe, c'est-à-dire à une crise sans issue, entraîné par ses propres lois intrinsèques. Nous avons, tous, partagé cette conception, jusqu'à tomber dans un critère « millénariste » : tout comme il y a des siècles, on pensait que l'an mille verrait le naufrage de la civilisation et la seconde apparition du Christ, les marxistes révolutionnaires disaient qu'au cours de notre an mille, à une année X des débuts du 20^{ème} siècle, le capitalisme sombrerait pour laisser la place à une société socialiste. Cette conception est restée en vigueur, jusqu'à récemment, dans les cercles marxistes et chez nous.

Les marxistes révolutionnaires eurent raison d'affirmer que le régime capitaliste impérialiste entrerait dans une crise de plus en plus aiguë, qui condamnerait les masses travailleuses à une misère croissante et entraînerait des guerres et des révolutions sans relâche.

Mais le temps nous a montré qu'il n'existe pas de loi scientifique selon laquelle la catastrophe

nale. Il abandonna ses positions révolutionnaires au début de la Première Guerre mondiale et s'opposa à la Révolution d'octobre en Russie.

finale du capitalisme et le commencement du socialisme seraient inexorables. Le problème est beaucoup plus complexe car les sujets historiques entrent en jeu : les classes, avec leurs secteurs, leurs groupes et leurs dirigeants. La crise définitive d'une société est intimement liée aux luttes et aux accords pour la lutte entre ces sujets.

A votre avis, le capitalisme peut-il durer encore trois cents, quatre cents ou cinq cents ans ?

Il se peut que le capitalisme change et trouve une nouvelle forme d'exploitation. L'école économique semi-marxiste de Wallerstein¹¹ signale cette possibilité qui, à mon avis, n'est pas à écarter historiquement.

Cela veut dire que le capitalisme s'enfoncerait sans que surgisse le socialisme...

Oui, c'est pour cela que nous parlons de barbarie. Notre expression « socialisme ou barba-

¹¹ Immanuel Wallerstein, un sociologue étasunien né en 1930, critique du système capitaliste, rejeta la notion de « Tiers-Monde » et affirmât qu'il n'existait qu'un seul monde connecté par un réseau complexe de relations d'échanges économiques, d'ailleurs fort inégales. Voir *The Modern World System*, dont le troisième volume est apparu en 1989.

rie » semble être un slogan, mais c'est en réalité un concept théorique très profond. Elle signifie que la crise capitaliste ne conduit pas inexorablement au socialisme, mais qu'elle peut donner lieu à une nouvelle société de classes, pire que le capitalisme, basée sur des formes de travail semi-esclavagistes.

Dans ce sens, l'étude du nazisme est passionnante. Le phénomène de Hitler n'a pas été analysé à fond par les marxistes. Il y a, dans le racisme hitlérien, l'embryon d'une nouvelle société esclavagiste, avec les camps d'extermination et de travail où Hitler envoyait les Juifs, les Polonais et les gens de gauche. C'est le début d'un nouveau rapport de production, avec de nouvelles formes d'esclavage.

Hitler a soumis des peuples qu'il considérait comme ennemis, conquis pendant une guerre, à ces formes d'esclavage. Cela s'était déjà produit dans l'histoire.

En premier lieu, Hitler a soumis à ce début d'esclavage les Juifs et la gauche allemande avant la guerre. Il l'a ensuite étendu aux peuples conquis, principalement aux Slaves. Par ailleurs, dans l'histoire moderne, on n'avait jamais rien vu de semblable à la barbarie nazie. Pendant la première guerre mondiale, il n'y avait pas de camps de concentration où une main-d'œuvre esclave était employée.

Les seuls antécédents remontent à la naissance du capitalisme et à la conquête de l'Amérique, par les Espagnols et les Portugais essentiellement. Ce fut un véritable génocide de la population aborigène, un massacre de 60 à 80 millions d'indi-

gènes et ne fut donc pas aussi barbare que la première étape de la conquête.

Je pense que le parallélisme est évident entre le génocide des indigènes par les Espagnols aux débuts du capitalisme, et celui des Juifs et des Slaves par Hitler à l'époque de la décadence du système. Mais Hitler reprend aussi un élément de l'étape initiale du capitalisme : la tendance des pays les plus développés à transformer le monde en ses colonies. Hitler convertit cette tendance en une politique consciente de transformation des nations, des nationalités et des peuples européens en colonies.

Le nazisme, en tant que phénomène du 20^{ème} siècle, reprend les tendances les plus anciennes du capitalisme et les projette vers le futur. Si le capitalisme subsiste, il y aura bien pire que Hitler.

Autrement dit, il y aura une généralisation des camps de travail, avec leurs gardes et leurs barbelés ?

Exactement.

Un peu comme l'apartheid¹²

¹² L'Afrique du Sud a été colonisée par les Anglais et les Hollandais au 17^{ème} siècle. Par la suite, des Hollandais s'y sont installés en permanence, rompant leurs liens avec l'Europe et pratiquant l'agriculture, utilisant la population indigène comme esclaves. Ce sont ces « Boers » (boer = 'paysan') ou « Afrikaner », dont la langue est proche du néerlandais, qui se sont battu par la suite contre la colonisation en bonne et due forme des Anglais. Ils ont été massacrés dans la guerre des Boers de 1899 mais ils obtiennent finalement leur indépendance en 1910. Ils commencent alors à créer une « mise à part » ou *apartheid*, entre eux et la population originaire noire de la région, afin de mieux affirmer leur nouvelle nationalité. Cette politique a été institutionnalisée (l'Etat boer) après la Seconde Guerre mondiale, et n'a été abolie officiellement que le 30 juin 1991.

sud-africain étendu à toute la planète ?

Avant tout, je veux préciser que l'apartheid n'est pas une exclusivité de la minorité blanche sud-africaine par rapport aux noirs : cette même politique est appliquée par l'Etat d'Israël contre les arabes et les palestiniens. Pour répondre à votre question, le nazisme est plus brutal que l'apartheid ou le sionisme, ce qui n'est pas peu dire. De plus, il aspire à s'imposer dans le monde entier et non à se limiter à un seul pays ou une seule région, comme l'apartheid en Afrique du Sud et le sionisme en Palestine. Ni l'Etat boer, ni l'Etat sioniste n'aspirent pour le moment à étendre leur régime d'exploitation et de génocide racial au-delà de leurs zones d'influence actuelles, étant donné la faiblesse de leurs classes capitalistes respectives.

Je suis convaincu qu'un ou deux siècles d'hitlérisme auraient eu une influence, y compris biologique, sur les Juifs et la gauche en Allemagne nazie et sur les Juifs, les Polonais, les Slaves et pratiquement l'ensemble de l'Europe non germanique. Il en sera de même pour les noirs d'Afrique du Sud soumis à l'Etat boer, et pour les arabes et les palestiniens sous l'Etat sioniste, si ces régimes racistes subsistent.

Que signifie une influence biologique ?

Dernièrement, les journaux ont publié la dénonciation de médecins brésiliens qui disent que les habitants du Nord-Est du Brésil deviennent peu à peu nains, de véritables pygmées, suite à un ou deux siècles de faim chronique.

Je crois que le système d'esclavage et de génocide, de su-



rexploitation brutale des travailleurs et des races considérées comme « inférieures », aurait au cours d'un ou deux siècles le même effet que la faim chronique au Nord-Est du Brésil, c'est-à-dire une véritable régression physique et intellectuelle des êtres humains qui y seraient soumis.

Le nazisme reprend les méthodes employées par le capitalisme dans sa première étape et abandonnées ensuite à son apogée : c'est la tendance la plus profonde dans sa décadence. Hitler représente le premier balbutiement de ce qui arrivera si le système capitaliste survit : l'exploitation esclavagiste des travailleurs sera accompagnée d'une oppression génocide des races considérées comme « inférieures », imposée par la force d'un appareil d'Etat, comme le fit Hitler avec sa Gestapo et ses SS¹³.

Le fait que ce soit une tendance du capitalisme, est démontré par l'exemple que je viens de donner, celui des effets de la faim au Brésil, où il n'existe pas un Etat totalitaire comme l'Etat nazi. On dit qu'il se passe un peu la même chose en Inde, qui se targue toujours d'être la démocratie la plus peuplée du monde.

Vous tracez un parallélisme entre le nazisme, l'apartheid et le sionisme. Personne ne vous a accusé d'antisémitisme pour cela ?

Si, la gauche sioniste m'accuse d'antisémitisme, surtout parce que j'ai soutenu la nécessité de détruire l'Etat sioniste.

¹³ La Gestapo, Geheime Staatspolizei, était la terrible police secrète de Hitler. La branche ouverte de la répression était la SS ou Schutzstaffel, l'escadron de protection.

En tant que marxiste, je pars du fait que le prolétariat d'une nation qui exploite et en opprime une autre, comme Israël par rapport aux arabes et aux palestiniens, ne peut se libérer. La classe ouvrière juive est héritière d'une glorieuse tradition dans la lutte de classes : le chemin du prolétariat occidental, même argentin, est semé d'une multitude d'héroïques combattants juifs. Mais ce prolétariat ne pourra pas continuer jusqu'au bout, ni faire revivre, ni dépasser sa glorieuse tradition, tant qu'il ne se mettra pas aux côtés des palestiniens et des arabes, qui sont réprimés, persécutés et mis en esclavage par l'Etat d'Israël. Le génocide est une constante du sionisme, depuis les premières années jusqu'à la récente invasion du Liban et le massacre des camps de Sabra et Chatila¹⁴.

L'accusation d'antisémitisme est un piège pour tromper les naïfs. Cela reviendrait à dire d'un allemand qui voulait la défaite de l'Allemagne nazie qu'il était anti-allemand, ou bien que celui qui veut rayer de la carte la république boer parce qu'elle est antinoire, est un raciste puisqu'il est contre les paysans boers.

La question à se poser quant aux relations entre les peuples, les races, les nations et les classes est très simple, je dirais même trop simple : qui opprime, qui est opprimé ? Pour un marxiste révolutionnaire, la réponse est aussi simple que la question : nous sommes contre les oppres-

¹⁴ Le massacre de Sabra et Chatila (deux camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth-Ouest au Liban) a été perpétré, du 16 au 17 septembre 1982, par la milice chrétienne dirigée par Elie Hobeika, dans un secteur sécurisé par l'armée israélienne qui s'en était retiré la veille. Le nombre de victimes varie suivant les sources entre 700 et 3 500.

seurs et pour les opprimés. Nous défendons à mort ces derniers, sans cesser de montrer, quand c'est nécessaire, les erreurs de leur direction.

Le terrorisme arabe est une tactique aberrante, totalement erronée et nous le disons. Mais nous restons aux côtés des palestiniens et des arabes, en défendant leurs combattants même s'ils emploient des tactiques aberrantes et monstrueuses qui vont contre les intérêts de leurs peuples.

L'essentiel pour nous, c'est que le terrorisme est le produit du désespoir des jeunes palestiniens qui vivent dans des conditions semblables à celles des camps de concentration nazis. Regardez les photos des habitants de ces camps : ils ont la peau sur les os. Ils sont dans le même état que les survivants des camps de Buchenwald et Auschwitz quand ils furent libérés à la fin de la guerre. C'est l'Etat d'Israël, soutenu malheureusement par son peuple, qui en est coupable, tout comme l'Etat nazi eut pendant les premières années le soutien de la majorité du peuple allemand. Cela n'a aucune importance que ces camps soient à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières d'Israël : leur existence est la conséquence de l'expulsion des palestiniens de leur patrie.

La similitude de l'Etat boer avec l'Etat nazi saute aux yeux. Le nazisme n'a pas seulement persécuté la gauche, mais a employé les méthodes les plus sauvages de guerre civile contre d'autres races, principalement contre les Juifs. Nous avons toujours lutté en première ligne contre toutes les expressions du nazisme et nous défendons inconditionnellement les Juifs.

Quand quelqu'un appartient à une nation ou à une race exploiteuse en lutte contre une nation ou une nationalité opprimée, s'il est un marxiste révolutionnaire conséquent, il est pour le défaitisme révolutionnaire : le moindre mal est la *défaite* de son propre pays ou de sa nationalité. Lénine fut pour la défaite russe dans la guerre russo-japonaise et pendant la première guerre mondiale. Et il fut accusé pour cela de traître, d'anti-russe, de raciste, d'agent allemand. Et nos camarades juifs qui combattent le sionisme sont qualifiés de traîtres, de renégats¹⁵, d'antisémites, parce qu'ils s'opposent à l'oppression et au génocide des arabes et des palestiniens par l'Etat d'Israël.

L'oppression raciale en Israël et en Afrique du Sud est une expression moderne du barbarisme nazi, qui démontre une fois de plus que là où il y a capitalisme, le nazisme est au coin de la rue s'il n'est pas contenu par le mouvement des masses.

Et même sans parvenir aux extrêmes monstrueux du nazisme et de ses petits frères, le sionisme et l'apartheid, le propre développement économique du capitalisme conduit à la situation du Nord-Est brésilien et de l'Inde : énanisme, abêtissement progressif et cumulatif. C'est cela, pour revenir à ce que je disais au début, la signification de l'alternative « socialisme ou barbarie ».

Socialisme ou barbarie, cela signifie la même chose que socialisme ou holocauste ? Parce que, dans vos derniers textes, vous employez cette expression.

C'est la même antinomie,

¹⁵ Qui renient leurs principes

mais sur un plan qualitativement supérieur, car cela signifie que l'alternative au socialisme n'est pas, comme avant, une régression vers la barbarie, avec les dévastations de pays et de civilisations - comme cela s'est passé durant les deux guerres mondiales - mais la destruction pure et simple de l'humanité, la disparition de la vie animale et végétale de la terre.

Nous parlions, il y a un instant, de la manière dont le capitalisme détruit l'homme. Mais l'homme n'est pas la seule victime. Dans sa phase impérialiste actuelle, le capitalisme n'est absolument pas « démocratique » avec la nature : la destruction de la flore et de la faune, la contamination de l'air et de l'eau et de tout l'environnement par les déchets industriels et surtout nucléaires, avancent à un rythme vertigineux. La destruction systématique de la faune, soit par la chasse sportive soit par la production capitaliste, est un fait reconnu par tout le monde, même par Brigitte Bardot¹⁶...

Mais le capitalisme améliore également, si l'on peut dire, les ressources naturelles. Je fais référence, par exemple, aux semences hybrides qui ont produit ce qu'on a appelé la révolution verte.

J'allais justement en parler, parce que les hybrides montrent bien comment les grandes découvertes de la science se retournent aussi contre la nature quand le capitalisme les utilise. Le capitalisme ne s'intéresse qu'aux hybrides économique-

ment très rentables. De grandes étendues de terrain sont occupées par la culture de ces hybrides, entraînant ainsi la destruction de la flore naturelle à faible rendement économique. C'est ainsi que disparaissent des dizaines de plantes et de graines, simplement parce qu'elles ne sont pas aussi rentables que les hybrides.

Des espèces animales aussi disparaissent à cause de la chasse faite pour rapporter des profits à des bourgeois ou une satisfaction personnelle au chasseur...

Mais même si la disparition des espèces et la destruction de l'environnement s'accéléraient encore, le terme holocauste suggère quelque chose de plus brutal, de soudain ?

En effet, le véritable holocauste, c'est la possibilité certaine d'une troisième guerre mondiale qui liquiderait toute forme de vie sur notre planète.

Le gouvernement Reagan parle de cette troisième guerre et s'y prépare d'une manière intensive, sans même tenter de le cacher. Il partage la philosophie et les dogmes religieux d'une importante secte ultra-réactionnaire des Etats-Unis. Il y a quelques temps, je lisais dans Le Monde Diplomatique que cette secte soutient, selon son interprétation du livre de l'Apocalypse de la Bible, que s'approche le temps d'une guerre mondiale qui déboucherait sur l'Armageddon, terme hébreu désignant le champ de la « bataille définitive du bien contre le mal ». Dans cette guerre finale, les Juifs et les non-croyants seraient exterminés, et pour les croyants « viendront des cycles nouveaux et une terre nouvelle ».

¹⁶ Une chanteuse et actrice de cinéma française, sex-symbol des années 1960, qui s'est recyclée en protectrice des animaux à partir de 1977.



Présenter Reagan comme un croyant fervent de cette philosophie pseudo-biblique n'est pas une de mes inventions. Dans sa première campagne électorale, il disait au cours d'un discours : « nous appartenons peut-être à la génération qui verra l'Armageddon ». Et beaucoup plus récemment, il insistait : « quand je consulte les prophètes de l'Ancien Testament et que j'examine les signes qui annoncent l'Armageddon, je me demande si nous n'appartenons pas à la génération qui le vivra ».

Pendant la dernière campagne électorale, d'éminents responsables des communautés juive et chrétienne, ainsi que celles des évangélistes et des protestants, attaquèrent Reagan sans pitié. Ils disaient qu'une nouvelle idéologie religieuse venait de naître dans le pays, celle de l'apocalypse nucléaire.

Et pour en finir avec ce thème, regardez cette citation de Caspar Weinberger, le ministre de la Défense de Reagan, un de ses hommes les plus proches : « J'ai lu le livre de l'Apocalypse et je pense que le monde approche de sa fin, je l'espère par la volonté de Dieu. Chaque jour, je me dis qu'il nous reste peu de temps. »

A la lumière de ces citations catégoriques, quel est l'objectif de ce terrible dispositif d'armes nucléaires qu'est en train de monter Reagan et que les journalistes ont appelé la « guerre des galaxies » ? Pour moi, cela ne peut-être que celui d'accélérer les préparatifs de la guerre définitive contre « le Mal », ou en termes de politique internationale terrestre, la troisième guerre mondiale contre l'Union soviétique et toute l'humanité.

Maintenant, ce n'est pas un

hasard si une paire de fous et d'irresponsables comme Reagan et Weinberger, gouvernent le pays le plus puissant de la terre. Au contraire, cela est dû au fait que la bourgeoisie devient de plus en plus irrationnelle face à l'avancée de la révolution mondiale et de plus en plus dangereuse comme Hitler.

Je me suis beaucoup étendu sur ces citations et commentaires concernant ce thème fondamental, pour qu'il soit bien clair que le gouvernement de l'impérialisme yankee non seulement se prépare activement à lancer la troisième guerre mondiale, mais qu'il a aussi élaboré une idéologie pour la justifier. Cela signifie que la disparition de l'humanité est un danger concret, immédiat, si les travailleurs du monde, et particulièrement les travailleurs nord-américains, ne renversent pas les maîtres impérialistes qui les gouvernent. Autrement dit : socialisme ou holocauste.

Passons à un autre aspect de la question, le capitalisme n'est-il pas en train de se renforcer ? Par exemple, Alfonsín¹⁷ a dit dans un discours qu'il y a eu amélioration de la situation économique des pays comme l'Allemagne et le Japon. Il a cité également des pays non impérialistes comme la Corée, Singapour et Taïwan.

Ce n'est pas du tout le cas. Du point de vue de ce que l'on appelle la qualité de la vie, comme aussi de la capacité d'alimentation et des autres besoins vitaux, il n'y a eu aucune amélioration dans ces pays au cours des dernières années.

¹⁷ Raul Alfonsín a été élu président en Argentine en 1983, après sept ans de dictature militaire sanglante. Le discours en question date du 26 avril 1985.

Mais, par exemple, Neustadt¹⁸ a un argument frappant : il dit que l'Allemagne à la fin de la guerre était dans une situation bien pire que celle de l'Argentine aujourd'hui, c'était un pays en ruine. Actuellement, elle va beaucoup mieux et cela au moyen du système capitaliste.

En cela, il a tout à fait raison. Le boom capitaliste d'après-guerre a bénéficié aux pays impérialistes, ainsi qu'aux Etats ouvriers, qui ont amélioré énormément leur niveau de vie. L'URSS a amélioré également sa capacité d'alimentation et a pu faire des épargnes. C'est là une vérité indiscutable.

Le problème, c'est que toute analyse doit être non seulement statistique mais aussi historique, dynamique. Il faut étudier les processus dans leur ensemble et leur dynamique, répondre à la question « d'où cela vient, où cela va ? ». Il ne suffit pas d'étudier la situation d'un secteur du système capitaliste à un moment déterminé et s'arrêter là.

Il est indiscutable, qu'à partir de 1950-1960 aux Etats-Unis, commence une amélioration du niveau de vie, une avancée colossale dans l'économie des pays capitalistes, essentiellement impérialistes, qui continue jusqu'à la fin des années 60.

A quoi est dû ce boom ? A mon avis, à un ensemble de circonstances très particulières.

L'une d'elles, c'est qu'Hitler avait réussi à réduire le niveau de vie des ouvriers allemands à un tiers de son niveau d'avant-guerre. Cela s'est produit également aux Etats-Unis pendant la crise de 1923-39. Une autre

¹⁸ Bernardo Neustadt était un commentateur politique de la radio et télévision argentines, connu pour son soutien aux dictatures militaires.

circonstance est constituée par le fait que les partis communistes qui dirigeaient la classe ouvrière, au lieu de lutter pour le renversement du capitalisme et la création des Etats ouvriers en Europe et en Asie, ce qui aurait pu se faire, entrèrent dans les gouvernements bourgeois pour convaincre les travailleurs qu'ils devaient mettre leur force dans la production pour enrichir les capitalistes, car cela bénéficierait à toute la société.

Prenons un seul exemple parmi tant d'autres : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie française se trouvait dans un état comateux. Par contre, le mouvement ouvrier était non seulement en pleine montée du fait de la défaite du nazisme, dont il fut le principal acteur dans la Résistance, mais il aurait pu aussi s'armer et provoquer la crise complète de l'armée et de la police, qui avaient été des collabos¹⁹ et se trouvaient moralement détruites. Le Parti Communiste jouissait d'un grand prestige et d'une grande influence grâce à sa participation à la Résistance. Et il s'en est servi pour désarmer la classe ouvrière : son dirigeant, Maurice Thorez,²⁰ accepta un

¹⁹ Ce terme, très péjoratif, se réfère spécifiquement à ceux qui, pendant la deuxième guerre mondiale, avaient collaboré avec l'ennemi dans les pays occupés par l'Allemagne.

²⁰ Maurice Thorez (1900-1964), secrétaire général du Parti Communiste français, avait passé la guerre à Moscou et était revenu au pays le 27 novembre 1944. A peine rentré à Paris, il applique la consigne reçue personnellement de Staline une semaine plus tôt, de désarmer les milices communistes de la Résistance et de les intégrer dans les troupes « régulières » de De Gaulle : « *Un seul Etat, une seule armée, une seule police* ». Le célèbre « *Produire d'abord, revendiquer ensuite* » devient le

poste de ministre dans le gouvernement de De Gaulle et appelle les travailleurs à rendre leurs armes pour travailler à la reconstruction du pays, à sa reconstruction capitaliste.

Le boom a existé, c'est indéniable ; de même que l'amélioration du niveau de vie des masses. La question est de savoir si la situation continue à s'améliorer ou, du moins, si se maintient le niveau de vie acquis. La réalité montre tout le contraire : depuis 1968 environ, on observe une courbe descendante, beaucoup plus abrupte dans les pays arriérés que dans les pays industrialisés, mais la tendance est la même dans le monde entier. Tout comme en Argentine, la misère augmente dans tous les pays du monde, absolument tous, même le Japon. Il n'y a pas un seul pays capitaliste au monde où s'améliore le niveau de vie des masses travailleuses. L'augmentation de la faim et de la misère, la baisse des salaires, est une loi absolue depuis environ 20 ans.

Les pays que nous appelons impérialistes héritent d'une grande richesse du passé : la chute n'y est pas trop perceptible. Dans les pays dépendants comme l'Argentine, la chute se fait à pic. Il doit y avoir dans le monde près de cent pays comme l'Argentine, contre vingt pays comme l'Allemagne et d'autres que l'on nous donne comme exemple. Quant aux quatre pays

mot d'ordre du PCF et dans un discours aux mineurs de Waziers, le 22 juillet 1945, Thorez proclame : « *Un seul devoir : produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir de Français.* » En octobre 1945, le PCF obtint un quart des voix aux élections, et Thorez entra dans un gouvernement de coalition avec quatre autres communistes.

d'Asie - Corée du Sud, Singapour, Hong Kong et Taiwan - il est vrai qu'ils ont un grand volume d'exportations, mais au coût d'une misère et d'une exploitation terribles. La journée de huit heures n'existe pas et les salaires sont très bas.

Et que se passe-t-il aux Etats-Unis ? J'ai justement ici sur mon bureau le supplément du dimanche du New York Times avec un rapport spécifique sur la pauvreté aux Etats-Unis.²¹ Il y est dit que le nombre de personnes dont les ressources sont en dessous de ce qu'ils appellent la « limite de pauvreté », a augmenté de 10 millions de 1978 à nos jours. Et regardez ces chiffres : 22,2% des enfants sont pauvres et, si l'on prend seulement les enfants noirs, le chiffre est de 46,7%. Il y a pire, une commission de médecins de l'Université d'Harvard dit qu'il y a 20 millions de nord-américains souffrant de sous-nutrition et ils appellent ça une « épidémie de pauvreté ».

Par ailleurs, les statistiques européennes montrent, qu'en Europe Occidentale, il y a 11,5% de chômeurs, c'est-à-dire plus de 20 millions d'ouvriers sans travail. La palme revient à l'Angleterre, avec 3 millions.²²

Si Neustadt et ceux qui pensent comme lui ont raison, si la situation des pays industrialisés s'améliore de jour en jour, que signifient ces statistiques ?

Très bien, nous sommes partis du fait que le capitalisme est dans une profonde décadence, mais que, par ailleurs, nous ne pourrions pas avancer vers le socia-

²¹ « Hunger in America » (la faim en Amérique), dans The New York Times Magazine, 16 juin 1985.

²² Chiffres du Monde, 29 mai 1985.



lisme par un processus naturel d'évolution sociale. C'est pour cela que les marxistes soutiennent que seule la classe ouvrière peut résoudre cette crise, n'est-ce pas ?

La classe ouvrière organisée et dotée d'une direction qui est à la hauteur de la grande tâche à accomplir, celle de la conquête du pouvoir pour détruire le système capitaliste et réorganiser l'économie sur de nouvelles bases.

Notre conviction n'est pas une religion, nous n'avons pas une foi religieuse en la classe ouvrière. Si celle-ci, avec ses partis et directions, ne réussit pas à renverser le capitalisme, la situation s'aggravera de plus en plus. Actuellement, sans aucun doute, nous affirmons qu'il existe une lutte systématique, héroïque, des travailleurs du monde entier contre le régime capitaliste et impérialiste. Comme pour toute lutte, on ne peut pas dire a priori qui la gagnera. Ce qui est certain, c'est que cette lutte existe : au Brésil, en Argentine, en Angleterre avec la grève des mineurs²³, etc., etc. La question est de savoir si la classe ouvrière saura se doter de la direction adéquate.

Certaines écoles modernes de recherche historique, comme celle de Wallerstein²⁴ ou d'autres - je ne partage pas leurs principes de base, mais, du point de vue empirique, elles sont très sérieuses - soutiennent qu'au 14^{ème} siècle commença un grand processus révolutionnaire des paysans et des artisans contre

les seigneurs féodaux, qui dura un siècle et demi environ. Des guerres terribles se sont succédées jusqu'à ce que les paysans et les artisans soient vaincus. Cependant, les seigneurs comprirent la nécessité de changer le système féodal, ils se transformèrent en propriétaires terriens capitalistes et impulsèrent des gouvernements absolutistes, les Etats modernes. C'est ainsi que se produisirent les révolutions bourgeoises qui donnèrent naissance au système capitaliste moderne.

Perry Anderson²⁵ soutient le contraire : que les monarchies absolues étaient féodales, non capitalistes, une forme de résistance féodale contre l'avancée du capitalisme et la montée du mouvement des masses. Un peu comme le totalitarisme réactionnaire moderne,²⁶ qui est défensif par rapport au mouvement ouvrier et populaire.

Je ne sais pas qui a raison, mais les deux ont une méthode sérieuse de recherche et d'interprétation de l'histoire car ils prennent comme axe la lutte de classes.

Selon Wallerstein, il est inutile de spéculer sur le type de société qu'auraient créé les paysans et les artisans s'ils avaient triomphé. Ce qui est important, c'est

²⁵ Perry Anderson, de l'Université de Californie (USA), éditeur de la *New Left Review*. Moreno fait référence à son travail *Lineages of the Absolutist State* qui date de 1974.

²⁶ Totalitarisme : concentration de la *totalité* du pouvoir dans peu de mains. Dans la Thèse 27 de *Actualisation du Programme de Transition*, Moreno rappelle l'importance des consignes démocratique et souligne que « l'influence étatique des monopoles dans les pays capitalistes, ainsi que l'identification de l'Etat avec la bureaucratie dans les Etats ouvriers mène au totalitarisme ».

de montrer qu'ils eurent la possibilité de changer la société, et qu'ils luttèrent féroce pendant un siècle et demi.

Cet exemple est valable pour aujourd'hui, bien que nous nous trouvions sur un plan bien supérieur, puisque la classe ouvrière est beaucoup plus capable que les artisans et les paysans médiévaux. Malheureusement, il en est de même pour le capitalisme qui a beaucoup plus de talent propre - ou du talent mis à son service - que les propriétaires féodaux.

Parlons donc des perspectives de la révolution.

Si nous la considérons du point de vue de la direction, la perspective n'est pas flatteuse pour le moment. Il n'y a pas de grande direction internationale, avec une influence de masse, qui se donne la tâche de vaincre l'impérialisme, surtout yankee, en s'appuyant sur le prolétariat des pays avancés dans le monde, y compris le prolétariat russe.

Maintenant, même si cet aspect est très important, ce qui est décisif, c'est la grande lutte que mènent les masses contre le capitalisme et l'impérialisme au niveau mondial. Ce qui est fondamental, c'est que si les masses luttent, cela permet à des directions de se mettre à l'épreuve, et d'être très optimiste. Tant qu'il y aura des luttes, de nouvelles directions peuvent surgir et se forger. C'est le processus que je conçois : de vieilles directions en crise, de jeunes dirigeants qui apparaissent et qui peuvent se former dans les luttes incessantes.

Vous parlez d'optimisme. Ne surestimons-nous pas la situation en évaluant les luttes en Amérique

²³ La grève de 1984-1985, la plus longue qu'ait connue l'Angleterre jusqu'alors, s'est soldée par un échec. Suivra alors un durcissement des lois antisyndicales sous la férule de la « Dame de fer » Margaret Thatcher.

²⁴ Voir note 11.

latine ?

Je pense qu'être optimiste est une chose et exagérer les victoires en est une autre. Ceci dit, je crois que nous sommes ici en lutte contre l'impérialisme et que nos analyses ont été objectives. Il y a deux ans, tous les pays du cône sud étaient dominés par des dictatures féroces. Il ne reste maintenant que celle du Chili et celle du Paraguay. Pour moi, c'est une victoire de la lutte et de la résistance des travailleurs, un triomphe spectaculaire.

Ceux qui soutiennent qu'il n'y a pas de processus révolutionnaire en cours en Amérique latine et que les masses travailleuses et la classe ouvrière ne sont pas en lutte, disent inconsciemment que les gouvernements de Bignone, Alvarez, Garcia Meza et Figueiredo²⁷ étaient progressistes car c'est à eux que nous devrions les libertés démocratiques dont nous jouissons actuellement. Je suis convaincu au contraire que ces dictateurs sanguinaires ont été renversés par la lutte des masses, et non par une gracieuse concession des militaires et de l'impérialisme.

Dans ce cas, diriez-vous que

²⁷ Il s'agit de gouvernements de fin de dictature. Reynaldo Benito Antonio Bignone est le militaire argentin qui occupa de facto la présidence entre le 1^{er} juillet 1982 et le 10 décembre 1983, quand la dictature militaire avait pratiquement cessé d'exister. Alvaro Carlos Alsogaray, un économiste défenseur du néo-libéralisme qui a soutenu avec enthousiasme le putsch militaire de mars 1976 en Argentine, était devenu député sous le nouveau régime après 1983. Luis García Meza Tejada, devenu dictateur très féroce de Bolivie après le coup d'État du 17 juillet 1980, a dû résigner en 1981, suite à d'interminables accusations de corruption. Le général João Baptista de Oliveira Figueiredo, chef du service secret brésilien, a été le dernier président de la dictature militaire qui a gouverné au Brésil de 1964 à 1985.

les Etats-Unis auraient préféré que continuent les dictatures ?

Peut-être pas. L'impérialisme, lui aussi, doit s'adapter à la montée révolutionnaire des masses. Par exemple, Rockefeller a fait l'éloge du régime actuel en Angola²⁸ qui lui a fait des concessions pétrolières.

Pour moi, la plus grande qualité du capitalisme à l'échelle mondiale et historique est sa capacité d'adaptation, qui est à mettre en rapport avec le commerce. Il n'y a pas de capitalisme sans commerce, et commerce implique un échange entre des parties inégales. C'est pourquoi il négocie, s'adapte, s'accommode avec des régimes différents. L'échange lui donne un formidable dynamisme. Ceci se reflète sur le plan politique : il réprime ou négocie selon ses besoins. La seule chose qu'il ne va jamais négocier est la révolution mondiale, parce qu'elle signifierait sa fin. Mais nous voyons aujourd'hui comment un secteur de la bourgeoisie mondiale négocie avec le Nicaragua²⁹ pour voir s'il peut paralyser la révolution, comme ils ont paralysé auparavant la révolution portugaise³⁰, et éviter

²⁸ Voir page 33.

²⁹ La guérilla du Front Sandiniste de Libération Nationale à pris le pouvoir dans ce pays en 1979, après avoir renversé le régime d'Anastasio Somoza. Depuis lors, les Etats-Unis y ont soutenu une opposition militaire, les « Contras » (contre-révolutionnaires). Voir N. Moreno, *Las perspectivas y la política revolucionaria después del triunfo de la revolución nicaragüense* (1979).

³⁰ La révolution portugaise d'avril 1974, initialement prévue comme un putsch du Mouvement des Forces Armées (MFA) contre le dictateur Salazar, a été soutenue rapidement par toute la population, en dépit du conseil de la direction du MFA de « rester à la maison ». Un des motifs était le mécontentement avec un service militaire imposé pour maintenir les colonies. Voir N. Moreno, *Revolución y contrarrevolución en*

ainsi de nouvelles victoires révolutionnaires.

Maintenant, je pense que la logique objective de ces victoires, c'est qu'elles continueront. Voyons une analogie. Les historiens argentins discutent pour savoir si le jour de l'Indépendance est le 25 mai ou le 9 juillet. La déclaration d'Indépendance fut signée le 9 juillet 1816 ; cependant, il n'est pas fortuit que l'on célèbre le 25 mai 1810, date du renversement du vice-roi espagnol et de la formation du premier gouvernement argentin, parce que ces deux événements sont intimement liés, l'un est la continuation de l'autre.

Eh bien, lorsque la révolution nicaraguayenne avancera jusqu'à exproprier la bourgeoisie, le peuple aura deux dates à fêter : la chute de Somoza sera son « 25 mai », et l'expropriation de la bourgeoisie son « 9 juillet ».

Diriez-vous que chaque révolution est plus difficile à faire que la précédente ? L'impérialisme a gagné en expérience depuis la Révolution Cubaine.

Il est vrai qu'il ne se passe aujourd'hui rien de semblable à la période 1945-1951, qui vit le mouvement de masse exproprier la bourgeoisie sur le tiers de la planète. Il semblerait que l'impulsion révolutionnaire s'est affaiblie, et à cela s'ajoute le fait que le stalinisme mondial tente activement d'éviter que la bourgeoisie ne soit expropriée. Je pense cependant qu'à partir de Cuba et du Vietnam, il est toujours plus facile de faire la révolution.

Le problème est que, pour nous, faire la révolution n'est pas seulement exproprier la bourgeoisie. Les processus du Cône

Portugal (1975).



sud et de l'Amérique centrale, y compris celui du Pérou, la libération de l'Angola et du Mozambique, la chute du shah d'Iran, la lutte des noirs contre l'apartheid en Afrique du Sud,³¹ démontrent qu'il existe une colossale montée révolutionnaire. A cela s'ajoutent les grandes conquêtes des masses dans les pays de l'Est de l'Europe.

Nous en parlerons spécifiquement ensuite.

D'accord, mais je le signale ici parce que cela fait partie du processus régional mondial. A l'Est de l'Europe, quelques conquêtes démocratiques ont été réalisées.³²

Mais où est l'axe de la révolution mondiale ? Je fais référence à la révolution qui exproprie la bourgeoisie. Si les masses luttent dans le monde entier, où se trouve l'avant-garde de cette lutte ? Comment voyez-vous la carte révolutionnaire du monde ?

Pour moi, notre continent est indiscutablement à l'avant-garde. Je me réfère à l'Amérique latine dans son ensemble. A une autre étape, on pouvait distinguer le Cône sud et l'Amérique centrale. Aujourd'hui, le seul pays qui semble étranger à ce processus est le Mexique. C'est très impor-

tant, car le prolétariat latino-américain est lié historiquement au processus du prolétariat européen et nord-américain.

De façon conjoncturelle, me semble-t-il, le prolétariat britannique fut à l'avant-garde.

Ce fut également le cas, à la fin des années soixante-dix, des classes ouvrières polonaise et iranienne. Il y a actuellement des processus révolutionnaires dans le monde entier. En Amérique du Nord, il y a un phénomène très important de solidarité avec l'Afrique du Sud. Tout ceci se produit sur la toile de fond d'une crise qui n'a pas d'issue à court terme.

Vous disiez récemment que l'avenir de la révolution se jouait au Salvador.

Je me référais à la révolution centre-américaine, qui était à ce moment-là le centre indiscutable du processus révolutionnaire mondial. Ce que nous disions, il y a un an ou deux, au sujet de la révolution centre-américaine s'est étendu au niveau mondial. Le processus de lutte des masses et de crise de l'impérialisme s'est intensifié. Les luttes dans le reste de l'Amérique du Sud ont rattrapé la situation du Salvador.

Vous disiez également qu'une victoire de la révolution salvadorienne aurait des répercussions à l'intérieur des Etats-Unis.

Ceci reste valable. La victoire de la révolution au Salvador aurait des répercussions énormes en Amérique centrale, au Mexique et aux Etats-Unis. En Amérique du Nord, l'immigration latino-américaine a une caractéristique particulière : c'est la seule qui n'ait pas adopté la langue anglaise, mais qui maintienne et cultive l'espagnol. Ce n'est pas comme la communauté

italienne, par exemple, qui a abandonné l'italien ou le parle seulement en famille. Cela préoccupe beaucoup l'impérialisme, parce qu'une partie des Etats-Unis commence à se transformer en une société bilingue. J'ai lu quelques articles de presse où il est dit que le gouvernement US est très préoccupé par la tendance de l'espagnol à se transformer en langue dominante dans certains endroits.

Il a fallu dans quelques Etats instaurer le bilinguisme dans l'administration publique.

Oui, en Californie, au Texas et en Floride, on écoute un juge ou n'importe quel autre fonctionnaire et il parle correctement l'espagnol. J'ai vu l'autre jour un journal télévisé au cours duquel un chef de la police, en Floride, parlait espagnol sans accent nord-américain.

Bien, pour revenir à ce que nous disions auparavant, je crois qu'une victoire au Salvador aurait un immense impact aux Etats-Unis. Et ce serait la même chose dans le cas d'une victoire en Colombie, bien qu'il n'y ait pas beaucoup de colombiens aux Etats-Unis.

J'aimerais connaître votre opinion sur le Moyen-Orient, même brièvement.

J'ai l'impression que le Liban a remplacé l'Iran comme centre régional de la révolution. Regardez la raclée que l'impérialisme est en train d'y recevoir. Les journaux disent que le Liban est devenu un « no man's land », une zone inter-frontalière.³³ Comme description, ce n'est pas mal ; mais comme caractérisation, c'est une erreur : ce qui est vrai, c'est que l'impérialisme et

³³ Le Hezbollah apparaît au Liban en 1982.

³¹ « [En 1884.] tous les pays du cône sud étaient dominés par des dictatures féroces. Il ne reste [en 1986] que celle du Chili et celle du Paraguay. » (page 12 dans ce texte). L'Angola obtient l'indépendance le 11 novembre 1975 (voir page 33). Le Mozambique l'obtient le 25 juin 1975. Le régime dictatorial du shah d'Iran et de sa tristement célèbre SAVAK prend fin le 16 janvier 1979, et Jimmy Carter se désolidarise immédiatement du sort du plus fidèle allié des Etats-Unis au Moyen-Orient jusqu'alors. Pour l'Afrique du Sud, voir la note 12.

³² Le syndicat d'opposition à la dictature de Jaruzelski, Solidarność, a été fondé le 31 août 1980. Voir Moreno, *Algunas reflexiones sobre la Revolución Polaca* (1982).

Israël sont partis sans demander leur reste, et ceci est un triomphe des masses.

Des palestiniens ?

Non, non, des masses arabes. C'est quelque chose de beaucoup plus large qu'une victoire de l'OLP. Celle-ci ne pouvait pas, à elle seule, vaincre l'impérialisme et Israël. Ce furent les masses arabes, grâce à leur lutte.

Cela va avoir un effet de ricochet terrible sur Israël, sur l'armée et pour les travailleurs. Avec la colère causée par la mort des soldats israéliens, la guerre contre le Liban a commencé à se transformer de fait en guerre contre le gouvernement israélien. C'est un processus extrêmement intéressant, presque de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Si l'armée israélienne était restée un peu plus longtemps au Liban, je crois que tout aurait explosé.

De plus, si le prolétariat israélien entre en lutte, le combat va acquérir une unité qu'il n'a pas aujourd'hui. C'est un prolétariat moderne, très capable. L'impérialisme est conscient du problème, et c'est pourquoi il envoie à Israël des montagnes de dollars. Si l'impérialisme abandonne Israël et si le prolétariat se met à bouger, tout le Moyen-Orient saute, et cela deviendrait irrécupérable pour les Yankees.

Revenons un peu sur le thème des perspectives générales. Gunder Frank³⁴ soutient qu'il est impossible de triompher contre des forces aussi puissantes que l'impérialisme et la bureaucratie,

³⁴ Il s'agit d'une conférence réalisée par cet éminent économiste marxiste pour les militants de la section argentine de la LIT.

avec leurs armes nucléaires.

C'est là, pour moi, une vision extérieure aux processus de la lutte de classes. Si Gunder Frank se référait à la nécessité de gagner le prolétariat et les masses des pays avancés, fondamentalement des Etats-Unis, pour vaincre définitivement l'impérialisme et faire la révolution, je devrais lui donner raison. Tant que cela ne se produit pas, le gouvernement US aura toujours la possibilité de lancer une bombe atomique sur n'importe quel pays où le prolétariat aurait pris le pouvoir. On ne peut pas le nier.

Gunder Frank est un très grand intellectuel révolutionnaire, cela ne fait pour moi aucun doute. Mais je soutiens que son pessimisme part d'une vision extérieure, superficielle, parce qu'il croit que seules les masses des pays dépendants combattent l'impérialisme. Il oublie, par exemple, le rôle du mouvement anti-guerre nord-américain dans la victoire de la révolution vietnamienne. Ce fut un facteur très important, bien que le prolétariat n'y ait pas participé massivement. Je pense que la classe ouvrière nord-américaine sera une force irrésistible lorsqu'elle se mettra en marche, ce qu'elle fera tôt ou tard.

La question est de savoir quand. La misère écrase les pays dépendants. Pour l'instant, le prolétariat blanc des Etats-Unis ne souffre pas de la faim. Dans vingt ou trente ans, peut-être...

Non, non. On voit une augmentation considérable de la pauvreté. C'est pourquoi j'insiste, contre ce que dit Neustadt³⁵, sur le fait qu'il y a une augmentation

³⁵ Voir la note 18.

quantitative de la pauvreté aux Etats-Unis.

Mais n'importe quel ouvrier nord-américain a sa voiture. Pour qu'il passe de deux voitures à une seule ou d'une grande à une petite, il faut encore au moins dix ans.

C'est là que je ne suis pas d'accord. Un homme habitué à une grande voiture se défend bec et ongles si on veut l'obliger à se contenter d'une petite.

Se contenter d'une petite voiture quand on est habitué à une grande n'est pas la même chose que d'accepter de manger peu alors que l'on mangeait bien.

Je ne crois pas à cette graduation. Je ne crois pas que le processus révolutionnaire ne commence que lorsque l'on tombe dans une misère totale.

Je parle du fait qu'on ne va pas affronter tout un système pour la raison d'être réduit à une petite voiture plutôt qu'à une grande ; c'est toujours une voiture.

Aucun ouvrier ne raisonne de cette manière. Aucune classe sociale n'est disposée à perdre avec le sourire ce qu'elle possède, et ceci est valable aussi bien pour les exploités que pour les exploités. C'est une loi de l'histoire. La bourgeoisie défend son régime et ne cède absolument rien, sauf ce à quoi la contraint la lutte de classes. Je suis totalement en désaccord avec l'idée selon laquelle un ouvrier cède avec le sourire une conquête, comme l'échange de la grande voiture contre une plus petite, ou qu'il se satisfait d'une paire de chaussures s'il en avait deux. C'est là que commence la lutte de classes. Il y a eu en Europe des batailles gigantesques



pour 2 % d'augmentation de salaire. En Belgique, la voiture a été une arme de lutte formidable ; il y a eu des grèves qui ont été diffusées par des milliers d'ouvriers dans leurs voitures.

Donc, lorsque la bourgeoisie veut lui reprendre quelque chose, l'ouvrier n'accepte pas, et la lutte de classes s'accélère. Il n'existe pas de collaboration de classes pour qu'une classe fasse cadeau de quelque chose à une autre, que ce soit la bourgeoisie au prolétariat, ou inversement. Il y a toujours lutte.

Parlons maintenant de quel type de lutte. Supposons que la lutte soit condamnée à l'échec parce que la bourgeoisie ne peut rien concéder. Cette année, l'ouvrier doit vendre sa grande voiture pour en acheter une petite, et l'année d'après, rester sans. Alors il se bat : au début, non pas contre le système, mais contre son patron qui a baissé son salaire et qui ne lui permet plus d'avoir une grande voiture. L'année suivante, il se bat parce qu'on lui enlève sa petite voiture ; et l'année qui suit parce qu'on lui retire son pain. Je parle ici de la dynamique du processus, qui peut être plus ou moins rapide. L'ouvrier constate qu'on lui porte des coups, peut-être légers au début, pas des coups de massue ; puis il voit que la même chose arrive à l'ouvrier d'une autre branche industrielle. C'est ainsi, à partir de son propre vécu, qu'il commence à tirer la conclusion que, ce qui ne va pas, c'est le système.

Ce processus, qui pour moi est inévitable, est entravé par un obstacle : les directions disent au mouvement ouvrier qu'il doit accepter des sacrifices - une petite voiture au lieu d'une grande - parce que dans quatre

ou cinq ans la situation va s'améliorer. En réalité, la situation s'empire constamment.

Si c'est ainsi, comment expliquez-vous que les grandes batailles de classe, les luttes pour le pouvoir, se produisent au Salvador, au Moyen-Orient, en Bolivie ?

Nous avons une expression qui dit que les pays développés ont « beaucoup de graisse ». Autrement dit, dans ces pays, il y a beaucoup de richesse accumulée. C'est pour cela que la chute du niveau de vie et l'augmentation du degré d'exploitation des travailleurs ne sont pas aussi abruptes que dans les pays que vous mentionnez. Dans ces derniers, la quantité se transforme en qualité : on enlève tout au prolétariat, on baisse son niveau de vie depuis trente ans ou plus. Par contre, les pays avancés sont passés par un grand boom économique, et la graisse accumulée permet d'octroyer des indemnités aux ouvriers au chômage. Ces pays commencent à maigrir, mais partent de l'obésité : la perte de quelques kilos ne les rend pas pour autant affamés.

Est-ce pour cela à votre avis que le prolétariat européen et nord-américain ne remet toujours pas en cause le système ? Qu'il ne cherche pas plus loin qu'à remplacer par exemple le gouvernement de Thatcher par un gouvernement travailliste ?

C'est une des raisons. Le prolétariat occidental ne sera convaincu que le système ne va pas, que lorsque celui-ci en sera à un stade cancéreux, gangrené. Autrement dit, on ne peut convaincre personne qu'un organisme est en état de décomposition tant qu'il n'est pas dans cet état. Tout simplement. Les

pays capitalistes impérialistes, comme les Etats-Unis, n'en sont pas encore à l'état de désagrégation et de gangrène.

Avec ce facteur, que j'appelle objectif, il y en a un autre, tragique, qui est celui de la direction. Je me réfère surtout au rôle que remplissent les partis communistes et l'URSS. Le prolétariat d'Europe et des Etats-Unis, celui du Canada et de l'Australie également, est l'héritier des plus grandes conquêtes de l'humanité antérieures à la Révolution d'Octobre : les libertés démocratiques.

Les ouvriers nord-américains se sentent très orgueilleux de leurs grandes conquêtes démocratiques, obtenues par deux révolutions, l'Indépendance et la Guerre de Sécession. C'est très bien, mais maintenant il s'agit de les dépasser, d'obtenir de plus grandes conquêtes dans une société progressiste où il existe la liberté de création, l'indépendance artistique, scientifique, journalistique et autre. Cette société ne peut être que le socialisme.

Mais quand ils regardent le prétendu « socialisme » existant, que voient-ils ? L'URSS, un grand Etat totalitaire où il n'existe par exemple ni la liberté de critiquer le gouvernement ou le régime, ni celle de former un parti politique.

Cela ne signifie pas que le prolétariat de l'URSS n'ait pas de liberté : il en a et de plus grandes que les ouvriers occidentaux, mais elles sont d'un autre type. L'ouvrier russe a un travail assuré, il ne court pas le danger du chômage et de la misère, il n'est pas soumis aux cadences infernales du travail. Il y a trois aspects, en termes généraux, sur lesquels le prolétariat des Etats

ouvriers dépasse largement ses frères de classe occidentaux : les conditions de travail, la médecine sociale et l'éducation. De là, la solidité du régime de l'URSS.

Tout cela produit un déchirement dans la conscience des travailleurs du monde. Le mouvement ouvrier mondial défend différentes libertés, au lieu de les prendre dans leur ensemble et de lutter pour une société où règnent aussi bien les conquêtes économiques et sociales des ouvriers russes que les conquêtes démocratiques des ouvriers nord-américains, élargies et étendues.

Les directions opportunistes, bureaucratiques et contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier remplissent un rôle fondamental en maintenant et en approfondissant cette dichotomie. Le bureaucrate syndical américain dit aux ouvriers : « Il faut soutenir le Parti Démocrate qui garantit les libertés démocratiques. C'est vrai qu'il y a du chômage et une diminution du niveau de vie, mais ici nous pouvons critiquer le gouvernement, dire ce que nous voulons, personne ne va en prison pour avoir dit ce qu'il pense, comme en URSS ».

En URSS, la bureaucratie gouvernante dit aux ouvriers : « Regardez en Europe occidentale, aux Etats-Unis : il y a du chômage, de la pauvreté, la médecine dans nombre de ces pays est très chère. Qui veut d'un système comme celui-là, où l'on peut se retrouver sans travail n'importe quand ? »

Ces deux bureaucraties retardent la conscience de la classe ouvrière, la maintiennent pieds et poings liés. Elles lui font croire que l'on ne peut aspirer qu'à un seul type de libertés, pas

à toutes.

Cela signifie donc que, par ces méthodes, l'impérialisme comme la bureaucratie soviétique tentent de maintenir leur domination ?

Exactement.

Diriez-vous alors que l'un comme l'autre serait disposé à « appuyer sur le bouton » et à lancer la guerre atomique ?

L'impérialisme oui, sans aucun doute. Quant à la bureaucratie soviétique, je ne crois pas qu'elle prenne l'initiative d'appuyer sur le bouton. Cela pour des raisons économiques et sociales. La bureaucratie, à la différence de l'impérialisme, n'a pas besoin de dominer d'autres pays. « Appuyer sur le bouton », cela obéit à des lois propres du système très puissantes. Pour qu'un fou appuie sur le bouton, tout en sachant qu'il peut mourir lui aussi, pour que se produise une telle action irrationnelle, des lois du processus historique, également irrationnelles, doivent opérer.

La bureaucratie pratique une gestion très lourde de l'économie des pays qu'elle domine, mais elle n'obéit pas à une puissante loi irrationnelle, comme celle du capitalisme qui oblige celui-ci à dominer d'autres pays et à augmenter constamment l'exploitation de l'ouvrier. Le capitalisme est le système de production qui se trouve inexorablement obligé d'étendre sa domination ; c'est pour cela qu'il vit un déséquilibre permanent. Il ne peut pas y avoir de point d'équilibre lorsque le système lui-même impose aux entreprises et aux pays de tenter de se dominer les uns les autres.

L'URSS et son gouvernement, par contre, n'ont besoin d'exploiter personne au-delà de

leurs frontières. Il leur suffit d'opprimer leur propre prolétariat ; dans ce sens, ils ressemblent à la bureaucratie syndicale.

Le caractère agressif, guerrier, est propre au capitalisme, qui ne peut cesser d'exploiter de plus en plus le monde entier. On parle aujourd'hui de la course aux armements et de la grande production d'armes, comme si le capitalisme avait été un jour autre chose. Il y a toujours eu une grande production d'armements, de grandes flottes et des armées mercenaires sous le capitalisme. La seule différence, c'est qu'aujourd'hui il existe la bombe atomique. Dès sa naissance, le capitalisme a été agressif, guerrier et a gaspillé des tonnes d'argent en armements.

Le fait d'« appuyer sur le bouton » est lié à cette tendance profonde du capitalisme, sa tendance à étendre sa domination, à écraser la classe ouvrière et les pays arriérés pour les dominer et les exploiter. C'est sa loi. Et cela l'est encore plus aujourd'hui quand il affronte la révolution mondiale qui menace de le liquider.

Revenons à l'exemple d'Hitler qui, sur ce terrain aussi, représente la tendance extrême du capitalisme. Pour moi, il n'y a aucun doute : Hitler aurait commencé à lancer des bombes atomiques un peu partout. Heureusement qu'il n'en avait pas.

Si la bureaucratie soviétique n'a pas besoin de dominer d'autres pays, pourquoi a-t-elle envahi la Tchécoslovaquie en 1968 ?

J'aurais dû dire qu'elle n'a pas besoin de les dominer économiquement...

Mais elle ne les exploite pas ?

Attendez, laissez-moi répondre à la question précédente. L'invasion de la Tchécoslovaquie s'est faite pour des raisons politiques, pas économiques. Il y a une différence. Le stalinisme ne peut permettre l'existence d'une démocratie ouvrière dans aucun pays du monde, encore moins dans un pays à ses frontières. C'est pour cela qu'il a envahi la Tchécoslovaquie, soutenu le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne, et qu'il le refera avec toute la force requise par les circonstances. Tout comme le fait la bureaucratie syndicale quand naît une direction démocratique dans une branche ou une usine.

Quant à savoir si elle les exploite ou non, les chiffres démontrent que les échanges commerciaux entre l'URSS et les autres Etats ouvriers sont très contradictoires, compte tenu qu'ils profitent à plusieurs Etats ouvriers et pas à l'URSS. Il existe une étude très sérieuse, réalisée par une grande spécialiste de l'URSS, Marie Lavigne, qui n'est pas sympathisante du système soviétique. Elle tente de démontrer que l'URSS perd des millions de dollars dans le commerce avec les autres pays ouvriers. Je ne suis pas certain qu'il en soit ainsi, mais je signale que cet auteur est une spécialiste très sérieuse.

Tandis que l'impérialisme américain pille les pays d'Amérique latine, l'URSS achète du sucre à Cuba à des prix supérieurs à ceux du marché mondial et lui vend du pétrole à des prix inférieurs. On pourrait presque dire que l'URSS subventionne Cuba. Qu'on m'explique sinon comment il est possible qu'un petit pays pauvre comme Cuba ait pu obtenir des merveilles sur le plan de l'éducation et de la

santé publique. En cela, il a dépassé presque tous les pays du Tiers-Monde, y compris l'Argentine et le Brésil.

En même temps, le régime cubain est totalitaire et très semblable à celui de l'URSS. C'est pour cela que je parle de domination politique, d'oppression, plus que d'exploitation.

L'invasion de l'Afghanistan n'a-t-elle pas été un acte d'agression impérialiste ?

J'insiste sur mon critère : l'URSS ne tire pas de survalueur du travail des masses afghanes. Elle n'a pas envahi le pays pour garantir le fonctionnement « d'entreprises soviétiques » qui exploiteraient des ouvriers afghans. En premier lieu, il y avait un régime bourgeois en crise totale, sur le point de tomber tout seul, comme en Bolivie il y a quelques mois. D'autre part, l'Afghanistan appartient à une zone de sécurité de l'URSS, et cela, même l'impérialisme le reconnaît.

Mais ce qui est essentiel, c'est qu'après la révolution iranienne, la bureaucratie ne pouvait pas permettre un nouveau processus révolutionnaire juste à sa frontière, mené par des hommes de même race que ceux qui vivent du côté URSS. C'est là un problème très grave pour la bureaucratie parce que la communauté musulmane est celle qui connaît la croissance démographique la plus grande au sein de l'Union Soviétique. Au début, les soldats de la force d'occupation étaient musulmans. Mais ils durent les retirer et les remplacer par des troupes russes car ces soldats commençaient à sympathiser avec la guérilla afghane. Concrètement, le motif de l'invasion fut celui d'empêcher une

révolution semblable à celle d'Iran, une révolution qui pourrait déstabiliser les régimes bureaucratiques des Républiques socialistes musulmanes du sud.

Vous avez des sympathies pour la guérilla afghane ?

Non, pas du tout. C'est une force financée et armée par la CIA ; une force dont les ficelles sont tirées par l'impérialisme américain qui veut créer un Etat totalement hostile à l'URSS. Mais j'affirme que la bureaucratie fait le jeu de l'impérialisme, non seulement parce qu'elle viole le droit à l'autodétermination des afghans, mais également parce que l'Armée Rouge agit comme une force d'oppression qui maintient le régime social existant, et ne crée pas un Etat ouvrier. C'est l'opposé de ce qu'elle a fait après la Seconde Guerre Mondiale, lorsque l'Armée Rouge expulsa les nazis de l'Europe de l'Est et fut un facteur fondamental de l'expropriation de la bourgeoisie et de la création des Etats ouvriers.

Il faut cependant bien préciser que cela fit partie de la politique contre-révolutionnaire dans son ensemble de la bureaucratie soviétique, qui aida le capitalisme européen occidental à se récupérer de sa crise, et qui, à l'Est, expropria politiquement la classe ouvrière du contrôle du pouvoir et de l'économie.

Certains pensent que l'impérialisme peut, disons, « offrir » certaines zones dans le monde au socialisme, comme dans le cas de Cuba.

Cela ne peut être que transitoire ; c'est une situation contraire à la loi du capitalisme. Et si nous parlons d'un grand pays capitaliste comme la France, il ne peut pas le permet-

tre, même pas de façon conjoncturelle, car ce serait un désastre. Il se produirait alors ce qu'on appelle en sociologie l'effet de démonstration. Une France où la bourgeoisie serait expropriée et le socialisme instauré avec la démocratie ouvrière aurait un effet de démonstration terrible ; les masses occidentales y verraient la naissance d'une civilisation supérieure.

Le danger de la guerre mondiale et de la bombe atomique existera aussi longtemps qu'existera le capitalisme. Les pessimistes qui disent que la révolution ne peut pas triompher partent de quelques faits réels, mais je considère que leurs conclusions sont totalement erronées. Un fait certain est la possibilité historique d'une guerre atomique, qui serait initiée, si elle se produisait, par l'impérialisme, pas par l'URSS.

Il est également certain que l'on ne peut pas encercler militairement les Etats-Unis. Ceux qui croient que l'on pourrait prendre le pouvoir en Amérique Latine, construire une armée puissante et nous unir tous pour attaquer les Etats-Unis se trompent, parce qu'alors l'Amérique Latine recevrait quelques bombes atomiques qui laisseraient de grands cratères là où se trouvaient les centres du pouvoir révolutionnaire.

Cela signifie donc que la révolution latino-américaine doit attendre encore plus longtemps ? C'est ce qu'a dit récemment Fidel Castro.

Non, c'est justement le contraire. La révolution dans nos pays accélérerait formidablement la crise de l'impérialisme, outre le fait de commencer à solutionner les problèmes les plus graves

des travailleurs de nos pays. Et, ce qui est fondamental, elle aurait un grand impact sur les travailleurs des Etats-Unis et de toutes les puissances occidentales. Et, eux, on ne peut pas les écraser avec la bombe atomique.

Pourquoi ?

Pour une raison très simple : à New York, à quelques pâtés de maisons des quartiers noir et portoricain, se trouvent les résidences luxueuses de la bourgeoisie, avec leurs beaux rideaux et leurs portiers en uniforme. Une bombe qui tomberait sur les immeubles misérables où vivent les portoricains détruirait aussi les appartements bourgeois. Là, la guerre entre les classes ne peut être que la plus primitive, au corps à corps, le couteau entre les dents, à l'intérieur et à l'extérieur des forces armées.

De tout ce dont nous avons parlé jusqu'à présent, il découle que les perspectives de la révolution dépendent de ce qui se passera au centre du système capitaliste impérialiste mondial, c'est-à-dire aux Etats-Unis. Par conséquent, la tâche fondamentale des marxistes-révolutionnaires consiste à gagner le prolétariat des Etats-Unis à la révolution.

C'est bien cela, et je suis content que cela apparaisse aussi clairement que vous l'avez résumé. Je suis toujours plus convaincu de l'importance de cette tâche.

La question est donc de savoir comment les luttes en Amérique Latine peuvent se lier à celles des travailleurs nord-américains.

La liaison directe se produira avec la conquête du pouvoir. Ce sera le grand saut qualitatif, et

j'espère vivre assez pour le voir. Si j'arrivais à voir la révolution aux Etats-Unis, ce serait encore mieux, mais je sais qu'une victoire dans l'un de nos pays signifierait la conquête du pouvoir dans le monde entier en l'espace de quelques années.

Il s'agit de répéter ce qui s'est passé en Russie sous Lénine et Trotsky : une large démocratie qui développe la science et l'art, qui accueille les artistes et les scientifiques qui le désirent, et tous ceux qui se sentent persécutés dans leurs pays. Pourquoi une artiste comme Isadora Duncan³⁶ se rendit-elle en URSS? Personne ne me convaincra qu'elle était marxiste. Elle y alla parce que c'était le pays de la liberté.

Un événement comme la grève des mineurs britanniques³⁷, malgré toute son importance, ne peut pas convaincre la classe ouvrière nord-américaine. Tout au plus peut-il entraîner un mouvement de solidarité avec la lutte ; ou alors les ouvriers nord-américains pourraient parvenir à la conclusion, par une voie empirique, qu'ils doivent faire des grèves comme celle-ci pour obtenir des augmentations de salaire. Mais, pour leur démontrer qu'il peut y avoir sous l'économie planifiée une meilleure qualité de vie et de plus larges libertés qu'aux Etats-Unis, il faut un coup de massue sur leur conscience, et seule la prise du pouvoir peut le faire.

La classe ouvrière nord-américaine est empirique. C'est

³⁶ Cette danseuse américaine non-conformiste, qui refusait d'utiliser les « pointes » des danseuses de ballet et osait danser presque nue, émigra en Union soviétique en 1922, pays qu'elle quitte deux ans plus tard.

³⁷ Voir la note 23.

pourquoi, une grande victoire révolutionnaire et la création d'un Etat ouvrier avec démocratie faciliteraient énormément la tâche consistant à la gagner à la révolution.

Si une guerre civile contraindrait l'Etat ouvrier à restreindre les libertés, cela n'affaiblirait-il pas l'effet de démonstration ?

Bien sûr, mais restriction ne signifie pas annulation des libertés. Encore une fois, le régime soviétique des premières années a montré l'exemple. En plein milieu de la guerre civile qui suivit la prise du pouvoir, un groupe sympathisant de la II^{ème} Internationale attenta à la vie de Lénine et le tua presque. Malgré les circonstances, les terroristes eurent un jugement public et les bolcheviks invitèrent Emile Vandervelde, qui était le secrétaire général de la II^{ème} Internationale, à participer de plein droit au procès.

Même si la propagande impérialiste sème la confusion parmi certains secteurs, il est impossible de contredire les faits. Dans une situation semblable, nous pourrions inviter des dirigeants

du mouvement ouvrier nord-américain, qui seraient nos adversaires - il suffit que ce soit des gens honnêtes, pas des bureaucrates - à participer comme défenseurs et même comme juges, et cela aurait un impact énorme. L'ouvrier nord-américain pourrait comparer la situation de ses frères de classe dans un Etat ouvrier où existent des libertés démocratiques et un niveau de vie en constante amélioration, avec la situation de son pays, où le chômage augmente et où les salaires baissent. Ainsi s'ouvrirait une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité. Il pourrait se passer la même chose si le prolétariat de l'URSS se libérait, à travers des organisations comme *Solidarność*³⁸.

Vous êtes donc optimiste quant aux perspectives de la classe ouvrière nord-américaine ?

Je suis marxiste ; je me base sur une analyse scientifique. Si on me démontrait que les masses laborieuses des Etats-Unis allaient connaître une amélioration de leurs conditions de vie, je

serais pessimiste. Mais les lois du capitalisme sont inexorables, elles mènent la bourgeoisie US à exploiter toujours davantage ses propres travailleurs, et pas seulement ceux des pays dépendants.

C'est pourquoi je ne vois aucune raison d'être pessimiste ou de dire que les masses des pays développés ne vont pas lutter. Lorsqu'elles le feront, toute la situation changera, parce les masses nord-américaines, chaque fois qu'elles sont entrées en lutte, ont été les plus combattives du monde.

Et pour revenir une nouvelle fois sur ce que je disais auparavant, si elles ne luttent pas, peut-être que la situation ne sera pas celle où on « appuie sur le bouton », sinon que l'impérialisme continuera à exploiter l'humanité pendant quelques siècles de plus, sous de nouvelles formes de barbarie et d'esclavage.

De toute façon, j'insiste sur le fait que je considère la perspective opposée comme la plus probable.

³⁸ Voir note 32

Chapitre 2

Le parti révolutionnaire

Tous les marxistes révolutionnaires ont mis l'accent sur l'importance de l'organisation politique de la classe ouvrière. Vous n'êtes pas une exception, Moreno. Pourquoi attribuez-vous tant d'importance à la construction du parti révolutionnaire ?

C'est en rapport avec un phénomène historique et avec la définition marxiste de l'histoire. Commençons par cette dernière, pour élargir certains concepts que j'ai mentionnés auparavant en passant. Marx dit que l'histoire est faite par les classes, définition qui me paraît correcte mais un peu sommaire. En définissant l'histoire de l'humanité comme l'histoire de la lutte de classes, il parle des maîtres et des esclaves, des seigneurs féodaux et des serfs, des bourgeois et des prolétaires.³⁹ Je crois que la question est plus complexe, car dans le processus historique interviennent également l'Etat, des secteurs et des groupes de classes ainsi que leurs directions et leurs organisations. Il est vrai que la lutte de classes est l'axe du processus historique, mais dans cette lutte interviennent des secteurs avec leurs organisations et leurs directions respectives qui s'unissent

³⁹ Voir les premiers paragraphes du *Manifeste Communiste* de K. Marx et F.

ou se divisent. Autrement dit, l'histoire est le produit non seulement de la lutte entre deux classes antagoniques, mais aussi un processus plus complexe, avec des luttes – et des alliances pour lutter – entre divers secteurs de deux classes ou plus.

Marx ne nous a pas laissé de définitions théoriques précises quant aux secteurs sociaux, mais il les a analysés dans ses travaux historiques concrets, qui sont d'une richesse énorme. Il y parle de nombreux secteurs, pas seulement de deux ou trois classes.

Par exemple, dans *La lutte de Classes en France*⁴⁰ il ne mentionne pas seulement les bourgeois et les prolétaires, mais il décrit aussi un tissu, une trame de groupes sociaux – bourgeois de différentes fractions, propriétaires terriens, ouvriers, paysans, petits-bourgeois et lumpenprolétariat – et leurs organisations et dirigeants respectifs.

Il montre par exemple comment Napoléon III, dont il dit qu'il est une caricature du véritable Napoléon, s'appuyait pour ses campagnes politiques sur le lumpenprolétariat de Paris.

Finalement, ce qui est génial chez Marx, c'est la définition selon laquelle l'histoire est faite

Engels.

⁴⁰ 1850 - www.marxists.org/francais

par les classes et non par les individus. Sur cette base, nous devons signaler que le processus est beaucoup plus compliqué que comme il est défini dans le *Manifeste* ; Marx s'approche d'une définition plus correcte dans ses écrits historiques.

Ces secteurs de classe remplissent-ils différents rôles dans la lutte de classes et dans la société ?

Tout à fait. Dans la révolution russe par exemple, la prise du pouvoir ne fut pas soutenue par tout le prolétariat. Il y eut un secteur des cheminots, dirigé par les mencheviks, qui soutint directement la contre-révolution. Et même si la classe moyenne russe en général fut du côté de la bourgeoisie, un de ses secteurs, dirigé par les socialistes révolutionnaires de gauche, a suivi les bolcheviks et a même participé au premier gouvernement soviétique. Comme vous le voyez, la trame sociale est complexe, elle ne se réduit pas à l'affrontement entre bourgeois et prolétaires.

Selon l'ethnologue français Meillassoux⁴¹, la base sociale de

⁴¹ Claude Meillassoux est un anthropologue français qui a beaucoup étudié les systèmes économiques des sociétés pré-capitalistes en utilisant les concepts marxistes. Moreno a en vue plus spécifiquement les chapitres 6 et 7 de son livre *Femmes, greniers et capi-*



la production bourgeoise dans les pays arriérés n'est pas le prolétariat mais le semi-prolétariat agricole, car la bourgeoisie peut leur payer des salaires très bas : ce type d'ouvrier ne dépend pas de son salaire mais de sa famille rurale pour son logement et sa nourriture, le capitaliste peut donc le payer moins que l'ouvrier urbain. Nous avons là tout un secteur clairement capitaliste, non ouvrier mais combiné, semi-prolétaire et semi-paysan.

Pouvez-vous revenir un peu sur le rôle des dirigeants ?

C'est ce que j'allais faire. Tout comme il existe des classes et des secteurs de classe, chacun d'eux possède sa direction. Quelquefois surgit un individu qui remplit un rôle social, un Spartacus⁴² par exemple. Dans les tribus, il y a des chefs. Dans tout groupe humain il y a quelqu'un qui dirige, il y a une superstructure.

Avec la Révolution française apparaissent des institutions nouvelles, inédites, préparées par tout le développement antérieur de la bourgeoisie, ce sont les partis politiques. Ainsi, s'il ne peut y avoir lutte sans direction, nous pouvons élargir la définition antérieure et dire que l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte de classes avec ses sec-

taux, de 1975.

⁴² Spartacus parvient à s'enfuir d'une école des gladiateurs en 73 avant notre ère et organise alors une rébellion d'esclaves, la troisième guerre servile, et la plus dure, contre les légions romaines. Il est vaincu après deux ans de combat, où il était parvenu à rallier des paysans à sa cause. Ce héros donnera le nom à d'autres mouvements de révolte, en particulier celui de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht contre la pourriture de la social-démocratie allemande lors de la Première Guerre mondiale (le Spartakusbund).

teurs et ses directions. Et l'on sait depuis la Révolution française que la meilleure façon d'organiser ces directions est de construire des partis politiques. Qu'est-ce qu'un parti ? C'est un regroupement volontaire qui dirige ou veut diriger une classe ou un secteur déterminé de classe – y compris et souvent une alliance de classes ou de secteurs – et acquiert des caractéristiques permanentes quant à la structure, aux méthodes de fonctionnement et au programme.

Nous allons aborder maintenant un problème théorique très important. Marx a soutenu à son époque que la classe ouvrière n'avait qu'un seul parti. On a vu ensuite qu'il existait différents secteurs dans le prolétariat, avec les partis correspondant à chacun. On ne peut pas nier le fait que ces partis aient des bases sociales très solides, comme par exemple la social-démocratie, les partis de la II^{ème} Internationale, qui se fondent sur l'aristocratie ouvrière.

Nous, les trotskystes, nous pensons que le prolétariat a besoin d'une direction révolutionnaire à l'échelle mondiale, qu'il n'a pas aujourd'hui. Pour cela, il est nécessaire de construire le parti. C'est l'expression moderne de la direction d'une classe ou d'un secteur de classe.

Cela signifie-t-il que l'hypothèse de Marx, « une classe ouvrière, un parti » s'est révélée erronée ?

Elle était correcte à son époque et encore pendant quelques années après, quand est apparu et s'est formé le prolétariat moderne. Au 19^{ème} siècle, quand il existait déjà de nombreux partis bourgeois, les marxistes soute-

naient qu'il existait dans le prolétariat une forte tendance centripète qui favorisait l'existence d'un seul parti, puisque la classe ouvrière est beaucoup plus homogène que la classe des exploités.

Au 20^{ème} siècle, la situation est devenue beaucoup plus complexe, surtout à partir de l'apparition de l'impérialisme. Nous avons des formations structurelles et historiques différentes, il y a des immigrés, des métiers ou des professions différentes. Est apparue la classe moyenne moderne, qui pour moi est un secteur de la classe ouvrière, car elle vit de son salaire. Les différents partis ouvriers reflètent différents secteurs de la classe ouvrière, comme pour la bourgeoisie, bien que le prolétariat soit moins dispersé et n'ait jamais eu autant de partis que celle-ci.

En Argentine⁴³, depuis les années 1930, il y a eu le parti

⁴³ En opposition au traditionnel parti conservateur des latifundistes, le *Partido de Alianza Nacional*, est issue en 1891 la *Unión Cívica Radical*, le *Parti Radical* dont Hipólito Yrigoyen a été le premier Président élu au suffrage universel (masculin) dans l'histoire argentine, en 1916. Le *Parti Socialiste* argentin date d'avant la création de la II^{ème} Internationale, où il fut représenté au Congrès de fondation en 1889. Selon Moreno, la UCR « importait [des Etats-Unis] les méthodes et formes utiles à sa classe qui ont développé la démocratie interne à l'intérieur du parti et dans le pays », et le Parti Socialiste « copiait les vices les plus répugnants de la bureaucratie réformiste de l'Europe, sans imiter aucune de ses vertus » (*Método para la interpretación de la historia argentina* - 1975).

En 1922, le courant « anti-personnaliste » de la UCR - il accusait Yrigoyen de *personnalisme* - entre en coalition avec les conservateurs et gagne la présidence de la Nation. En 1928, Yrigoyen récupère la présidence, et en septembre 1930, il en est chassé par un coup d'Etat dirigé par les généraux José Félix Uriburu et Augustin P. Justo, Uriburu devenant alors président, suivi deux ans plus tard par Justo.

conservateur, représentant indiscutable de la classe des propriétaires terriens. On a vu le cas du général Augustin P. Justo, qui gouverna comme président au nom des conservateurs, bien qu'il n'en fût pas un lui-même. Il représentait les secteurs radicaux les plus liés à l'impérialisme, les avocats des grandes entreprises étrangères, les secteurs de la classe moyenne urbaine devenus aristocrates par la colonisation impérialiste, et finalement les secteurs anti-Yrigoyeristes du Parti Radical. Roca, son vice-président, était conservateur.

Les conservateurs et les radicaux « anti-personnalistes » étaient pro-impérialistes, mais formaient deux partis distincts parce que ces derniers représentaient la classe moyenne aisée liée aux activités portuaires, ferroviaires, tandis que les conservateurs étaient de grands propriétaires terriens, tels que les familles Patron-Costas, Saravia, Menendez-Behety, Anchorena, les grands propriétaires de la province de Buenos Aires. L'esprit populaire avait baptisé les conservateurs de « bovins » et les radicaux d'« ovins », car le propriétaire de vaches est plus riche que celui de brebis.

A part les deux partis bourgeois officiels, il existait des radicaux opposés au gouvernement de Yrigoyen. Dans la province de Santa Fe, il y avait le Parti Démocrate Progressiste. Ensuite est né un autre parti bourgeois plus compliqué, le péronisme⁴⁴,

⁴⁴ Après la Seconde Guerre mondiale, Juan Domingo Perón, un colonel de l'armée, occupe le Ministère du Travail et organise des syndicats en concédant de très amples concessions aux travailleurs, qui connaissent pour la première fois les chaussures en cuir, les maisons de vacance, les congés

qui s'appuyait sur la classe ouvrière.

Quant aux partis ouvriers, il n'existait que le Parti Socialiste et le Parti Communiste qui ont disparu de la scène en raison du développement du péronisme. Dans les années 40, il y avait un parti ouvrier colossal, le Parti Travailleiste, qui fut liquidé par Péron bien que ce dernier fut soutenu par le Parti Travailleiste.

Comme vous le voyez, il y a peu de partis ouvriers. En général, dans l'ensemble du pays, il n'existe qu'un ou deux partis ouvriers forts ou même pas du tout.

Existe-t-il des secteurs privilégiés de la classe ouvrière ?

Bien sûr ! Dans les pays impérialistes il y a des secteurs ouvriers qui vivent des miettes de l'exploitation des pays dépendants. Mais il en existe aussi dans nos pays. Quand j'étais jeune, les travailleurs du quotidien *La Prensa* étaient très privilégiés et ils défendirent fermement l'entreprise contre le péronisme. Un exemple semblable est celui de l'imprimerie de *Caravajal* de Cali en Colombie, la plus avancée techniquement de toute l'Amérique latine : ses travailleurs gagnent des salaires relativement plus élevés que les autres et défendent leur entreprise. Pour comble de malheur, les directions des grandes organisations ouvrières, syndicats et partis, ont une vie privilégiée, très similaire à celle des marginaux

payés et la journée de travail limitée à huit heures. En février 1946, Perón est élu président avec le programme synthétisé dans le slogan « Braden ou Perón », Spruille Braden étant l'ambassadeur américain. Il entame une persécution contre le Parti Travailleiste (Cipriano Reyes) qui l'avait soutenu, et crée son propre parti, le *Partido Justicialista*.

aisés qui travaillent pour l'ennemi de classe.

A quels secteurs correspondent les partis qui se revendiquent de la gauche en Argentine ?

Bon, commençons par le *Partido Intransigente*⁴⁵. Pour moi, il représente des secteurs de la classe moyenne, les employés ; mais c'est un drôle de mélange car il comprend également des secteurs du parti radical, des chefs populaires de ce parti, ceux qu'ils désignent comme le « vieux tronc radical », dont ils se sont séparés. Il y a aussi une aile de gauche, mais en tant que secteur social il représente la classe moyenne.

Le péronisme regroupe la classe ouvrière moderne, non immigrée mais nationale. L'apogée du péronisme coïncide avec la grande migration interne argentine, de la campagne à la ville.

Les partis ouvriers peuvent également refléter différentes traditions. Le Parti Communiste argentin, par exemple, a été fondé par des ouvriers immigrés italiens. Cela est lié au fait que le Parti Socialiste italien s'opposa à la participation de l'Italie à la Première Guerre mondiale. La bourgeoisie italienne dépendait

⁴⁵ Après le coup d'Etat du 16 septembre 1955 contre le gouvernement de Perón, la Unión Cívica Radical (UCR - voir la note 43) se sépare en deux tendances. Celle dirigée par Frondizi, la *Unión Cívica Radical Intransigente* (UCRI) propose une certaine alliance avec le péronisme, alors que le secteur de Balbín, la *Unión Cívica Radical del Pueblo* (UCRP) s'y oppose. Quand en 1972 la UCRP parvient en justice à obtenir l'exclusivité de la dénomination UCR, la UCRI s'y oppose mais doit se résigner à créer un nouveau parti, le *Partido Intransigente* (PI - www.pi.org.ar), tout en revendiquant la continuité historique avec le parti fondé par Leandro Alem en 1891.



autant de l'Argentine que de l'Allemagne et ne savait donc pas de quel côté intervenir. Le Parti Socialiste italien prit alors une position de neutralité, pas directement anti-impérialiste, ni pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, position qui était celle de Lénine et des bolcheviks.

En Argentine, la direction du Parti Socialiste, de Juan B. Justo, Repetto et compagnie, était pro-impérialiste et pour l'intervention dans la guerre du côté des alliés. L'aile des ouvriers italiens entama une polémique en 1916, en faveur de la position de leurs camarades du Parti Socialiste italien et pour la neutralité de l'Argentine pendant la guerre. Cette aile rompit en 1918 pour former le Parti Socialiste Internationaliste qui en 1920, sous l'influence de la révolution russe, adhéra à la III^{ème} Internationale et prit son nom actuel de Parti Communiste.

Quant à l'autre aile du Parti Socialiste, elle commença à cette époque à se lier à la grande oligarchie argentine. Le vieux Dickmann⁴⁶, membre de cette direction, était médecin, comme Juan B. Justo, et avait reçu son diplôme avec la plus haute distinction (médaille d'or). En Argentine au début du 20^{ème} siècle, être médecin ou professeur universitaire signifiait appartenir aux classes élevées.

Je vais vous raconter une anecdote. Un jour, lorsque j'étais très jeune, j'étais avec Dickmann, en train de discuter avec

lui, quand le téléphone se mit à sonner. Il répond, converse très aimablement avec quelqu'un et raccroche. Et il me dit : « C'était mon grand ami Benito de Miguel, quel plaisir, cela faisait si longtemps que je ne lui avais pas parlé ». J'en suis resté sidéré, car le docteur Benito de Miguel était l'incarnation politique de la grande oligarchie de cette époque là. Exactement comme si on était ami de Martinez de Hoz⁴⁷ aujourd'hui.

Les deux ailes du Parti Socialiste qui ont rompu en 1918 représentent des secteurs de classe différents : les uns étaient des ouvriers immigrés italiens, les autres des fils d'immigrés qui avaient réalisé une ascension sociale, attachés aux valeurs de la classe moyenne. Pour savoir quel secteur représente un parti, il ne suffit pas de faire une coupe transversale de la classe, mais il faut également en faire l'analyse historique, connaître l'origine et les traditions de ce parti et de ce secteur.

De tout cela semble découler l'impossibilité de l'unité organique de la gauche.

L'unité dans un seul parti ne peut pas exister. Pas aujourd'hui. Elle peut se faire après la prise du pouvoir, quand toute la classe ouvrière a atteint le même niveau de vie. C'est pour cela que j'insiste sur le fait que si pendant une étape historique cette unité a bien existé, le développement de l'impérialisme et du prolétariat des pays arriérés nous amène à écarter l'hypothèse de Marx pour notre époque et à reconnaître de

nouvelles lois, issues du développement du capitalisme mondial.

Quel secteur de classe représente le trotskysme ?

Je suis convaincu que le trotskysme reflète politiquement le secteur le plus exploité du prolétariat, mais il s'efforce toujours de mobiliser l'ensemble des travailleurs, des secteurs les plus arriérés aux plus aristocratiques. C'est pour cela que nous disons que le trotskysme est la conscience des besoins historiques de la classe ouvrière dans son ensemble et non pas de tel ou tel secteur.

Mais de fait le mouvement trotskyste est plein d'étudiants et d'intellectuels.

C'est vrai pendant l'étape propagandiste du parti, quand il n'a pas encore fait la jonction avec la classe ouvrière. Tous les partis passent par cette étape, qu'ils soient ouvriers ou bourgeois. On disait par exemple qu'au début tous les marxistes russes pouvaient s'asseoir sur un seul canapé, car ils étaient trois : Plekhanov, Axelrod et Vera Zasluch. Avant de créer ses partis, la bourgeoisie a eu ses grands théoriciens comme Voltaire et Rousseau. Le mouvement d'indépendance latino-américain a eu Miranda. A l'époque, ces théoriciens n'étaient suivis par personne, ils représentaient seulement l'idée, le programme. Ce phénomène est général : à l'étape de l'élaboration de leur programme, les partis ne sont formés que d'intellectuels et d'idéologues.

Le trotskysme a pu pénétrer profondément le mouvement ouvrier et acquérir une influence de masse pendant les étapes révolutionnaires, quand les tra-

⁴⁶ Enrique Dickmann était arrivé en Argentine en 1891, à l'âge de 18 ans, comme jeune immigrant originaire de ce qui est maintenant la Finlande. Après deux ans de travail dans les champs, il avait pu acheter son propre lopin de terre, puis il était parvenu à aller vivre en ville. Il était député du PS depuis avant la Première Guerre mondiale.

⁴⁷ Jose A. Martinez de Hoz, propriétaire terrien de la province de Buenos Aires, fut ministre de l'Economie de la dictature militaire instaurée en Argentine par le coup d'Etat du 24 mars 1976.

vailleurs mobilisés se rapprochent de son programme. Dans des circonstances favorables, le trotskysme s'est frayé un chemin parce que ses mots d'ordre sont repris par les secteurs les plus exploités du mouvement de masse.

La Bolivie en est un exemple : le trotskysme n'y existait pas ; les camarades formés en Argentine y sont allés avec des mots d'ordre révolutionnaires, comme celui de nationalisation de l'étain, et ont rapidement gagné la direction de la Fédération syndicale des mineurs car c'était justement le secteur le plus dynamique et combatif du prolétariat bolivien.

Le trotskysme a été longtemps un phénomène marginal. Dans une certaine mesure il l'est toujours.

Ça c'est un autre problème. Afin de savoir pourquoi nous sommes marginaux, il faut d'abord en accepter le fait. Il y a des trotskystes qui le nient, mais une chose est sûre : sur cinq milliards d'êtres humains qui peuplent la terre, l'écrasante majorité ne soupçonne même pas notre existence. Et il y a des trotskystes si marginaux qu'ils ne savent même pas qu'ils sont marginaux.

Pourquoi sommes-nous marginaux ? Pour plusieurs raisons. Une raison très importante est que la classe ouvrière des pays avancés n'est plus le principal protagoniste historique après la guerre, rôle qu'elle avait rempli depuis les années 1870-80 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Pendant ces 70 à 80 ans, le prolétariat livra des batailles colossales et obtint des conquêtes considérables : la journée de 8 heures, les syndicats, le suffrage universel et, la plus grande

de toutes, la révolution russe.

Un changement intervient à partir de 1949-50, ou peut-être un peu avant, et certains théoriciens trotskystes pensent qu'à partir de cette date, le mouvement ouvrier a pratiquement quitté la scène. Je ne suis pas d'accord sur ce point, je pense que le mouvement ouvrier a mené de grandes batailles dans l'après-guerre. La différence avec la période de 1870-1950 – ces dates étant bien sûr approximatives – est que ce furent des luttes sporadiques, sans continuité. Les batailles systématiques, continues, ce sont des secteurs minoritaires du mouvement ouvrier qui les ont été menées, comme ceux du cône sud latino-américain et du Japon pendant une dizaine d'années, le prolétariat basque ou anglais pendant ces vingt dernières années.

Les grands protagonistes d'après-guerre ont été les masses paysannes ou semi-prolétaires, comme en Chine, en Yougoslavie, comme la guérilla grecque, les guérillas africaines, ainsi que la guérilla colombienne qui lutte depuis 1948 jusqu'à nos jours. C'est un fait sociopolitique : dans l'après-guerre, le devant de la scène est occupé par des secteurs paysans et semi-prolétaires, alors que la classe ouvrière, sauf peut-être celle du cône sud, passe au second plan.

A cause de ce phénomène, le trotskysme n'a pas de base sociale sur laquelle s'appuyer. Le programme trotskyste est celui de la classe ouvrière mobilisée. S'il n'y a pas de mobilisation ouvrière, le trotskysme ne peut pas s'implanter.

C'est là une des raisons, mais il y en a une autre. Les premiè-

res années après la guerre, le trotskysme avait une direction très jeune, sans expérience dans le mouvement ouvrier. Les dirigeants historiques formés pendant la révolution, Trotsky tout d'abord mais aussi d'autres comme Rakovsky et Chen Duxiu⁴⁸, sont morts au début de la guerre. La nouvelle direction tenta d'une certaine manière de renforcer et de développer le trotskysme dans une étape, à partir de 1947, où les ouvriers ne luttaient pas systématiquement. Mais son inexpérience et son manque de clarté politique l'amènèrent à chercher des raccourcis dans la tâche de construction du parti. Elle commit ainsi une erreur que je considère catastrophique : l'orientation vers l'entrisme dans les organisations qui dirigeaient les masses, dans les partis communistes essentiellement. Il s'agissait de partis petit-bourgeois, bureaucratiques et la condition pour y entrer était de cesser de les critiquer. C'est ainsi que se perdirent les réflexes trotskystes de démocratie ouvrière et de mobilisation permanente pour faire la révolution

⁴⁸ Christian Rakovsky (1873-1941), révolutionnaire bulgare, participa à la Révolution russe et fut élu au Comité Central du Parti bolchevik en 1919. Avec Trotsky et d'autres dirigeants bolcheviks, il fonda l'Opposition de Gauche pour combattre la bureaucratization du parti et de l'Etat ouvrier, et la représenta au Congrès de 1927 du Parti Communiste de l'URSS, alors déjà sous l'emprise de Staline. En 1928, il fut expulsé du parti et déporté en Sibérie. Il renia ses positions en 1936 et put rentrer à Moscou. Chen-Duxiu (1879-1942) fut l'un des fondateurs du Parti Communiste chinois et son secrétaire général de 1921 à 1927. La direction stalinienne du Komintern l'expulsa du parti pour en faire le bouc émissaire de la défaite de la révolution chinoise en 1927. Chen-Duxiu rejoignit l'Opposition de Gauche en 1930. Il fut arrêté par le gouvernement de Tchang Kai-chek en 1932 et passa le reste de sa vie en prison.



socialiste, c'est-à-dire la raison d'être du trotskysme.

Cette ligne se basait sur l'argumentation suivante : une guerre mondiale de l'impérialisme contre l'URSS est inévitable à court terme ; les partis communistes vont faire la révolution pour défendre l'Etat ouvrier ; les trotskystes, pour ne pas rester en marge de ce processus, doivent abandonner leur propagande dans les usines pour la démocratie ouvrière et la mobilisation permanente, et mettre pour l'instant leur drapeau dans leur poche, afin d'entrer dans les partis communistes et de faire la révolution avec eux.

Voilà, de manière très simplifiée, ce que disaient Pablo et Mandel,⁴⁹ qui étaient à la tête de la IV^{ème} Internationale. Ils di-

⁴⁹ Ernest Mandel, éminent économiste marxiste, participa à la Résistance en Belgique pendant la guerre et mena un combat intense pour préserver le légat de Trotsky. Michel Pablo représenta les trotskystes grecs lors du Congrès qui fonda la Quatrième Internationale à Paris en 1938. La politique de l'entrisme « sui-generis », c'est-à-dire pour une période prolongée, dans les partis communistes staliniens, mène à la division de la IV^{ème} Internationale en 1953, quand la majorité des militants sud-américains et les trotskystes français, anglais et étasuniens constituent le Comité International, en opposition avec le Secrétariat International dirigé par Mandel et Pablo. Les deux courants se réunifient en 1964, constituant le Secrétariat Unifié, déjà sans Pablo - qui était devenu, entre-temps, ministre dans le gouvernement bourgeois du Front de Libération Nationale de l'Algérie indépendante - et abandonnant la politique de l'entrisme sui-generis.

Plus loin dans ce texte (p. 30), Moreno dénonce les « méthodes organisationnelles horribles » de Pablo, en précisant bien que « ces méthodes furent appliquées par Pablo, pas par Mandel. Ce dernier est un dirigeant sérieux et loyal. Nous ne sommes pas d'accord avec ses méthodes impressionnistes d'analyse et d'élaboration politique qui le conduisent à capituler, mais ses méthodes organisationnelles n'ont rien à voir avec celles de Pablo. »

saient quelque chose de semblable de toutes les organisations de masse : que, poussées par la situation, elles iraient vers des positions révolutionnaires.

Et ils ne se limitaient pas à le dire : la vérité est qu'ils appliquèrent cette politique conséquemment. Les camarades de Lutte Ouvrière nous ont raconté que, lorsqu'ils soutinrent la mobilisation anti-bureaucratique des ouvriers de Berlin-Est en 1953, et qu'ils firent de la propagande en sa faveur à l'usine Renault, le journal de Mandel et Pablo les dénonça. Je ne crois pas que Mandel et Pablo aient été en faveur de pourchasser les camarades et de les empêcher de distribuer leurs tracts. Mais le plus important pour eux était de rester à l'intérieur du Parti Communiste, parce qu'il allait diriger la révolution. Cette mécanique fatale mena de fait à la disparition publique du trotskysme européen pendant de nombreuses années.

Cette disparition n'était-elle pas due également au manque d'espace politique ?

Ce problème a son importance, il s'ajoute aux autres raisons que j'ai données, mais il n'est pas la cause fondamentale. Le fait que les révolutions de l'après-guerre aient été dirigées par les staliniens, combiné avec l'affaiblissement des luttes du prolétariat européen, a fait grandir la force et le prestige du stalinisme à leur niveau le plus élevé. Il resta donc au trotskysme une marge d'action étroite, bien que réelle. Mandel et Pablo, avec leur tactique, ne purent pas en profiter. Et, ce qui est bien pire, ils ne préparèrent pas la IV^{ème} Internationale à exploiter les larges brèches qui allaient s'ou-

vrir à la fin des années soixante, lorsque commencerait l'irrésistible chute du stalinisme au sein du mouvement ouvrier.

La bureaucratisation et l'absence de libertés en URSS étaient-elles alors aussi claires qu'aujourd'hui ? Parce que les trotskystes disposent aujourd'hui d'un espace politique très concret, étant les seuls à défendre la combinaison du socialisme et de la démocratie ouvrière.

Bien sûr, c'est la nouvelle grande tâche historique, qui n'est posée que par nous. C'est l'une des principales raisons de la survivance du trotskysme, puisqu'il répond, entre autres, à cette nécessité historique : la démocratie ouvrière dans les Etats qui se réclament du socialisme.

Il y eut dans l'après-guerre des processus de la lutte de classes dans lesquels le trotskysme joua un rôle important, voire dirigeant.

J'allais précisément en parler. Mis à part les erreurs, l'autre aspect de ce phénomène est la facilité avec laquelle le trotskysme pénètre dans le mouvement des masses lorsqu'il y a mobilisation. Par exemple, il semble que la grande grève de Renault en 1947 fut dirigée par les trotskystes. Ils étaient quatorze ou quinze militants dans une usine de quarante ou cinquante mille ouvriers, et ils purent la diriger grâce à leur foi en leur classe, dans le fait que la classe ouvrière allait réapparaître. Ce sont les mêmes, qui soutiennent que le prolétariat s'est effacé de la scène, mais ils ont en même temps foi dans le fait qu'il va recommencer à lutter.

Il s'est passé un peu la même chose à Leyland, l'usine britanni-

que de construction automobile.

Effectivement, pendant la mobilisation à British Leyland⁵⁰, les trotskystes jouèrent un rôle dirigeant. Mais lorsque les travailleurs cessèrent de se mobiliser, il ne resta pas un seul dirigeant trotskyste dans l'usine. C'est un processus quasi-mathématique. La même chose s'est passée en Bolivie en 1952 et se passe à nouveau aujourd'hui. Notre parti frère bolivien, le PST, est très petit, mais il est en train de s'implanter dans les mines. Au cours d'une assemblée générale de mineurs, ceux-ci félicitèrent notre parti pour avoir été le seul à s'être donné à fond dans la mobilisation minière à La Paz.⁵¹

Quand il y a mobilisation, le trotskysme est partie intégrante de la vie ouvrière. Quand il n'y en a pas, les mêmes ouvriers nous trouvent bizarres. Je crois que le trotskysme, avec une politique correcte, aurait pu s'implanter facilement en Hongrie pendant la révolution anti-bureaucratique de 1956. J'ai l'impression qu'il va se consolider de plus en plus en Pologne.

Le trotskysme est en phase avec le prolétariat, et uniquement avec lui. Il ne pourrait pas diriger directement la paysannerie, parce que son programme est essentiellement ouvrier. C'est le

⁵⁰ « En février 1977, 2.365 ouvriers de l'outillage de British Leyland firent une grève d'un mois. Lorsque le gouvernement menaça de les licencier, le président du syndicat des mécaniciens, Hugh Scanlon, déclara que ce licenciement avait « l'entier soutien de tous les syndicats ». Le dirigeant du Parti Communiste, Robinson, encouragea tous les travailleurs à traverser le piquet de grève de l'outillage. » Tony Cliff, *Un monde à gagner* (1998)

⁵¹ Référence à la grève des mineurs boliviens de mars 1985, qui dura seize jours.

programme que la classe ouvrière doit appliquer pour prendre la tête de tous les opprimés du monde. C'est pourquoi le trotskysme accompagne la classe ouvrière comme son ombre.

Ceci explique qu'il n'ait dirigé aucune révolution depuis celle de Bolivie en 1952 ?

Oui, car la mobilisation du prolétariat bolivien n'a été égalée dans aucun pays au monde. L'avenir de l'humanité dépend du prolétariat, et là le trotskysme a un rôle décisif à jouer. La question n'est pas d'être pessimiste ou optimiste, mais de faire des pronostics scientifiques. J'affirme que si le prolétariat ne se met pas en lutte, nous allons vers la défaite de la révolution mondiale. Si les ouvriers du monde se mobilisent comme le prolétariat bolivien, alors le trotskysme deviendra une grande force.

Vous venez de dire que le trotskysme ne peut pas diriger la paysannerie. Cependant, il fut à une occasion à la tête d'une guérilla paysanne, avec Hugo Blanco⁵² au Pérou, dans les années soixante...

Ce ne fut pas une guérilla : le processus dirigé par Hugo Blanco a été de création de milices paysannes. Les paysans s'armaient pour exproprier les propriétaires fonciers, repartir les terres et défendre ces conquêtes. Ils n'abandonnèrent pas les terres pour faire la guerre dans la

⁵² Hugo Blanco fut gagné au courant trotskyste dirigé par Moreno alors qu'il était étudiant en Argentine. Il dirigea la grande mobilisation paysanne des vallées de Convencion y Lares (Cuzco), au Pérou, au début des années soixante. Après la défaite de ce mouvement, Hugo Blanco passa huit ans en prison. Il fut ensuite dirigeant et parlementaire du trotskysme unifié.

montagne, comme l'aurait fait une guérilla.

Mais ce fut bien une mobilisation paysanne.

Ça oui.

Le trotskysme n'a-t-il pas été sectaire en s'accrochant à son programme ouvrier ? Les staliens n'ont-ils pas été plus habiles en se tournant vers la paysannerie, si la révolution passait par la campagne ?

Au contraire, je pense que c'est là que nous avons eu pleinement raison. Tout d'abord, je voudrais dire qu'Hugo Blanco ne voulait pas participer à la mobilisation paysanne ; c'est nous qui l'avons convaincu, au cours d'une réunion clandestine à Cuzco.

A cette étape de ma vie, je suis convaincu que notre « sectarisme », au sens de rester aux côtés du mouvement ouvrier, est entièrement correct. Il n'est pas possible de tromper un processus historique et de classe. Si je dirige le mouvement paysan vers la conquête du pouvoir, je ne peux pas bâtir une démocratie ouvrière. Il est impossible d'atteindre un socialisme avec démocratie en se basant sur la paysannerie, cela va contre les lois découvertes par le marxisme et confirmées par l'histoire. La superstructure politique qui apparaîtra correspondra à la classe qui prendra le pouvoir.

Voyons l'exemple de l'URSS. Trotsky, qui était le fondateur et le dirigeant indiscutable de l'Armée Rouge, aurait pu réaliser un coup d'Etat contre Staline pour rester au pouvoir. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Pour des considérations socio-politiques. Le prolétariat subissait plusieurs défaites et revers, et Trotsky l'a

accompagné parce qu'il ne recherchait pas le pouvoir pour le pouvoir. Staline, par contre, considérait le pouvoir comme un objectif en soi, ce pourquoi il a fait toutes sortes de manœuvres et s'est appuyé sur des forces étrangères au prolétariat.

Nous devons bien nous mettre dans la tête que notre politique est destinée à convaincre la classe ouvrière qu'elle doit s'autodéterminer, être démocratique et prendre le pouvoir par une révolution des masses travailleuses, dirigées par elle. Dans le cas contraire, nous ne parviendrons pas à la société à laquelle nous aspirons et alors, en scientifiques que nous sommes, nous devons dire que nous avons échoué, parce que la classe sur laquelle nous nous appuyons s'est révélée historiquement incapable de prendre entre ses mains le destin de l'humanité, incapable de s'autodéterminer, de se mobiliser et d'imposer le gouvernement de la démocratie ouvrière.

Et quel est le rôle du trotskysme dans les pays dans lesquels la classe ouvrière n'est pas prépondérante ?

C'est un problème secondaire. La classe ouvrière peut diriger le processus, même si elle est minoritaire. Je suis en désaccord avec ces analyses sociologiques objectivistes selon lesquelles la classe ouvrière ne peut pas diriger le processus révolutionnaire mondial parce qu'elle est minoritaire ou parce que son nombre va diminuant. Le prolétariat russe était une petite minorité de la population, et c'est pourtant lui qui a dirigé la Révolution d'octobre.

Je me réfère au caractère de classe. Nous essayons de diriger

le prolétariat, nous ne nous éloignons jamais de lui. Ce n'est pas une déclamation, c'est une politique internationale de classe qui découle d'une analyse théorique profonde. Il n'y a pas de subterfuge politique possible. Il ne sert à rien de mentir, de dire à la paysannerie que nous sommes des paysans avec l'objectif de faire une révolution ouvrière. Si la classe ouvrière ne nous suit pas, nous n'arriverons nulle part. Nous nous bureaucratiserons, nous capitulerons devant la paysannerie. Il est inconcevable de faire la révolution prolétarienne sans le prolétariat.

Dans le cours de ma vie politique, après avoir, par exemple, considéré avec sympathie le régime né de la Révolution Cubaine, je suis parvenu à la conclusion qu'il est nécessaire de poursuivre une politique révolutionnaire de classe, même si cela retarde pour nous de vingt ou trente ans, ou plus, l'arrivée au pouvoir. Nous voulons que ce soit la classe ouvrière qui arrive réellement au pouvoir, et c'est pour cela que nous voulons la diriger.

Bien sûr, il peut y avoir des variantes tactiques et politiques. Nous défendons le régime de Fidel Castro contre l'impérialisme parce qu'il a construit un Etat ouvrier. Mais nous n'abandonons pas le critère de classe, le caractère démocratique et d'autodétermination que nous voulons pour la classe ouvrière. Le trotskysme doit exister, entre autres choses, pour changer le régime politique de tous les Etats ouvriers.

Nous défendons l'Etat ouvrier cubain, mais nous critiquons en même temps le régime politique de Castro, qui ne s'appuie pas sur la démocratie et la libre dé-

termination de la classe ouvrière. Nous luttons à Cuba pour un régime de démocratie ouvrière, pour le droit de la classe ouvrière à s'organiser en partis distincts et antagoniques, pour la liberté de presse et, comme le soutenait Lénine contre Trotsky, pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat.

Par conséquent, la tâche des trotskystes est de pénétrer graduellement dans le mouvement ouvrier et de construire leur parti.

Pour moi, aucune construction n'est graduelle, ni dans la nature ni où que ce soit. Il y a effectivement certaines étapes dans la construction du parti. L'une d'entre elles est l'étape théorique, d'élaboration du programme et d'analyse de la réalité. Elle est très complexe parce que sans une analyse et une organisation mondiales, il ne peut y avoir d'analyses nationales correctes. Il y a également une étape de pénétration dans le mouvement ouvrier. Il peut y avoir des médiations : par exemple, pendant une période, le parti milite dans le mouvement étudiant pour gagner des secteurs de la gauche aux positions trotskystes. Mais l'objectif à court terme – deux, trois, quatre ans – est d'aller vers le prolétariat. Une organisation trotskyste qui n'est pas pleine de militants ouvriers vit dans une crise permanente, même si elle est formée de camarades très intelligents et capables. C'est le cas de quelques-uns de nos partis, où il y a des camarades même brillants, mais jeunes et sans formation dans la lutte de classes.

A l'Université, si quelqu'un commet une erreur tactique ou est vaincu dans une discussion, il ne se passe rien. Le camarade

peut revenir le lendemain et voir comment il renverse la situation. Mais dans le mouvement ouvrier, une erreur tactique peut être fatale, on peut tout perdre. Le militant y devient donc sérieux, responsable, apprend des manœuvres de la lutte de classes. Il se rend compte que c'est une guerre. Il le voit dans la réalité, pas dans les livres. C'est pourquoi les dirigeants révolutionnaires ne peuvent se former que dans la vie de la classe ouvrière et dans ses luttes.

Cela signifie que le parti croit à travers l'accumulation de cadres ?

Oui, mais la réalité objective, dans la mesure où se produit une montée révolutionnaire, fait surgir des tendances, provoque des ruptures dans les partis, génère des crises. Le parti révolutionnaire ne peut acquérir une influence de masse ou devenir fort parmi l'avant-garde que s'il s'oriente vers ces tendances positives, dynamiques, centristes de gauche comme nous les appelons, pour les attirer, les gagner à nos positions.

Le vieux Cannon⁵³, de la direction du Socialist Workers Party des Etats-Unis, qui était un dirigeant très capable, disait qu'on ne devait pas permettre l'existence d'un courant centriste de gauche – c'est-à-dire qui oscille entre des positions réformistes et révolutionnaires – sur une longue période, parce qu'il arrive un moment où le courant se cristallise et où il devient beau-

⁵³ James Patrick Cannon, un des fondateurs du *Parti Communiste des Etats-Unis* (le *Parti des Travailleurs communistes* en 1919), a rejoint l'Opposition de Gauche, suite à la lecture de documents de Trotsky lors du 6^{ème} Congrès de l'Internationale communiste en 1928.

coup plus difficile de parvenir à des positions communes avec lui. Sa direction se défend, ne veut pas disparaître, et même si des bases programmatiques communes existent, l'unité devient très difficile, parce que le courant a existé longtemps comme organisation séparée.

Ce serait le cas du Partido Obrero en Argentine ?

Effectivement, PO⁵⁴ est une organisation centriste ancienne, déjà cristallisée. Nous n'avons pas pu parvenir à l'unité avec eux, malgré nos efforts.

Pour mentionner un exemple opposé : en Colombie existait le Bloc Socialiste, une organisation centriste très progressiste ; nous avons établi des relations avec eux et après un processus ils se sont unis au trotskysme.

Ce qui est fondamental, c'est d'être honnête, principiel, de ne pas tomber dans des manœuvres et de ne pas se laisser mener par des sympathies ou des antipathies. On arrive ainsi à obtenir des merveilles. Le grand Parti Communiste allemand de l'époque de la III^{ème} Internationale, le plus important de l'Occident, fut le produit de l'unification des Luxembourgistes et de Socialistes Indépendants.

Je crois que là réside l'avenir du trotskysme. Il va y avoir beaucoup d'unifications, alors que jusqu'à présent son histoire s'était caractérisée par les divisions.

Pourquoi y a-t-il eu tant de divisions ?

C'est un autre produit de la

⁵⁴ Le *Partido Obrero* (Parti ouvrier) est une organisation trotskyste née en 1964, qui reste en dehors de la réunification de la Quatrième Internationale en cette année (le Secrétariat Unifié - voir note 49)

marginalité du trotskysme. La marginalisation engendre l'isolement, l'aliénation en termes philosophiques. J'en ai vu un des exemples les plus clairs en Argentine : c'était le groupe des trotskystes juifs. Ils s'étaient divisés et ne se parlaient même plus, ils recourraient à nous pour leur servir d'intermédiaires. Ils étaient marginaux parmi les marginaux, exilés d'Europe, étrangers au pays.

Je me rappelle qu'il y avait à Zarate un groupe de trotskystes allemands, ouvriers, qui étaient totalement insensibles à la réalité. C'était un petit groupe très bien organisé, ils se disaient trotskystes, je ne sais pas très bien pourquoi, mais ils vivaient totalement isolés de la réalité.

L'isolement produit un phénomène psychologique ; ces gens font un culte de la marginalité, veulent être marginaux. La clandestinité produit un effet similaire, comme cela s'est vu dans le PST⁵⁵ argentin. En 1972, alors que le parti devait passer à la légalité, il y eut un problème sérieux, parce que la majorité des camarades voulaient rester dans la clandestinité. Cela les passionnait de ressembler à des conspirateurs, de faire des réunions de quelques camarades, bref la mentalité de « nous sommes peu, mais bons ». Au début, nous étions une minorité du parti à vouloir passer à la légalité.

La marginalité est seulement une des raisons des divisions du

⁵⁵ Le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) a été fondé en Argentine en 1972 comme successeur du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT), afin de pouvoir participer aux élections. En cette année, la dictature militaire installée par le coup d'Etat de 1966 était encore au pouvoir et le PRT était illégal, mais la fin de la dictature était déjà en vu.



trotskyisme. Une autre, dramatique, fut la crise de direction de l'Internationale. Lorsque j'étais jeune, la Quatrième était un point de référence obligé pour nous tous, c'était presque une question religieuse. On sentait encore l'influence de Trotsky. Dans les années cinquante et un à cinquante-trois, lorsque la Quatrième se rompt,⁵⁶ on perd ce contexte politique, idéologique, presque moral. La Quatrième se divise comme produit d'une crise programmatique, théorique et de direction.

Les partis les plus forts se rompent et, au lieu de tenter de reconstruire l'organisation, ils adoptent une attitude défensive. C'est le cas du Socialist Workers Party, qui se trouvait alors au centre du trotskysme mondial : il adopte une politique nationaliste, dans le sens de consolider son propre parti, et non l'Internationale. Il se justifiait en disant que le maccarthysme⁵⁷ l'empêchait de sortir du pays pour participer aux organismes internationaux. J'ai mes doutes. Je soutiens qu'il a eu le grand mérite de résister au pablisme⁵⁸, mais je les critique pour n'avoir pas créé un courant antipablisme organisé dans la Quatrième.

Dans plusieurs de vos écrits, vous mentionnez la mort de Trotsky comme un fait fondamental dans l'histoire de la IV^{ème} Internationale.

Effectivement, nous avons toujours dit que la mort de Trotsky est un élément objectif, non

⁵⁶ Voir la note 49.

⁵⁷ La politique de persécution des communistes, inspirée par le Sénateur Joseph McCarthy, pendant la guerre froide entre 1947 et 1953.

⁵⁸ L'orientation de Pablo dans la IV^{ème} Internationale, avec la politique de l'entrisme à long terme. Voir la note .49

subjectif, dans la crise de direction de la Quatrième Internationale. Cette analyse est propre à notre tendance. Ce fut un fait qualitatif : ce n'est pas que la Quatrième Internationale fut plus mal dirigée qu'avant sa mort, c'est qu'elle se retrouva tout simplement sans direction.

Je suis convaincu que si Trotsky avait vécu quelques années de plus, la Quatrième Internationale aurait avancé dans son programme, ses analyses et le nombre de ses militants.

Un autre aspect du vide de direction est l'expérience dans le mouvement ouvrier, qui pour moi est décisive. Sans une large expérience dans le mouvement ouvrier, il ne peut pas y avoir de grande direction. Les seuls à avoir cette expérience, mis à part Trotsky, étaient quelques dirigeants du Socialist Workers Party.

Trotsky avait participé à la direction des trois révolutions russes.⁵⁹ Il avait fait partie de la plus grande direction révolutionnaire qu'ait connue l'humanité, celle de la III^{ème} Internationale au cours de ses cinq premières années. Entre 1905 et 1917, dans l'exil, il avait milité dans le mouvement socialiste de plusieurs pays d'Europe, principalement en France et en Allemagne. Cette expérience colossale, irremplaçable, fut perdue d'un seul coup avec son assassinat.

J'aimerais approfondir davantage le problème de la direction trotskyste d'après-guerre.

La question m'oblige à me répéter puisque j'ai abordé ce sujet dans d'autres réponses. Comme je l'ai dit auparavant, cette direction est formée de

⁵⁹ Référence aux révolutions de 1905, de février 1917 et d'octobre 1917.

jeunes intellectuels comme Pablo et Mandel, qui au début sont très sectaires, appliquent les écrits de Trotsky au pied de la lettre. A partir de 1948, quand ont lieu la révolution chinoise et les révolutions qui exproprient la bourgeoisie à l'Est de l'Europe, aucun de ces dirigeants ne perçoit cette nouvelle réalité. Après une longue polémique, l'aile du trotskysme qui soutient que ces pays sont devenus des Etats ouvriers - puisque la bourgeoisie y a été expropriée, par l'URSS dans l'Est de l'Europe et par les masses en Chine et en Yougoslavie - l'emporte.

A partir de la fin de 1949, Pablo reconnaît également l'existence de ces Etats ouvriers mais en employant une méthode d'analyse totalement étrangère au marxisme. Son argument était que la Yougoslavie - pour prendre un exemple - était un Etat ouvrier car 90% de la bourgeoisie avait été expropriée. Il lui fut répondu qu'avec ce critère on pourrait dire que l'Italie fasciste à la fin de la guerre était un Etat ouvrier, car Mussolini a exproprié un important secteur de la bourgeoisie italienne. La méthode marxiste considère la dynamique de classe des faits. En Italie, la bourgeoisie fut expropriée par Mussolini pour l'effort de guerre nazi ; en Yougoslavie par contre elle fut expropriée par le mouvement de masse, et dans l'Est de l'Europe par l'Armée Rouge, les forces armées de l'Etat ouvrier soviétique.

L'importance de cette polémique théorique et méthodologique se révéla dans les années suivantes. Pablo caractérisait correctement les nouveaux Etats ouvriers, mais sa méthode, que nous qualifions alors d'empirique et « aprioristique », l'amena à

commettre des erreurs catastrophiques. « Aprioristique » par le fait de dire que si un certain pourcentage de la bourgeoisie était exproprié – peu importe par quelle classe et dans quel but – il existait donc un Etat ouvrier. Empirique, par le fait de soutenir, sur la base précédente, que la Yougoslavie, la Chine, etc. étaient des Etats ouvriers par ce seul fait. En analysant la situation politique mondiale du début des années 50 avec cette méthode, Pablo arriva à deux conclusions : la troisième guerre mondiale s'approchait, et le stalinisme se trouverait obligé de faire la révolution mondiale. Par conséquent, il fallait entrer dans les partis staliniens qui allaient faire la révolution et prendre le pouvoir. Ce schéma impressionniste conduisit à 18 ans d'entrisme. La direction pabliste dut changer ses arguments parce que la troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu ; l'entrisme devint un phénomène en soi, qui était justifié tous les deux ou trois ans par des arguments différents.

Il en résulta un courant qui capitula successivement devant les directions des grandes luttes d'après-guerre : le maoïsme, le castrisme, Tito et même des directions non-staliniennes comme le Front de Libération Nationale algérien. Et ce courant continue à capituler : après la grève des mineurs britanniques, ils disent que Scargill, dirigeant du syndicat des mineurs, est ce qu'il y a de mieux dans le mouvement ouvrier. Et ce, alors que Scargill est devenu membre du syndicat stalinien international, celui-là même qui a permis que la Pologne envoie du charbon en Grande-Bretagne pendant la grève. C'est une véritable manie : il suffit qu'il y ait une lutte

pour qu'ils cessent de faire des analyses politiques et qu'ils capitulent devant la direction.

Des méthodes organisationnelles horribles se sont instaurées également au sein de la IV^{ème} Internationale : intervenir dans les partis nationaux pour nommer les directions, expulser, réaliser des campagnes de calomnies contre les dirigeants qui s'opposaient à leurs conceptions. Il est vrai que ces méthodes furent appliquées par Pablo, pas par Mandel. Ce dernier est un dirigeant sérieux et loyal. Nous ne sommes pas d'accord avec ses méthodes impressionnistes d'analyse et d'élaboration politique qui le conduisent à capituler, mais ses méthodes organisationnelles n'ont rien à voir avec celles de Pablo.

Une des critiques faites au trotskysme est que, alors que les mots d'ordre staliniens sont « raisonnables », ceux des trotskystes sont toujours incroyables. On dit que c'est là une des barrières qui l'empêchent de pénétrer dans le mouvement de masses.

La réalité est qu'il y a des partis trotskystes sectaires qui ont des positions incroyables. Par exemple Guillermo Lora⁶⁰, en Bolivie, ne sait pas avancer un autre mot d'ordre que celui de dictature du prolétariat.

Ici, en Argentine, je ne me souviens plus exactement en quelle année, la CGT⁶¹ avança le

⁶⁰ Guillermo Lora était le dirigeant historique de la section bolivienne de la Quatrième Internationale. Voir N. Moreno, *Lora reniega el trotskysmo* (1972 - Lora renie le trotskysme)

⁶¹ La *Confederación General del Trabajo* en Argentine, fondée en 1930, est restée l'organisation syndicale principale, en dépit de multiples divisions et de l'apparition d'autres groupements, en général en réac-

tion contre le caractère bureaucratique de l'institution. Pendant la période péroniste, c'était la seule organisation syndicale reconnue.

mot d'ordre de 20% d'augmentation des salaires. Nous leur avons dit : « d'accord, organisons des assemblées par usines et formons des piquets de mobilisation pour obtenir cette augmentation, mais pas un sou en moins ». Política Obrera et les posadistes de Voz Proletaria avancèrent des mots d'ordre pour des augmentations beaucoup plus fortes, ils croyaient que plus ils demandaient, plus ils étaient révolutionnaires. A cette époque l'inflation était de 15 à 20%, vous pouvez imaginer ce que signifiait de demander une telle augmentation. Mais ils se considéraient plus révolutionnaires que la CGT en demandant plus.

Quand nous avons exigé de la CGT qu'elle lutte pour « son » augmentation, sans céder sur un seul peso, et qu'elle fasse des assemblées et des piquets, nous avons mené la véritable politique trotskyste ; la position infantile, ridicule, des posadistes et de PO⁶² en est la négation. L'art de la politique trotskyste consiste à avancer des mots d'ordre qui découlent des besoins des masses et qui reflètent leur véritable niveau de conscience.

Trotsky nous a laissé des exemples extraordinaires. Par exemple, il a dit, que si la classe moyenne allemande rompait avec Hitler, il serait correct d'avancer le mot d'ordre de convocation du parlement, celui-là même qui l'avait élu chance-

tion contre le caractère bureaucratique de l'institution. Pendant la période péroniste, c'était la seule organisation syndicale reconnue.

⁶² Le courant trotskyste de Juan Posadas était considéré par la Quatrième Internationale comme la section officielle en Argentine. Il est resté avec le Secrétariat International lors de la scission de 1953 (voir note 49). Pour le Partido Obrero, voir note 54.

lier, afin qu'il le destitue.

Par rapport à l'Autriche avant l'invasion nazie, il dit qu'il était criminel que le Parti Communiste eût opposé le mot d'ordre de dictature du prolétariat au nazisme, alors que la social-démocratie et les masses autrichiennes n'étaient disposées à lutter que pour la démocratie bourgeoise. Le mot d'ordre du Parti Communiste aurait dû être celui de lutter tous ensemble pour la démocratie, exigeant du Parti Socialiste qu'il soit conséquent dans cette lutte et qu'il mobilise les masses. Ainsi il aurait été possible de défaire le fascisme autrichien.

Un autre mot d'ordre extraordinaire de Trotsky fut celui qu'il donna pour les Etats-Unis : puisque la classe ouvrière avait confiance en Roosevelt, mobilisons-nous pour exiger de lui un plan de travaux publics qui mette fin au chômage.

La politique trotskyste – la politique trotskyste authentique, non pas les délires provoqués par la marginalisation – consiste à toujours chercher le mot d'ordre le plus simple, le plus compréhensible pour que la classe ouvrière et les masses se mobilisent et luttent. Les écrits de Trotsky sont un enseignement quant à chercher ces mots d'ordre. Pour nous, un mot d'ordre est « raisonnable », pour employer les termes de votre question, s'il est « simple », s'il est compréhensible pour le mouvement ouvrier et de masse, et s'il sert à les mobiliser.

Comment qualifiez-vous les mots d'ordre du PC selon ce critère ?

Ils sont tout le contraire. Souvent, le Parti Communiste ne cherche pas à mobiliser, il tente

plutôt directement de détruire la mobilisation.

Je vais vous raconter une anecdote. Depuis tout jeune, j'étais très ami de Sergio Satanovsky, le scénariste qui travaillait avec le célèbre réalisateur Lucas Demare.⁶³ Son frère aîné était un dirigeant haut placé du PC et dirigeait les intellectuels staliniens qui intervenaient aux séances du théâtre polémique qui avaient lieu deux fois par semaine au Théâtre du Peuple. C'était le théâtre municipal d'alors, comme le Théâtre San Martin aujourd'hui, et son directeur était Leonidas Barletta.

Dans ces réunions régnait une grande liberté d'expression, et nous les trotskystes, qui étions un tout petit groupe, avions l'habitude d'y aller. Nous avions beaucoup d'amis et de connaissances parmi les intellectuels, surtout parmi ceux qui écrivaient dans le journal *El Mundo* comme Ledesma, Rivas Rooney et Roberto Arlt.

Le grand thème de discussion était presque toujours la lutte contre le nazisme. Quiconque dénonçait les camps de concentration, la persécution des Juifs, etc. était applaudi par toute l'assistance, qu'il fût anarchiste, trotskyste, socialiste ou autre. Il y avait de nombreux ouvriers et intellectuels juifs au PC et dans la gauche en général. Ils étaient même majoritaires dans certaines corporations comme la confection et le bois.

Bien, un soir vers 8 ou 9 heures, nous parvint la nouvelle, apportée par nos amis du journal

⁶³ Moreno a commencé son activité politique, quand il avait 16 ans, au *Théâtre du Peuple*, où il a rencontré un marin, Faraldo, qui l'introduit auprès de Liborio Justo, le dirigeant trotskyste le plus important de l'époque.

El Mundo, de la signature du pacte Hitler-Staline. Je pris la parole immédiatement pour le dénoncer et Satanovsky, qui était dans une loge à la droite de la scène, s'est retiré. Les autres staliniens restèrent à m'écouter en silence. Ils représentaient la moitié de l'assistance et dans leur majorité ils étaient juifs.

Vers minuit Satanovsky revint, à l'évidence il était allé vérifier auprès du comité central du parti si la nouvelle était véridique. Et il se passa alors une chose qui me provoqua un choc terrible, qu'à ce jour je n'ai pas pu l'oublier. Il prit la parole et dit plus au moins ceci :

« Dénonçons la canaille impérialiste qui se drape de démocratie pour attaquer le peuple allemand et son grand gouvernement ! C'est un mensonge de dire que Hitler persécute les Juifs, c'est un mensonge de dire qu'il persécute le Parti Communiste, il n'y a pas de camps de concentration en Allemagne ! Ce sont des mensonges de l'impérialisme ! »

A la suite de quoi... tous les staliniens l'applaudirent ! Nous n'avons pas pu gagner un seul Juif du PC à nos positions. Pas un ! Tous l'applaudirent !

J'en suis resté ahuri et je le suis encore aujourd'hui. Ce jour-là, je fus convaincu que le stalinisme est un peu comme une religion médiévale : personne ne doute de rien, tous acceptent ce que dit la direction. Je ne pouvais pas en croire mes yeux, bien que les camarades anarchistes m'aient déjà prévenu.

Bon, mais à part ça, ici la différence avec le trotskysme est démontrée. La grande préoccupation du Parti Communiste n'est pas de défendre les intérêts du mouvement ouvrier et comment

le mobiliser, mais de défendre les intérêts de la bureaucratie du Kremlin.

D'autre part, dans les partis stalinien on ne doute pas, on ne discute pas : on applique la politique selon les ordres venus d'en haut, c'est-à-dire de Moscou ou de La Havane.

Certains défendent cette façon d'agir du stalinisme en argumentant « qu'il ne faut pas alerter l'ennemi ». Par exemple, Fidel Castro dit aux sandinistes⁶⁴ qu'ils doivent soutenir Contadora,⁶⁵ qu'ils doivent réaliser des élections bourgeoises et ne pas exproprier la bourgeoisie, afin que l'impérialisme n'envahisse pas le Nicaragua, et qu'ainsi ils aient le temps de s'armer pour défendre la révolution. Autre exemple, Castro appelle les pays latino-américains à ne pas payer leur dette extérieure, tout en

⁶⁴ Les militants du Front Sandiniste de Libération Nationale de Nicaragua, qui avait renversé la dictature de Somoza en 1979. Entre 1927 et 1933, le général Augusto Sandino avait déjà mené une guérilla, d'abord, contre le gouvernement conservateur, puis contre les forces américaines. Voir aussi la note 110.

⁶⁵ Le Groupe de Contadora repose sur un accord signé par les gouvernements du Mexique, de Panama, de Colombie et du Venezuela afin de rechercher la « stabilité » et la « paix régionale » en Amérique Centrale. Il a rapidement reçu le soutien de presque tous les gouvernements latino-américains, du Congrès des Etats-Unis, du Parlement européen et du Vatican. Ses principales propositions sont contenues dans ce que l'on appelle les « 21 points », signés en septembre 1983. Leur acceptation impliquerait que le Nicaragua n'apporte plus son soutien à la guérilla salvadorienne, ni en armes ni par des bases sur son territoire, et qu'il reconnaisse en même temps les droits politiques de la guérilla contre-révolutionnaire nicaraguayenne (les « contras », soutenue par les Etats-Unis après la chute de Somoza) en vue de la « réconciliation nationale ».

disant à Reagan qu'il conviendrait d'atténuer la pression pour le remboursement et de déclarer un moratoire pour qu'il n'y ait pas de révolution. L'objectif de tout ceci, selon ses partisans, serait de faciliter la révolution, de la rendre moins cruelle pour ainsi dire.

Je vais répondre tout d'abord du point de vue de la bourgeoisie, la classe qui après plusieurs siècles de domination connaît assez bien les ficelles de la politique et possède en outre un immense appareil d'espionnage. Qui peut croire qu'il est si facile de la tromper ? Je dis cela en supposant, un instant, qu'effectivement Castro et les sandinistes voudraient tromper l'impérialisme et y seraient parvenu. Dans ce cas, nous devrions ajouter que la social-démocratie, l'impérialisme, le Pape, le gouvernement mexicain, vénézuélien, colombien, etc. sont tous des imbéciles.

La meilleure réponse a été donnée par le ministre des Relations Extérieures du Mexique : quand le correspondant du Monde Diplomatique lui posa une question semblable, il lui répondit, indigné, que son gouvernement n'était pas idiot. Il ajouta – à sa manière et dans son langage – qu'il avait pu constater très souvent, dans la pratique, que Castro faisait tout son possible pour freiner toute mobilisation contre le gouvernement mexicain.

Il en est de même pour Belisario Betancur⁶⁶, le président colombien. Castro a dénoncé les guérilleros colombiens et envoyé

⁶⁶ Belisario Betancur Cuartas a été président de la Colombie de 1982 à 1986. Pendant son règne, il a négocié des accords avec les guérillas des FARC, M-19 et EPL. Son frère a été séquestré par la guérilla en 1983.

des messages de solidarité à Betancur lorsque la guérilla avait séquestré son frère ; le président est alors en droit de penser et de dire publiquement que Castro est son ami. A quiconque lui dirait qu'il se fait manœuvrer, il pourrait répondre, tout comme le ministre mexicain : « je ne suis pas un idiot, en outre, Castro m'a donné des preuves catégoriques de son amitié ».

On pourrait dire tout au plus, en faveur de Castro, qu'il a une attitude duale, contradictoire.

Parler est une attitude. Si Castro répète constamment pendant deux ans qu'il faut soutenir Contadora, des millions de latino-américains soutiendront le groupe Contadora. Sinon, que les castristes nous expliquent le mécanisme par lequel ils pensent convaincre deux cent millions de latino-américains qu'ils doivent combattre Contadora, alors que Castro répète sans cesse « Vive Contadora », « soutenons Contadora ».

Il peut avancer qu'il est pour Contadora afin de gagner du temps, d'éviter l'agression impérialiste, en attendant que la révolution nicaraguayenne se renforce et s'arme.

Revenons au problème de la conscience du mouvement de masse. Quand Castro dit à Reagan qu'il accepte un moratoire sur les paiements de la dette extérieure afin d'éviter la révolution socialiste en Amérique latine, c'est parce qu'en réalité, il ne veut pas de révolution...

Pourquoi ?

Parce qu'en même temps il soutient Siles Suazo⁶⁷ et de-

⁶⁷ Hernán Siles Suazo a été président de la Bolivie de 1956 à 1960 et de 1982 à 1985.

mande au prolétariat bolivien de ne pas faire la grève générale. Et c'est cela qui est déterminant. Par ses déclarations, Fidel Castro a joué le rôle de briseur de grève dans la grève générale bolivienne. Tout comme en Colombie : à la suite de ses déclarations, le PC et les FARC soutiennent le gouvernement de Betancur. En Espagne, il a soutenu de fait Felipe González⁶⁸ et la monarchie contre la grève des chantiers navals.

Tous ces faits catégoriques concordent parfaitement avec ce qu'il dit et ils démontrent qu'il ne veut pas la révolution. En bon stalinien, il soutient la théorie du socialisme dans un seul pays et la coexistence pacifique avec l'impérialisme.

En Angola⁶⁹, il existe une si-

⁶⁸ Felipe González Márquez a été président du gouvernement d'Espagne pour le PSOE de 1982 à 1996.

⁶⁹ Le Mouvement Populaire pour la Libération d'Angola (MPLA), issue du Parti Communiste Angolais en 1956 et enrichi par la suite de différents groupes d'opposition, combattait le colonisateur portugais depuis 1961, avec le soutien de l'URSS et de Cuba. Deux autres groupes, le Front National pour la Libération d'Angola (FNLA), avec le soutien des Etats-Unis, la France, Israël, la Chine, parmi d'autres, et l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale d'Angola (UNITA), avec le soutien de la Chine, et plus tard des Etats-Unis, combattaient aussi le colonisateur à partir de 1961. Après la Révolution portugaise de 1974, le colonisateur commence à perdre la partie, et le 11 novembre 1975, Agostinho Neto, dirigeant du MPLA, déclare l'indépendance d'Angola. La lutte de guérilla pour la libération nationale devient alors une guerre civile entre les différents groupes, pour le contrôle du pays. L'armée sud-africaine envahit le pays pour soutenir le FNLA-UNITA et arrive à en occuper la moitié. Finalement, le MPLA parvient à reprendre le contrôle de l'ensemble du pays, mais la guerre civile ne prend fin qu'en 2002.

Les partis communistes et beaucoup de gauchistes défendaient militairement et politiquement le MPLA, alors que les partis maoïstes soutenaient dans un premier temps le FNLA. Mais avec la fin de la colo-

tuation quasi surréaliste. La guérilla contre-révolutionnaire de l'UNITA combat pour attaquer les puits de pétrole de Rockefeller, tandis que les troupes cubaines les défendent aux côtés des troupes gouvernementales. Presque partout, Fidel Castro soutient les gouvernements réactionnaires contre le mouvement de masse. Ses déclarations sont confirmées par les faits.

Il se passe à peu près la même chose avec le Front sandiniste. Je me souviens par exemple de que le Nicaragua a envoyé son ministre de la Culture, Ernesto Cardenal, pour soutenir publiquement la politique d'Alfonsoín quant à l'affaire du Beagle⁷⁰.

Avant de passer au thème du parti mondial, dites-nous en quelques mots comment vous voyez les perspectives de construction du MAS⁷¹.

Je crois que les perspectives sont bonnes en Argentine. Notre

nisation, les groupes maoïstes commencent à opter pour « ne soutenir aucun des bandes ». Le trotskysme était divisé. La majorité soutenait militairement le MPLA, ce que le SWP des Etats-Unis refusait de faire. Le courant de Moreno s'abstenait de soutenir aucun des bandes, aussi longtemps que l'occupant portugais n'était pas chassé. A partir de l'indépendance toutefois, quand l'armée sud-africaine envahit le pays pour soutenir le FNLA-UNITA, Moreno passe immédiatement à soutenir militairement le MPLA contre cette invasion. Le SWP, pour sa part, déclarait le 4 janvier 1976 que les trotskystes ne devaient soutenir aucun des bandes dans cette guerre qualifiée de fratricide, alors que les colonnes sud-africaines avaient déjà parcouru des centaines de kilomètres dans le pays. Ces divergences donnent lieu à une intense polémique, dont Moreno fait état dans *Angola, la revolución negra en marcha* (1977).

⁷⁰ Il s'agit d'un différend territorial avec le Chili, concernant le Canal de Beagle, un passage maritime sur la pointe sud du continent.

⁷¹ Le Mouvement Au Socialisme, à l'époque la section argentine de la LIT-QI

parti est solide, il croît, dans une situation de crise sans issue au moins pour quelques années. Je vois une classe ouvrière qui n'est pas défaite, un parti sérieux, avec de nombreux cadres.

Maintenant, il ne faut pas croire que tout marchera comme sur des roulettes. Nous avons quelques déficiences graves. Sous la dictature, par exemple, nombre de nos cadres militants ont dû abandonner leur travail dans les usines et les entreprises et cela a créé des problèmes difficiles à surmonter. C'est un exemple parmi tant d'autres.

De toutes manières, le parti est un fait objectif : nous sommes bien situés dans l'avant-garde, nous sommes implantés publiquement au niveau national, reconnus par tous les secteurs, et nous sommes insérés dans un processus très dynamique de la lutte de classes. Nous avons une compréhension assez correcte de la situation actuelle : la réalité a confirmé nos analyses. Je me réfère aux aspects généraux car l'analyse n'est jamais confirmée dans sa totalité ou dans toutes ses nuances. Notre parti s'est construit au sein de la classe ouvrière argentine, il a une expérience et une tradition. Il y a donc des raisons d'être optimistes quant à son avenir.



Chapitre 3

Le parti mondial

Tout au long de votre vie politique, vous avez consacré d'énormes efforts à la construction d'une organisation révolutionnaire mondiale...

Je dirais même que la majeure partie de mon militantisme politique a été, et reste, tournée vers le parti mondial, la construction de la Quatrième Internationale.

Le parti mondial est la priorité numéro un du mouvement ouvrier, parce qu'il existe une économie et une politique mondiale, à laquelle sont subordonnées les réalités nationales. A travers le Fond Monétaire International, l'impérialisme applique une seule politique à tous les pays, avancés ou arriérés, qui ont des dettes envers la banque internationale. Et ce que nous disons au sujet de la dette extérieure est vrai dans tous les domaines de la politique et de l'économie.

L'existence d'une politique mondiale est caractéristique du capitalisme et, puisqu'il s'agit de le renverser, un instrument adapté à cette réalité et à cette tâche est nécessaire. Le mouvement de masse mondial a besoin de différents outils, pour chacun des problèmes posés par la lutte des classes. Pour lutter sur le terrain économique, la classe ouvrière a créé les syndicats. Ce n'est pas un hasard si les premières orga-

nisations syndicales naquirent en Grande-Bretagne, le berceau de la révolution industrielle.

Mais la nécessité d'élaborer une politique mondiale n'implique pas nécessairement la nécessité d'une organisation mondiale.

Je veux justement démontrer le contraire. Continuons avec l'exemple antérieur. Les ouvriers ont besoin de syndicats pour lutter pour leur salaire, le plein emploi, etc., contre leurs exploités nationaux. Ils ont besoin de partis politiques pour défendre leurs intérêts de classe. Sur le terrain international, ils ont besoin d'un mouvement syndical uni. Malheureusement, ces organisations ont disparu, à cause de la division du mouvement ouvrier international en tendances pro-occidentales et pro-soviétiques. L'économie mondiale exige le développement de grandes organisations syndicales internationales. Leur absence signifie un grand recul pour le mouvement de masse. Pourquoi la grande grève des mineurs anglais⁷² a-t-elle échoué ? Précisément par manque de solidarité internationale. Une grande organisation syndicale mondiale révolutionnaire aurait créé un mouvement de solidarité avec les mineurs anglais qui aurait été imparable.

⁷² Voir la note 23.

D'après ce que vous venez de dire, il semble que ces organisations syndicales internationales aient existé.

Effectivement, et elles avaient beaucoup de force. Il y a eu une Internationale syndicale jaune, et parallèlement l'Internationale Syndicale Rouge⁷³, créée par la III^{ème} Internationale, qui fut très forte et très organisée.

Imaginez une organisation de ce type, forte et centralisée, qui décide par exemple que pas un avion et pas un bateau ne partent vers le Chili, ni qu'un seul bateau chilien ne puisse décharger dans un port étranger, jusqu'au départ de Pinochet⁷⁴.

⁷³ La Fédération Syndicale Internationale (appelée « jaune ») regroupait les syndicats dirigés par les partis sociaux-démocrates européens. Elle disparut pendant la Seconde Guerre mondiale. L'Internationale Syndicale Rouge fut créée par la III^{ème} Internationale - et dissoute par elle - pour regrouper les syndicats fondés par les communistes en opposition à la bureaucratie réformiste.

⁷⁴ Le général Augusto José Ramón Pinochet Ugarte a pris le pouvoir au Chili le 11 septembre 1973 par un coup d'État militaire contre le gouvernement d'Unité populaire du président socialiste Salvador Allende, élu en 1970. En 1990, il est remplacé par un président élu, Patricio Aylwin, sans que toutefois l'armée cesse de contrôler le

Combien de temps cette dictature résisterait-elle ? Très peu, il me semble. Tout comme pour la grève du charbon : s'il avait existé une organisation capable d'empêcher l'envoi de pétrole et de charbon en Grande-Bretagne, la grève aurait triomphé rapidement.

J'ai eu l'occasion de discuter avec des dirigeants du Parti Galicien Nationaliste⁷⁵. Ils sont d'accord sur la nécessité de faire des analyses internationales et d'organiser la solidarité, mais ils soutiennent que les partis ne peuvent être que nationaux, à cause du poids des spécificités nationales.

Et qui organise la solidarité ou élabore l'analyse internationale ? Chaque tâche requiert une organisation spécifique. Je ne crois pas à la spontanéité dans ce domaine. Quel organisme a-t-il obligé le mouvement ouvrier mondial à se solidariser avec les mineurs anglais ? Aucun, et c'est pour cela qu'il n'y a pas eu de solidarité.

Que dites-vous de l'Espagne et des brigades internationales qui sont allées combattre avec la République contre Franco ?

Justement, à cette époque existait la III^{ème} Internationale, qui a impulsé la solidarité avec la République et la formation des brigades. Les trotskystes ont également impulsé ce processus, tout comme les anarchistes. Sinon il n'y aurait pas eu de bri-

pouvoir.

⁷⁵ Le *Partido Galleguista Nacionalista* (de la province de Galicie, en Espagne) a été fondé en 1984, comme scission du *Partido Gallegista* quand ce dernier est entré en coalition avec la *Unión de Centro Democrático*, le parti de Adolfo Suarez. Le *Partido Gallegista*, quoique né en 1978, revendiquait la continuité historique avec le parti de ce nom, fondé en 1931.

gades internationales en Espagne.

Le manque de solidarité avec la Grande-Bretagne n'est-il pas dû au bas niveau de conscience du mouvement ouvrier international, plutôt qu'à son manque d'organisation ?

Les deux facteurs sont intimement liés. Si nous prenons les catégories de Hegel⁷⁶, d'esprit objectif et d'esprit subjectif, nous pouvons dire que l'esprit subjectif, le niveau de conscience, doit s'objectiviser. Comment ? Dans une organisation. Ce sont les deux faces d'un même problème. Si l'ouvrier est conscient qu'on l'exploite, il crée une organisation pour lutter contre l'exploitation. C'est la transformation de l'esprit subjectif en objectif : de la pensée à l'action et ensuite à l'organisation.

Pour revenir un peu à la position des nationalistes galiciens - et ils ne sont pas les seuls à penser ainsi - ils soutiennent que le poids des spécificités nationales oblige les partis nationaux à maintenir une indépendance de jugement politique, à ne pas se soumettre à une organisation internationale.

Je ne nie pas l'importance des spécificités nationales, ni que les partis doivent conserver leur indépendance de jugement. Mais il s'agit de déterminer ici ce qui est décisif. Si le monde était une somme de spécificités nationales où l'Argentine serait diamétralement différente de l'Uruguay, l'Uruguay du Brésil et ainsi de suite, c'est-à-dire : s'il n'existait aucun trait commun et si les pays ne faisaient pas partie

⁷⁶ Georg Hegel (1770-1831), philosophe et logicien allemand, exerça une profonde influence sur Marx dans le domaine de la logique.

d'une totalité mondiale, alors l'Internationale ne pourrait ni ne devrait exister.

Quelle est la réalité ? En exagérant un peu, nous pouvons comparer le monde et ses pays à un pays et ses provinces. Lorsque nous analysons la situation de l'Argentine, nous la considérons comme un tout, non comme une somme de situations provinciales. L'Argentine est dominée par un Etat national, non par des Etats provinciaux.

La situation mondiale n'est pas exactement ainsi, puisqu'il existe des Etats nationaux qui ont de profondes différences. Mais ce qui est caractéristique de la domination capitaliste, c'est l'existence du système mondial. Et c'est tellement vrai que l'on parle de cycles économiques et politiques mondiaux. Par exemple, quand le capitalisme a eu besoin d'une grande production de sucre, les pays des Caraïbes et le Nord du Brésil se sont tournés vers la production de sucre, et de grandes installations sucrières y sont nées. La révolution européenne de 1848 fut un processus unique qui toucha tout le continent. Un autre exemple : avant le capitalisme, il n'y avait pas de guerre mondiale.

Pour les marxistes, le fait scientifique premier et décisif, c'est l'existence du système économique, politique et social du capitalisme mondial, auquel sont subordonnées les spécificités nationales. Autrement dit, le national est une expression spécifique du système mondial.

L'internationalisme prolétarien est né en réponse à un problème objectif, ce n'est pas une invention née de la plume de Marx. Le Manifeste Communiste, publié en 1848, est un document d'ouvriers émigrés, des ligues ouvriè-



res européennes qui se trouvaient submergées dans un processus d'ébullition révolutionnaire. C'était des allemands, des français, des belges, des anglais, des italiens...

En 1863 apparaît la I^{ère} Internationale, fondée par des dirigeants syndicaux de différents pays et qui demandent à Marx de collaborer avec eux. En Angleterre, il y avait beaucoup de travailleurs immigrés, allemands entre autres, qui recevaient des salaires de misère. Cela créait des problèmes aux ouvriers anglais qui restaient au chômage à cause de cette main-d'œuvre bon marché. Il y avait des problèmes similaires en France. Les dirigeants ouvriers de ces pays se réunirent et découvrirent qu'ils avaient des problèmes communs qui exigeaient une organisation internationale : le problème en Angleterre ne pouvait pas se résoudre par un affrontement entre ouvriers anglais et allemands, mais par l'unité des deux prolétariats et de ceux du monde entier contre l'ennemi de classe commun.

Pour nous le plus grand crime, la plus grande trahison de la bureaucratie stalinienne fut la dissolution de la III^{ème} Internationale, exigée par ses alliés Churchill et Roosevelt.

C'est ce qui explique que le capitalisme n'est pas encore détruit. La II^{ème} Internationale existe, mais ce n'est pas une véritable Internationale, c'est une fédération de partis sociaux-démocrates, défenseurs du système capitaliste. La III^{ème} Internationale et l'Internationale Syndicale Rouge furent officiellement dissoutes par le stalinisme, ce qui a provoqué l'effacement de la nécessité de l'Internationale dans la conscience des masses.

Aujourd'hui, les internationalistes sont une infime minorité dans le mouvement de masse mondial. Nous, les trotskystes, nous sommes les seuls à revendiquer la nécessité absolue d'une organisation syndicale internationale ainsi que d'une organisation politique internationale, d'un parti mondial centralisé.

Il y a 70 ou 80 ans, tous les ouvriers d'avant-garde revendiquaient l'Internationale. La I^{ère} Internationale était composée d'anarchistes, de marxistes, de proudhoniens⁷⁷ et de trade-unionistes anglais. Quand fut fondée la II^{ème} Internationale, tous les courants ouvriers sauf les anarchistes y participèrent. Les anarchistes n'avaient pas pour autant cessé d'être internationalistes, ils restèrent simplement dans la « première ».

Le stalinisme a rompu cette tradition tout en élaborant la théorie du socialisme dans un seul pays⁷⁸. Selon eux, l'URSS

⁷⁷ Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) fut un des premiers théoriciens de l'anarchisme. Ses idées furent très bien accueillies parmi les ouvriers au 19^{ème} siècle.

⁷⁸ La théorie du socialisme dans un seul pays, formulée par Staline pour justifier son abandon de la révolution internationale, soutient que l'URSS, en raison de son étendue et de ses richesses naturelles, est capable à elle seule, de rivaliser avec le développement des pays capitalistes les plus avancés et de les dépasser, et de parvenir ainsi au socialisme. Elle s'oppose à la théorie de la révolution permanente développée par Trotsky - à laquelle s'est rallié Lénine - qui soutient que, même si le premier pas est la conquête du pouvoir et l'expropriation de la bourgeoisie dans les Etats nationaux, le socialisme ne peut être atteint que par un grand développement des forces productives, ce qui nécessite la conquête du pouvoir au niveau mondial et l'abolition des frontières nationales. Voir *Critique du Programme de l'Internationale Commu-*

vaincrait l'impérialisme dans la concurrence économique ; par conséquent, nul besoin d'un parti mondial pour élaborer le programme et les tactiques du mouvement ouvrier. Kroutchev disait qu'en 20 ans la puissance de l'URSS dépasserait celle des Etats-Unis.

Cette idéologie a fait reculer d'un bond la conscience ouvrière, qui régresse d'un coup à la période antérieure à la révolution de 1848 et à l'apparition du Manifeste Communiste.

En pédagogie, on appelle analphabète fonctionnel celui qui a appris à lire et à écrire à l'école primaire puis a perdu cette connaissance pour ne pas l'avoir exercée. Nous pouvons dire que le mouvement ouvrier mondial souffre d'analphabétisme fonctionnel sur le terrain de l'internationalisme prolétarien, à cause du stalinisme. Le parti mondial, le seul outil politique qui puisse abattre l'impérialisme, apparaît à l'avant-garde ouvrière comme une idée utopique, bizarre, une expression de désirs.

Le principal fondement de la théorie du socialisme dans un seul pays s'est révélé faux, puisque les Etats ouvriers n'ont pas pu rivaliser avec l'impérialisme dans le domaine de la technique et de la production. De cette manière, entre autres, il se confirme une fois de plus que l'outil indispensable pour liquider le capitalisme n'est pas la concurrence technologique et économique des Etats ouvriers contre l'impérialisme, mais le parti mondial, l'Internationale, qui affronte politiquement l'impérialisme en mobilisant les travailleurs du monde entier. Autre-

niste, avril 1928, une contribution de Trotsky au 6^{ème} Congrès de cette Internationale.

ment dit, il faut deux Internationales intimement liées, l'une syndicale, l'autre politique.

Il faut y ajouter toutefois que cela ne nie pas les spécificités nationales. Nous nous opposons à ce que la direction internationale dicte aux partis nationaux ce qu'ils doivent faire, quelle politique ils doivent appliquer...

Comme le fait le stalinisme, n'est-ce pas ?

Le stalinisme est l'opposé d'une Internationale. L'URSS, en tant que grande puissance, maintient et finance des partis dans tous les pays du monde qui servent ses intérêts et appliquent ce qu'elle leur dicte. Une Internationale agit comme un parti : elle réalise des congrès où les délégués des partis nationaux discutent et votent une orientation politique.

Voyons le cas du Parti Communiste argentin, qui a appuyé explicitement le coup d'Etat de mars 1976 et le gouvernement de Videla.⁷⁹ Je ne peux pas croire que tous les membres du PC argentin et les millions de militants ouvriers qui sympathisent avec l'URSS dans le monde soient d'accord avec cette politique de soutien à la dictature qui a torturé et tué des milliers de militants, y compris du PC. Il le fit parce que c'est un parti qui dépend d'un Etat bureaucratique et fait ce que celui-ci lui ordonne. L'URSS a toujours maintenu

⁷⁹ Quand Videla s'empara de la présidence, le journal du PC argentin fit ce commentaire : « Les déclarations du Général Videla constituent un programme libérateur que nous approuvons. Le Général Videla demande de la compréhension. Il l'aura. Il faudrait que tous les secteurs patriotiques de notre peuple, répondant à l'appel présidentiel, participent à la réorganisation démocratique » (Tribuna Popular, 8/4/76).

d'excellentes relations diplomatiques et commerciales avec la dictature.

Pourtant, pour beaucoup, l'internationalisme c'est cela, un Etat qui dicte sa volonté aux partis qui sympathisent avec lui. Par exemple, récemment a eu lieu une réunion des partis communistes latino-américains à la Havane. N'est-ce pas une sorte d'Internationale ? Est-ce seulement une façade ?

Ce n'est ni l'un ni l'autre. C'est une réunion d'ambassadeurs, un peu comme les réunions que fait Reagan quand il voyage en Europe et rassemble ses ambassadeurs et les dirigeants des partis pro-américains.

La réunion des PC n'est pas une Internationale : si les problèmes sont résolus à l'unanimité, ce n'est pas un parti ouvrier. Y a-t-il eu une résolution qui ait été adoptée à la majorité et non à l'unanimité ? A-t-on pu lire dans un journal qu'une grande discussion a eu lieu ? Non. Ce fut simplement une réunion d'agents du ministère des Relations Extérieures de l'URSS, où celui-ci a exposé, puis dicté, sa position à tous les assistants.

L'Internationale comme nous la concevons, se caractérise par l'existence de profondes divergences, justement parce qu'elle est mondiale. Il ne peut en être autrement, dans une réunion de délégués de différents pays, qui reflètent différentes cultures, différentes traditions et même différentes langues. L'unanimité dans ces circonstances est impossible.

Le développement de la révolution est inégal selon les pays, n'est-ce pas ? Cela provoque un développement inégal des partis

nationaux, des sections de l'Internationale.

C'est cela.

Supposons que dans un pays, la Bolivie par exemple, nous soyons prêts à prendre le pouvoir, alors qu'il n'existe pas une forte internationale...

La question est-elle de savoir si nous prenons le pouvoir ou non ?

La question est, si la prise du pouvoir dans un pays dépend de la construction d'une Internationale très forte.

Je dirais que la construction des partis nationaux et de l'Internationale est un processus combiné. En premier lieu, pour intervenir dans la lutte de classes, il est indispensable de partir d'une analyse correcte de la situation nationale. La tâche d'analyse et d'élaboration de la politique et de ce que nous appelons la « ligne » du parti - c'est-à-dire de la combinaison des tâches et des mots d'ordre que nous proposons pour mobiliser les masses et construire le parti - est avant tout une tâche du parti national. Mais cette analyse ne peut être complète sans le contexte d'une appréciation correcte de la situation internationale. Comment comprendre la situation argentine sans tenir compte de la situation d'ensemble du continent latino-américain et de la politique de l'impérialisme nord-américain ? Ce n'est pas un hasard si dans les congrès de nos partis la discussion sur la situation mondiale précède le point national dans l'ordre du jour. C'est bien dans ce sens-là que l'organisation internationale, pour petite et faible qu'elle soit, comme la LIT, joue un rôle indispensable en recueillant les expé-

riences et les opinions des militants et dirigeants de nombreux pays. L'analyse sera de toute façon plus large, plus riche que celle que peut élaborer un parti national, même si les dirigeants de celui-ci sont brillants.

Ceci dit, l'autre aspect de la combinaison que je mentionnais au début, est que l'Internationale ne peut faire un saut qualitatif dans son renforcement et sa croissance qu'à partir de la conquête du pouvoir par un de ses partis. Une victoire des trotskystes dans n'importe quel pays ferait tomber une série de préjugés, en premier lieu celui qui soutient que l'Internationale n'est pas nécessaire. Je crois, honnêtement, qu'aucun parti trotskyste - et rappelons que nous parlons du parti qui aspire au socialisme démocratique et ouvrier - ne peut prendre le pouvoir sans l'aide politique et théorique de l'Internationale, aussi petite et faible que soit celle-ci. Ainsi disparaîtrait enfin cette idée profondément erronée, néfaste, selon laquelle l'Internationale n'est

qu'une fioriture et non la nécessité politique la plus profonde du mouvement ouvrier international.

Par ailleurs, l'exemple d'un gouvernement trotskyste provoquerait un impact colossal, en imposant la démocratie ouvrière avec tous types de liberté. Ce gouvernement octroierait plus de libertés ouvrières que n'importe quel Etat, bourgeois ou ouvrier bureaucratique.

Ces deux faits déclencheraient un immense enthousiasme dans la classe ouvrière mondiale et l'Internationale se transformerait, enfin, en une organisation de millions de travailleurs.

Vous dites donc que l'Internationale remplit principalement un rôle d'élaboration politique. La direction internationale peut-elle ou doit-elle intervenir dans la vie des partis nationaux ?

Non seulement d'élaboration politique, mais aussi d'organisation de campagnes internationales, comme la solidarité avec les grandes luttes ouvrières - de la guérilla salvadorienne à la grève

des mineurs anglais et la lutte anti-bureaucratique de Solidarité en Pologne - ou la politique d'unité des masses des pays dépendants contre le paiement de la dette extérieure.

Pour répondre à votre question, je considère qu'à cette étape, l'Internationale ne doit pas intervenir dans la vie des partis nationaux. Plus tard ce sera peut-être différent, s'il y a une grande Internationale, avec une direction qui aura beaucoup de prestige et des partis au pouvoir dans plusieurs pays.

Pour le moment elle doit intervenir, et de toutes ses forces, dans les discussions politiques, mais ce serait une erreur très dangereuse que la direction internationale change la direction d'un parti ou impose une politique nationale. Le national est un aspect spécifique de l'international mais conserve un degré d'autonomie très grand.

Chapitre 4

Les Etats ouvriers existants

Beaucoup s'interrogent, en voyant ce qui se passe dans les Etats ouvriers, si cela vaut vraiment la peine de faire la révolution socialiste. Là-bas, la vie paraît triste et sombre, il n'y a pas de libertés démocratiques. Finalement, cela vaut-il la peine de faire la révolution ?

Tout dépend du point de vue où l'on se place. Il faut prendre en compte que tous les pays ou existent des Etats ouvriers étaient extrêmement arriérés. Un courant néo-marxiste soutient que la Russie était un des pays les plus avancés du monde. Je ne suis, pas d'accord : l'industrie était très avancée, ainsi que certains secteurs agricoles, mais d'une manière générale c'était un pays très arriéré. Tous les pays où la bourgeoisie a été expropriée, sauf l'Allemagne de l'Est et, peut-être, la Tchécoslovaquie et la Pologne, avaient un retard millénaire, comme la Chine. Vue sous cet angle, l'expropriation de la bourgeoisie non seulement valut la peine, mais fut un progrès historique colossal.

Du point de vue des libertés, cela signifie pour les travailleurs une série de conquêtes relatives que nous appelons, comme Trotsky, la démocratie des nerfs et des muscles. Auparavant l'ouvrier travaillait seize heures par jour et mangeait mal. Maintenant

il travaille huit heures et mange en abondance : j'oserais dire que cela est un droit démocratique, peut-être le plus important de tous. Grâce à cela, le travailleur vit mieux et ses nerfs et ses muscles ne s'atrophient pas.

Toutes ces révolutions ont provoqué une avancée colossale, de plusieurs siècles parfois, pour le niveau de vie des masses. Voyez le cas de Cuba. Cela fait un peu plus de dix ans, la revue *Life*, pourtant si réactionnaire, publiait un article relatant que le peuple cubain, après la révolution, avait obtenu des améliorations matérielles impressionnantes. L'éditeur reçut aussitôt des montagnes de lettres lui demandant ce qui se passait, s'il était devenu un partisan de Castro. Il répondit que non, mais qu'il ne pouvait pas non plus nier les faits.

On dit qu'en Pologne le niveau de vie des masses est en train de se détériorer.

Avant de passer à ce problème, je veux vous raconter ceci : il y a quelques temps, j'ai lu un article dans *Alternative*⁸⁰

⁸⁰ « *La succession au trône et la kremliologie* », de Lubomir Sochor, *L'Alternative* n° 20, janvier-février 1983. L'auteur fut élu au comité central du PC tchécoslovaque, au Congrès réalisé au beau milieu de ce que l'on a appelé le *Printemps de Prague*, et a dû quitter le pays

sur les successeurs de Brejnev. L'auteur est un intellectuel tchèque exilé en France qui hait le régime totalitaire. Il dit que les soviétologues occidentaux ne comprennent pas l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est, qu'ils s'en font une idée totalement fautive. Et cela vient, dit-il, de ce qu'ils ne comprennent pas le type de libertés et de conquêtes sociales qui existent dans ces pays. Ils ne voient qu'une seule face du problème, celle du totalitarisme.

Ceux qui, comme moi, ont connu le péronisme des années 1946 à 1955 y trouveront certaines similitudes. Le régime péroniste avait de fortes tendances totalitaires et il maintenait un contrôle presque total sur la presse, mais sous Perón, des conquêtes sociales très importantes ont été obtenues.

Dans les cours de formation⁸¹

après l'invasion soviétique. La revue *L'Alternative*, consacrée aux problèmes politiques et économiques des pays d'Europe de l'Est, était éditée de 1979 à 1984 à Paris par François Maspero, un éditeur-écrivain-journaliste proche de la Quatrième Internationale.

⁸¹ *Escuela de Cuadros de Argentina, 1984, Argentina, una revolución democrática triunfante*. Le MAS était la section argentine de la LIT. Le système Taylor consiste en une vigoureuse division du travail, dans laquelle chaque travailleur effectue une tâche minimale, division combinée avec une réglementation scientifique de chaque mouvement fait par le travailleur. Le sys-

que nous avons fait avec les cadres du MAS l'été dernier, j'ai fait remarquer que les systèmes tayloristes ou fordistes n'ont pas pu s'implanter dans les Etats ouvriers. Un travail intensif ne peut être obtenu. Au contraire. Des études sur les rapports de travail en URSS⁸² ont démontré qu'il a été impossible d'imposer dans l'usine automobile de Gorki, construite en 1937 sur le modèle de l'entreprise Ford des Etats-Unis, les mêmes rythmes de production que dans cette dernière. Et même le stakhanovisme⁸³ dut être abandonné, car la réaction des travailleurs fit baisser la production de nombreuses entreprises.

Actuellement toutefois, à mesure que le contrôle bureaucratique s'étend, les problèmes de manque de libertés formelles apparaissent plus clairement, mais aussi les problèmes de fond, car l'économie cesse de croître ou croît très peu et les droits relatifs aux nerfs et aux muscles se réduisent donc également. La bureaucratie entrave le développement de l'économie, et c'est à cause de cela que le niveau de vie baisse.

Uniquement par la faute de la bureaucratie ?

Pour moi, oui. Il y a un grave problème d'alcoolisme, ce qui entraîne un taux élevé de naissances d'enfants avec des malformations. Je ne sais pas si cela atteint déjà les taux statistiques

tème Ford est celui de la ligne de production et de montage, appelé travail à la chaîne.

⁸² Voir Jacques Sapir, *Travail et travailleurs en URSS*, Paris Ed. La Découverte, 1984.

⁸³ Le *stakhanovisme* était la méthode d'augmentation de la production en accélérant la cadence de travail. Elle porte le nom du mineur Oleg Stakhanov qui, sur la base de l'effort physique, avait augmenté 16 fois sa production.

de certaines régions françaises, il faudrait l'étudier. Et on dit même, que les statistiques globales de l'alcoolisme en URSS donnent une image fautive de la réalité parce que dans les régions musulmanes, très peuplées, on ne consomme pas d'alcool pour des raisons de religion. C'est-à-dire que dans les régions non-musulmanes on boit beaucoup plus d'alcool que ce qu'indiquent les statistiques établies pour l'ensemble du pays.

Je mentionne ce problème de l'alcoolisme car il est très lié au manque de libertés formelles. Que peut faire un homme qui travaille huit heures par jour et peut économiser beaucoup d'argent ? Les travailleurs des Etats ouvriers sont riches, si l'on peut dire ; ils ont de l'argent en banque, mais il n'y a rien à acheter. Cela produit une grande aliénation qui conduit à l'ivrognerie. Pourquoi travailler inlassablement et avoir beaucoup d'argent et de temps libre, si on ne peut pas écrire un livre, publier un journal, peindre un tableau ou réaliser un film ou une émission de télévision ou encore s'exprimer à travers un parti politique ou une tendance intellectuelle ou scientifique ? C'est là que commencent les graves problèmes qui conduisent à l'alcoolisme.

Mais, j'insiste, si l'on regarde le point de départ, le progrès a été immense. En Chine, la faim a régné pendant près de deux ou trois mille ans, mais ce problème a disparu à partir de l'expropriation de la bourgeoisie, des grands propriétaires terriens et de l'impérialisme.

Vu d'une manière dynamique, c'est un processus qui commence par un saut colossal. Par la suite, à cause du contrôle

bureaucratique, il commence à être freiné, pour finalement régresser.

Mais pas jusqu'à revenir au point de départ ?

Bien sûr que non. Pour cela, il faudrait une contre-révolution sociale qui rendrait le pouvoir et la propriété à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

D'après ce que vous avez dit à l'instant, la population adhère massivement au régime. Alors, supposons qu'en Allemagne on fasse un référendum et que les citoyens de l'Est et de l'Ouest puissent choisir librement le système qu'ils préfèrent. Ne choisiraient-ils pas celui de l'Allemagne occidentale ?

Je ne sais pas si vous êtes au courant que les Allemands de l'Est qui sont passés de l'autre côté commencent à retourner. C'est un fait assez récent. Il est vrai que la majorité choisirait le système de l'Allemagne occidentale. Mais n'oubliez pas que l'Allemagne occidentale est un des pays qui a bénéficié le plus du boom économique d'après-guerre et qui, en outre, lors de la division du pays, a hérité la partie la plus industrialisée. L'Est est plus agricole et n'avait pratiquement qu'une seule grande industrie, la célèbre fabrique d'optique Zeiss de Leipzig.

J'ai lu quelque part que l'Allemagne de l'Est a le niveau de vie le plus haut de tous les Etats ouvriers.

C'est possible, mais même ainsi, il est considérablement plus bas que celui de l'Allemagne de l'Ouest. Mais pour revenir à ce que je disais il y a un moment, le flux des Allemands de l'Est vers l'Ouest commence à s'inverser ; certains reviennent

car ils ne supportent pas les méfaits du monde capitaliste. En Allemagne de l'Ouest, il y a deux millions de chômeurs, et en plus, les cadences sont infernales. Et le comble, c'est qu'ils doivent entrer en concurrence avec les ouvriers immigrés de la Turquie, qui constituent une main d'œuvre très bon marché.

En parlant des cadences de travail, j'ai vu un phénomène intéressant au cours d'un voyage en Israël. Les juifs soviétiques retournaient massivement en URSS, justement à cause de ce problème.

A cause de cela, et à cause du chômage. J'ai eu l'occasion de discuter beaucoup sur la vie en Russie avec une femme née et élevée là-bas, fille d'espagnols qui émigrèrent en URSS après la guerre civile. Au début, cette femme, était enchantée par l'Espagne. Et j'ai appris dernièrement qu'elle est en train de penser à retourner en URSS à cause du problème du travail. En Espagne, il y a trois millions de chômeurs et elle ne peut pas se permettre de rester sans travail. En Russie elle n'aurait pas ce problème.

La cadence de travail est un autre problème : en URSS, ils n'ont pas réussi à imposer un système de type tayloriste⁸⁴, malgré les tentatives des derniers gouvernements.

Il paraît que les émigrants russes deviennent fous dans les pays occidentaux. J'ai vu qu'en Israël on les traite presque comme des demi-lumpens⁸⁵, des vagabonds

⁸⁴ Voir note 81.

⁸⁵ *Lumpenproletariat* est le terme utilisé par Marx pour désigner le sous-prolétariat, désœuvré, qui « s'habille de chiffons » (chiffons = Lumpen, en allemand). On

qui ne savent pas ce que c'est de travailler dur.

Si l'on mesure le rendement de leur travail selon les critères occidentaux, ils ont raison. Un ouvrier nord-américain ou israélien de Ford, voyant travailler un ouvrier russe, le penserait. Ou bien un ouvrier argentin de l'époque de Perón : à cette époque-la, l'ouvrier pouvait changer de travail à sa convenance, être absent de l'usine quand il était malade, etc. Tout comme l'ouvrier russe.

On pourrait donc dire, en guise d'éloge, que grâce à l'économie planifiée on peut manger malgré le rythme de production inférieur à celui de l'Occident.

C'est un éloge mais aussi une critique. Le problème a deux faces. L'ouvrier russe qui s'absente, change de travail et produit peu en général, proteste ainsi contre un régime qui lui nie tout autre type de libertés. L'ouvrier qui subit le manque de démocratie et est à la merci d'autres méfaits du régime bureaucratique, ne peut pas aimer son travail.

Cela nous ramène au problème de savoir si cela valait la peine de faire la révolution, si cela valait la peine, dans le sens que nous le disions auparavant. Le Juif russe qui a émigré en Israël, et qui ensuite veut rentrer, aspire à retrouver les droits de ses nerfs et de ses muscles. En arrivant en Occident, il commence à travailler huit heures ou beaucoup plus – s'il a la chance de ne pas rester au chômage – et à une cadence de travail capitaliste qui le détruit.

Diriez-vous que la faible pro-

pourrait le traduire par prolétariat clochard.

ductivité du travail en URSS est une forme de protestation contre le régime totalitaire ?

Il y a des éléments de protestation contre le système, mais le problème est beaucoup plus complexe. En l'absence de propriété privée, il n'y a pas de mécanismes économiques qui permettent d'intensifier la production. Pendant les cours de formation du MAS⁸⁶ cet été, je me suis arrêté là-dessus. Lénine fut le premier à dire que l'on devait introduire dans le socialisme le taylorisme à visage humain. Cela échoua car l'absence de patron donne lieu à une situation de pouvoir totalement contradictoire à l'intérieur de l'usine. Le parti gouvernant est fort, le syndicat est fort, les gérants d'usine le sont aussi. C'est une situation dans laquelle personne ne domine.

Pour donner un exemple a contrario, supposons que la commission syndicale de Ford [en Argentine] aille voir le gérant et lui demande une augmentation de salaire. Le gérant appelle le Directoire aux Etats-Unis et dit : « ma position est de ne pas accorder cette augmentation et d'accroître les heures de travail ». Le Directoire répond qu'il est d'accord, point barre. L'ordre du Directoire suffit. Qu'il puisse l'imposer ou non est une autre histoire, cela dépendra de la lutte, c'est-à-dire du rapport de forces entre les ouvriers et le patron.

Mais lorsque l'économie est étatisée, la propriété devient abstraite si l'on peut dire. Le gérant de l'usine qui veut intensifier les cadences, c'est-à-dire l'exploitation, doit consulter le parti. Celui-ci consulte le syndi-

⁸⁶ Voir note 81.



cat et le gérant, et sert d'arbitre entre les deux.

Mais il y a le fait que la bureaucratie soit terrorisée par le mouvement ouvrier. A peine voit-elle une mobilisation, qu'elle pense que les ouvriers sont plus forts que le gérant, et elle cède aussitôt. Bien que cela paraisse incroyable, les Etats ouvriers sont les seuls pays du monde où les ouvriers gagnent presque tous les conflits. Le parti, que fait-il quand il y a mobilisation ? Il en finit avec les gérants, la direction locale du parti – ou la direction régionale si le conflit s'est étendu – va sur les lieux du conflit et concède tout : l'augmentation ou tout ce qui est revendiqué. La répression vient ensuite et elle est sélective : elle est dirigée implacablement contre les dirigeants du conflit.

Le mécanisme se répète constamment : c'est un fait, peu connu hors du pays, que l'URSS connaît de grandes vagues de grèves. L'information est très contrôlée, ce qui fait que nous avons attendu des années avant d'apprendre que, semble-t-il, l'arrivée de Khrouchchev fut la conséquence d'une grande vague de grèves.

Je voudrais insister sur la faible productivité. Concrètement, à quoi est-elle due ?

A une combinaison de facteurs : l'incapacité de la bureaucratie ; le manque d'enthousiasme des travailleurs, du fait de l'absence de démocratie ; le fait que l'on n'est pas confronté à un patron implacable et despotique, contraint à agir de la sorte par les nécessités de l'accumulation capitaliste, mais à un parti qui peut manœuvrer et jouer un rôle d'arbitre, à l'intérieur de l'usine, entre la direction et les

ouvriers.

Est-ce que cela n'est pas dû également à l'absence de concurrence ? Les capitalistes disent que le moteur principal de la production est la concurrence. Les capitalistes se concurrencent entre eux et celui qui n'a pas l'efficacité nécessaire succombe. Tout le monde doit baisser les coûts, appliquer des politiques de vente agressives, mettre en place des systèmes de production efficaces. L'absence de concurrence entraîne l'inefficacité, comme dans les entreprises publiques. Alors, peut-on aller de l'avant sans concurrence ?

L'URSS a beaucoup progressé, et la concurrence n'y existe pas. Parce qu'elle a exproprié la bourgeoisie et instauré l'économie planifiée, elle est passée en moins d'un demi-siècle de la situation d'un pays très arriéré à celle d'une puissance de premier plan. Regardez le secteur aérospatial : le premier satellite, le Spoutnik, a été lancé par l'URSS.⁸⁷

Ceci dit, les capitalistes ont raison lorsqu'ils disent que l'on n'y a pas obtenu une efficacité supérieure à celle du régime bourgeois. Cela est dû à plusieurs facteurs.

J'ai déjà mentionné le premier : dans les pays capitalistes, une bonne partie de la productivité du travail vient de la surexploitation du travailleur, au fait qu'il soit soumis à une longue journée et à un rythme de travail infernal. C'est l'absence de démocratie des nerfs et des muscles ou, selon la très belle phrase des écologistes, la diminution de la qualité de vie. On

⁸⁷ Le premier satellite artificiel de la Terre a été mis sur orbite par l'URSS le 4 octobre 1957.

étudie aujourd'hui beaucoup le fait de savoir si la fameuse efficacité du capitalisme n'a pas entraîné plus de maux que de bienfaits : la disparition d'espèces animales, l'exploitation la plus brutale de millions d'êtres humains, provoquant leur abrutissement, de nouvelles maladies, comme les maladies mentales, des choses horribles. L'efficacité et le progrès technologique sont importants, mais ils ne sont pas tout : il existe un facteur qualitatif, qui est la qualité de vie.

Le facteur qui entrave le plus l'efficacité dans les Etats ouvriers bureaucratiques est la direction totalitaire de l'économie. Il y a beaucoup de corruption, de gaspillage, de désordre. Il se passe des choses ridicules, comme cette usine qui a produit une quantité impressionnante de gants, mais tous de la main droite. Un autre exemple est celui d'une usine textile qui, pour produire le métrage de toile exigé par le Gosplan, la commission centrale de planification, a réduit la largeur de la toile ; et l'administration centrale lui a donné un prix pour avoir dépassé les normes qui étaient exigées. Ces choses délirantes, dignes d'un asile de fous, sont la conséquence du contrôle bureaucratique, qui ne permet pas que la classe ouvrière s'exprime.

Vous avez mentionné les entreprises publiques capitalistes : au début, elles furent très efficaces, même si les libéraux le nient. Par exemple, l'école publique argentine fut une entreprise publique extraordinaire. La bourgeoisie l'a créée lorsqu'elle construisait l'Argentine moderne, et que trois habitants sur quatre étaient des immigrants qui ne maîtrisaient pas la langue. Un autre exemple est la Poste, et

également les chemins de fer de l'Etat dans les années trente. Ils fonctionnaient très bien parce qu'ils étaient étatisés.

Mais supposons que je sois un ouvrier soviétique : quelles sont les motivations pour m'amener à produire ?

Aucune. Il existe peut-être des sortes de prix à la production. J'y serais favorable, mais à condition qu'ils soient établis démocratiquement. C'est-à-dire que les ouvriers décident que celui qui produit plus, gagne plus.

Ceci améliorerait la productivité du travail ?

A mon avis, oui, mais seulement si c'est une décision démocratique des travailleurs, j'insiste là-dessus. Ce sont eux, par exemple, qui doivent décider si un grand médecin, professeur d'université, doit gagner plus qu'un ouvrier spécialisé. L'essentiel est la démocratie. Dans une réunion démocratique, je proposerais que dans la première phase de l'Etat ouvrier, on applique ces stimulants.

Pouvez-vous développer la question de la planification, en pensant au lecteur qui ne fait que s'initier à ces thèmes ?

Bien, commençons par le capitalisme. Le bourgeois élabore ses plans en fonction du marché et de la concurrence. Tout d'abord, il faut préciser que la concurrence ne fait pas toujours baisser les prix : de la concurrence sont nés les monopoles, et quand ceux-ci dominent le marché, les prix montent.

De toute manière, même à l'époque des monopoles, la concurrence existe et elle est implacable. La concurrence capi-

taliste possède un formidable moyen de contrôle : le marché. Si je fabrique un produit qui ne se vend pas sur le marché, mon entreprise fait faillite. Le marché est une réponse économique « démocratique » – si l'on peut dire – car l'acte qui consiste à acheter ou à ne pas acheter un produit, est une réponse de la part des consommateurs à sa qualité, à son efficacité (quoique que le plus souvent à la publicité qui en est faite).

Il y a un autre facteur, celui de l'utilité. Je veux dire, par exemple, si un complexe sucrier n'est pas rentable en Argentine, l'entreprise fait faillite. A Cuba, elle ne ferait pas faillite, elle s'intégrerait à l'ensemble de l'inefficacité bureaucratique.

D'accord, mais poursuivons avec le problème du mécanisme économique. Dans le monde économique existent aujourd'hui trois mécanismes : celui du capitalisme, celui de la démocratie ouvrière et celui de la bureaucratie.

Le mécanisme capitaliste fonctionne du haut vers le bas, du producteur au consommateur, et reçoit une réponse automatique, mécanique, du marché qui accepte ou rejette le produit. Si celui-ci est de mauvaise qualité, il ne se vend pas. Si l'entreprise est inefficace et si ses coûts de revient sont trop élevés, elle vendra peut-être ses produits mais à perte, car le marché impose les prix.

Le second mécanisme, qui n'a existé jusqu'à présent que dans l'Union soviétique des premières années, sous Lénine et Trotsky, est celui de la démocratie ouvrière. C'est un processus qui va du bas vers le haut, dans lequel l'assemblée d'usine dé-

cide démocratiquement de la quantité et de la qualité de ce qu'elle va produire ; le plan passe ensuite à l'assemblée de district qui à son tour l'approuve ou le modifie ; et elle le remet ensuite aux institutions de la République soviétique, chargées d'élaborer le plan économique global. Au cours de tout ce processus, les travailleurs interviennent, organisés en courants et partis soviétiques, pour donner leur avis sur le Plan sous tous ses aspects : produire quoi, et en quelle quantité, pour la consommation intérieure, pour l'exportation ; que doit-on exporter, etc. Le mécanisme de contrôle n'est pas automatique ; il n'est pas aveugle, si l'on peut dire, comme le marché, mais rationnel et conscient. Les travailleurs discutent et décident démocratiquement du plan économique d'ensemble et l'adoptent en votant librement.

Le troisième mécanisme, bureaucratique, fonctionne à partir du haut, de l'Etat vers le consommateur. Il n'existe pas de moyens de contrôle, ni de la part du marché, ni de la part des travailleurs. Et c'est pour cela que c'est une folie complète. Le directeur d'usine élabore son plan en essayant de démontrer qu'il a besoin de beaucoup plus d'argent, de matières premières et de personnel qu'en réalité. En URSS, les stocks industriels sont énormes, beaucoup plus importants que dans les pays capitalistes. Le capitaliste commande ce dont il a besoin et quand il n'en a plus, il en recommande. Mais dans les Etats ouvriers dirigés par la bureaucratie, personne ne sait si la matière première sera là quand on en aura besoin. C'est pour cela que les directeurs tentent d'accaparer la main

d'œuvre, les équipements, les matières premières et les fonds. Et surtout ces derniers, car c'est d'eux que dépendra la place dans la hiérarchie sociale. Le directeur qui brasse des millions de roubles est plus important que celui qui en brasse des centaines de milliers.

La planification se développant à partir du haut et sans le moindre contrôle, tout se déforme. Chacun essaie de tromper les autres, car la décision finale est uniquement entre les mains du secrétaire général. Mais il est impossible de tromper les lois économiques : si l'on produit seulement des gants de la main droite ou des toiles plus étroites que la largeur industrielle standard, cela provoque un déséquilibre brutal et, entre autres anomalies, un marché noir florissant. Un tel délire est le produit inévitable, j'insiste, d'une économie planifiée par le haut et sans contrôle.

Les journalistes bourgeois se gardent bien de rappeler que, pendant les années 1920, quand régnait la démocratie ouvrière dans le pays et au sein du Parti Communiste et que les plans économiques étaient étudiés et adoptés librement, a eu lieu le seul « miracle économique » authentique du 20^{ème} siècle : l'Union Soviétique est passée, en deux ans seulement, d'une crise économique et d'une famine sans précédent à une augmentation de la production et une amélioration du niveau de vie des travailleurs tout en réduisant substantiellement la journée de travail. L'économie de l'Etat Ouvrier continuera à s'améliorer jusqu'en 1928, date à laquelle le stalinisme fit son coup d'Etat réactionnaire. A partir de ce moment là, fut imposée la planifica-

tion bureaucratique, dictatoriale de l'économie, qui conduisit au désastre et à la mort de millions de travailleurs, essentiellement des paysans.

Quand les défenseurs de la libre entreprise disent qu'il n'existe que deux systèmes de contrôle de l'économie – le libre-échangeisme capitaliste et le système stalinien – ils mentent consciemment, car il leur est ainsi plus facile de semer le discrédit sur le socialisme et la propriété collective des moyens de production.

Passons aux problèmes actuels des Etats Ouvriers : il y a eu ces dernières années un tournant économique en Chine avec l'introduction d'éléments de l'économie capitaliste et même des entreprises privées. Cela signifie t-il un retour au système capitaliste ?

Soyons précis. Il n'y a pas de doute que des éléments de capitalisme ont été introduits dans l'Etat Ouvrier chinois, mais cela ne veut pas dire que la Chine va revenir au système capitaliste, simplement en faisant quelques concessions. Le danger de restauration existe, mais celle-ci ne peut se faire qu'à travers un processus politique : une contre-révolution qui rend le pouvoir à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Pour cela, il faut passer par de grandes luttes, de terribles phénomènes politiques.

L'exemple récent du cône sud latino-américain en est une bonne illustration, car il s'agit de changements de régimes, non de la défaite définitive des exploités sous les coups des travailleurs. Pour que tombent les dictatures de la Bolivie, de l'Argentine et du Brésil, de gigantesques mobilisations de masse ont été nécessaires. Dans ces pays, le

pouvoir n'est pas passé d'une classe à une autre mais de la dictature bourgeoise à la démocratie bourgeoise. Et à l'inverse, en 1976, afin de pouvoir imposer le plan de Martinez de Hoz⁸⁸, la bourgeoisie argentine a dû recourir à un coup d'Etat et à une dictature pour massacrer l'avant-garde du mouvement de masse.

Le passage du pouvoir d'une classe à une autre requiert des bouleversements de ce genre, mais a une échelle bien plus grande. L'introduction d'éléments capitalistes en Chine entraîne une dynamique contre-révolutionnaire, mais la bourgeoisie ne pourra revenir au pouvoir que par une contre-révolution armée qui écrase le mouvement de masse.⁸⁹

Le fait d'introduire des éléments du capitalisme n'est-il pas une reconnaissance de la plus grande efficacité du système capitaliste ?

C'est avant tout reconnaître que Mao avait fait des choix politiques désastreux et des choix économiques encore pires, et en outre bureaucratiques. Il fallait revenir sur ses plans démentiels comme celui, par exemple, de produire de l'acier à petite échelle, dans les villages campagnards, avec des méthodes artisanales.

C'est également la reconnaissance de la plus grande efficacité du capitalisme dans le sens où une entreprise peut imposer à ses ouvriers un degré

⁸⁸ Voir la note 47.

⁸⁹ Entre-temps, le capitalisme a été restauré dans ces Etats ouvriers, et le processus n'a pas toujours été selon les prévisions de Moreno. Voir *L'Est européen : restauration et révolution* dans *Le Marxisme Vivant* n° 12 ; *La restauration capitaliste en Chine* dans *Le Marxisme Vivant* n° 18 (disponible sur www.lct-cbw.be).

d'exploitation impossible pour un Etat qui a exproprié la bourgeoisie. Et enfin, c'est reconnaître qu'avec les méthodes de Mao, un grand développement technique ne pouvait pas être atteint.

Peut-on assimiler le tournant chinois actuel à la NEP⁹⁰ ?

Oui, mais une NEP faisant des concessions beaucoup plus graves et sans le contrôle démocratique du mouvement ouvrier, qui existait en Union soviétique sous Lénine et Trotsky. La NEP était une mesure destinée à sortir d'une situation critique, et les bolcheviks avaient l'intention de s'appuyer sur les paysans pauvres, en développant des fermes collectives, afin d'empêcher que la paysannerie riche domine l'économie agricole. Dans le cas de la Chine, c'est une NEP dirigée par Boukharine⁹¹, c'est-à-dire par l'aile droite du Parti bolchevik qui lança le mot d'ordre « paysans, enrichissez-vous », sans prévenir des dangers de l'apparition d'une classe agraire de plus en plus riche. La bureaucratie chinoise ne parle pas de ce danger et ne crée pas de mécanismes politiques pour le contrecarrer.

⁹⁰ La *Nouvelle Politique Economique* (NEP selon l'expression anglaise) fut appliquée en URSS en 1921, en tant que mesure temporaire destinée à réactiver l'économie bouleversée par la révolution et la guerre civile. Elle consistait en une introduction contrôlée du marché capitaliste, de concessions à la bourgeoisie pour installer de petites entreprises et aux paysans pour commercialiser librement leurs produits.

⁹¹ Nikolaï Boukharine (1883-1938), membre du Parti bolchevik et de son comité central pendant la Révolution d'octobre, occupa de hauts postes dans le parti et dans la III^{ème} Internationale. Il forma une Opposition de Droite dans le parti, qui avançait dans son programme l'extension de la NEP et l'abolition du monopole d'Etat sur le commerce extérieur. Il fut exécuté sur ordre de Staline.

Donc, ce que cherche ainsi la bureaucratie chinoise, c'est une plus grande efficacité en l'absence de démocratie ouvrière.

Exactement. Il n'y a qu'une alternative : démocratie ouvrière ou restauration du capitalisme. Le processus chinois est très intéressant car il donne des indications sur l'avenir.

Peut-il y avoir des alternatives intermédiaires ? Je dis cela parce que justement, je viens de lire qu'une entreprise italienne, qui fabrique des jeans sous la marque au nom évocateur « Jésus », vient d'implanter un établissement en URSS. Elle va produire des jeans en quantité, par heure et par homme, inimaginable. Tout le processus, de la coupe jusqu'au conditionnement final, sera extrêmement automatisé et nécessitera très peu de main d'œuvre. Finalement, c'est une haute technologie italienne que l'URSS a apparemment importée. Cela peut-il être interprété comme une introduction d'éléments capitalistes dans le mode de production socialiste ?

Je ne connais pas les termes de l'accord. Si le bourgeois italien, patron de l'entreprise, contrôle l'usine, la réponse est oui. Mais si c'est un accord pour livrer une entreprise clefs en main, c'est-à-dire entièrement montée et prête à fonctionner, comme cela s'est fait avec FIAT, cela n'affecte en rien l'économie socialiste. Si l'accord donne au patron bourgeois, comme en Chine, la concession pour installer l'usine, l'exploiter avec de la main d'œuvre russe, et en retirer les profits, c'est un élément capitaliste important.

Concrètement, peut-il y avoir une restauration capitaliste ?

Non seulement il peut y en avoir une, mais il y en aura une si le capitalisme mondial n'est pas détruit. Socialisme et démocratie ouvrière ou victoire de l'impérialisme, je ne vois pas d'autre alternative. Et s'il y a une victoire de l'impérialisme, les Etats ouvriers deviendront des semi-colonies de l'impérialisme.

Existe-t-il au sein des Etats ouvriers des tendances qui aspirent à la restauration du capitalisme ?

Cette question est liée à la faiblesse des analyses trotskystes des Etats ouvriers bureaucratiques. Nous, trotskystes, nous avons toujours cru qu'il existait de fortes tendances internes en faveur de la restauration du type des *nepmen*⁹² russes. Ces tendances ont effectivement existé d'une manière importante, mais j'ai l'impression que la restauration du capitalisme ne viendra pas par cette voie, mais à travers l'implantation d'entreprises, le commerce extérieur et les accords avec l'impérialisme.

Dans cette optique, un dirigeant syndical serait prêt à livrer son syndicat au patron, alors que sa vie même dépend de son poste de dirigeant dont il tire des privilèges.

Pour vous répondre, je vais vous raconter un fait réel qui a eu lieu en Argentine. Il y avait un dirigeant du syndicat des chauffeurs de taxi, je ne me souviens pas de son nom, qui était très ami avec Alsogaray quand celui-ci était ministre, et il fonda une société avec lui et avec March⁹³.

⁹² Nom donné aux commerçants qui s'enrichissaient avec la politique de la NEP (voir note 90).

⁹³ Alvaro Alsogaray fut ministre de l'économie du gouvernement de Frondizi



Cet homme vivait dans un hôtel luxueux de la capitale. L'affaire se fit au nom du syndicat des chauffeurs de taxi, et cet homme, qui était secrétaire général de la corporation, toucha une juteuse commission. Avec cet argent, il forma une société avec March, pour fonder Pueyrredon Construcciones, une grande entreprise du bâtiment qui rapporta beaucoup d'argent en travaillant pour les syndicats. Ils se firent attribuer un crédit de plusieurs millions par le Congrès et construisirent des immeubles pour le Syndicat des Employés de Commerce.

Pourquoi ce processus ne pourrait-il pas se dérouler avec des secteurs bureaucratiques de l'Etat ouvrier ? On a découvert en Chine l'existence d'un groupe de jeunes appelés « les fils des cadres supérieurs », c'est-à-dire fils de généraux, de ministres, de membres du Comité central du parti, etc. Ils occupent des positions de peu d'importance dans l'appareil d'Etat, mais grâce à leurs liens familiaux, ils peuvent prêter leurs bons offices aux capitalistes qui veulent investir en Chine. Le système est déjà tellement consolidé que des tarifs et des modalités de paiement se sont établis. Le jeune intermédiaire reçoit du capitaliste l'équivalent de 2% du montant de l'affaire : la moitié à la signature du contrat et le reste à la réalisation de l'opération.⁹⁴

Un autre exemple, dénoncé

(1959-1962 - UCRI, voir note 45). Après la dictature militaire, il a été député national de 1983 à 1999, représentant de la droite libérale pro-impérialiste. Armando March fut secrétaire général de la Confédération des employés de commerce et de sa section de la capitale, un des syndicats les plus puissants d'Argentine.

⁹⁴ Voir *Correo Internacional* N°13, octobre 1985

par Solidarnosc, est celui du bureaucrate polonais Stepaszynsky, directeur de l'Institut de Cinéma et de Télévision, qui était devenu millionnaire et possédait des propriétés de luxe sur la Côte d'Azur. Cela signifie que les capitalistes corrompent les fonctionnaires bureaucratiques et leur font faire des affaires.

Le facteur le plus important de la restauration capitaliste n'est pas les petits commerçants de quartier ou de village, comme les « nepmen » ou les trafiquants du marché noir ; ce sont les secteurs bureaucratiques qui se transforment en agents directs ou indirects de l'impérialisme, qui s'introduisent au moyen des investissements, des prêts du FMI, des affaires qui leur permettent d'obtenir ces dessous de table.

Une autre voie possible, que Trotsky n'a pas vue, est celle des coopératives de production. C'est le programme de Walesa en Pologne. En quoi consiste-t-il ? Que chaque usine devienne une entreprise indépendante, que soit supprimé le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, que chaque entreprise importe et exporte pour son compte. Pour moi, ça c'est déjà le capitalisme. Les usines fonctionneraient en tant que coopératives d'ouvriers, mais seraient des coopératives capitalistes. Cela signifierait la liquidation de la nationalisation et de la planification de l'économie.

L'impérialisme a été beaucoup plus habile que nous ne le pensions. Sa politique consiste non seulement à enrichir les « nepmen » mais à attaquer la bureaucratie d'Etat pour son incapacité et pour le fait qu'elle mine la production ; que chaque usine, avec ses travailleurs, ses

techniciens, ses cadres, forme une coopérative et négocie directement avec l'impérialisme qui lui fournira des crédits, des moyens technologiques, tout ce dont elle a besoin, y compris un marché pour ses produits. Ainsi l'économie devient dépendante, et le pays une semi-colonie. Le grand mot d'ordre de l'impérialisme sera : que les ouvriers soient maîtres de leurs usines. Voyez comme cette tactique est insidieuse : coloniser un pays au nom de la propriété ouvrière des entreprises. La Yougoslavie a beaucoup d'avance dans ce sens.

Passons à un domaine plus politique, je veux dire les possibilités, les perspectives de la révolution politique, du renversement de la bureaucratie, de l'instauration de la démocratie ouvrière.

Trotsky est le grand théoricien marxiste qui affirme la nécessité d'une révolution qui conserve les conquêtes fondamentales d'Octobre et renverse son principal ennemi intérieur, la bureaucratie, pour revenir à la démocratie ouvrière. C'est là non seulement un des points de notre programme mais aussi une hypothèse théorico-politique. Vous savez que le processus historique confirme certaines hypothèses et en réfute d'autres. Nous pensons que notre hypothèse a été confirmée car il y a eu des révolutions politiques, dont certaines d'une ampleur extraordinaire, bien qu'elles n'aient pas triomphé. La révolution politique est un fait de la vie politique contemporaine, comme le démontrèrent la Hongrie et la Pologne en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 et le processus polonais qui commence en 1970-1971 avec la grève des chantiers na-

vals et qui, à mon avis, continue après avoir traversé des flux et reflux.

Il existe d'autres faits, peut-être moins spectaculaires, mais révolutionnaires à mon avis : l'existence de groupes d'opposition semi-légaux en Hongrie, la libération de Baluka en Pologne.⁹⁵ Ce sont des conquêtes des masses contre l'Etat totalitaire, le résultat des insurrections hongroise, tchèque ou polonaise. Dans beaucoup de ces pays, il existe des groupes d'opposition qui se réunissent, discutent, publient des Samizdat⁹⁶ et sont tolérés par les gouvernements.

Il me paraît inévitable que la mobilisation ouvrière et de masse se développe dans les Etats ouvriers bureaucratiques. Au début, elle aura peut-être un caractère réformiste, mais il viendra un moment où se posera la question du renversement de la bureaucratie, de la reconstruction démocratique des syndicats et des soviets ou de la fondation de nouveaux organismes comme Solidarność en Pologne.

N'y a-t-il pas un risque que la révolution politique conduise à la restauration capitaliste ? Je demande cela parce que, par exemple, Walesa est l'homme de l'Eglise catholique.

Il sert également la bureaucratie et s'adresse à Jaruzelski avec le plus grand respect, comme quand celui-ci était son

⁹⁵ Edmond Baluka, dirigeant de la grande grève des chantiers navals de Gdansk de 1970-71, s'exila après la défaite de ce mouvement. Il est retourné en Pologne lorsque le mouvement de grève est reparti et fut arrêté puis remis en liberté.

⁹⁶ Samizdat (« publications propres », en opposition à Gosizdat, « publications de l'Etat », le journal officiel soviétique), est le nom générique de la littérature clandestine dissidente en URSS.

supérieur au service militaire. Pour passer directement à votre question, je dirais qu'effectivement c'est possible. Tout pas en avant suscite des dangers, mais ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas le faire. Après tout, l'Argentine, en devenant indépendante de l'Espagne, courait le risque de devenir une colonie anglaise. Comme toute lutte, celle de la révolution politique peut finir de différentes façons : par une victoire, un match nul ou la destruction du pays ; il y a beaucoup de variantes. Si je disais que tout processus révolutionnaire conduit inexorablement à la victoire des masses, je trahirais mes convictions méthodologiques. La révolution paysanne en Allemagne échoua et détruisit pratiquement le pays. La Révolution française provoqua une famine terrible au cours des premières années, tout comme la Révolution russe.

Dans l'abstrait, on ne peut pas écarter la possibilité que l'impérialisme profite des luttes entre le mouvement ouvrier et la bureaucratie pour envahir le pays, si la situation internationale et sa propre situation intérieure le lui permettent. Si vous me demandez si c'est possible, je dois répondre que si.

Historiquement, le processus de la révolution politique est fatal pour l'impérialisme. Imaginons Solidarność prenant le pouvoir en Pologne et Walesa à la tête du processus tentant de restaurer le capitalisme. Cela se passerait nécessairement au sein d'une mobilisation populaire terrible, qui imposerait la plus grande démocratie, la liberté de former des partis, de discuter, de publier, etc. De plus, cela entraînerait une mobilisation révolutionnaire anti-impérialiste dans le

monde entier, dont la dynamique tendrait vers le socialisme démocratique. Pour donner un exemple, la Révolution française fut lancée par le secteur de Mirabeau qui voulait installer une monarchie constitutionnelle pour garantir les emprunts du roi et cela s'est terminé par la liquidation de la monarchie.

C'est pour cela que l'impérialisme a aidé Jaruzelski en Pologne et lui a accordé des prêts...

Exactement. Quelle est l'importance du bureaucrate pour l'impérialiste ? C'est l'homme avec lequel il peut négocier un prêt du FMI à l'Etat ouvrier et l'obliger ainsi à imposer un plan d'austérité pour rembourser ce prêt. C'est l'homme avec qui il signe un accord pour la « paix mondiale », ce qui signifie dans la pratique que Castro fasse pression sur la direction de la guérilla salvadorienne afin qu'elle négocie avec la bourgeoisie et les américains, qu'elle ne rêve pas de faire du Salvador un « nouveau Cuba ».

C'est cela que l'impérialisme perd si la bureaucratie tombe. Il perd également son argument idéologique le plus important pour tromper les ouvriers de son propre pays, celui de l'absence de démocratie interne dans ces Etats ouvriers totalitaires.

Il se passe un peu la même chose avec les syndicats dans les pays capitalistes. Pour la bourgeoisie, il est indispensable que ce soit la bureaucratie qui les dirige et pas des courants de classe ou révolutionnaires.

C'est pour cela que nous avons pu voir, en Argentine, le candidat Alfonsín dénoncer le manque de démocratie dans les syndicats puis venir en aide aux

bureaucrates quand il a été élu.

Oui. Pour un gouvernement bourgeois, même s'il a des divergences avec les bureaucrates, il n'y a rien de pire que les syndicats démocratiques.

Il reste un point qui me préoccupe dans notre mot d'ordre de révolution politique : je ne vois pas au sein des États ouvriers l'existence de forces objectives en faveur de la démocratisation. Il me semble qu'il manque le facteur subjectif, le parti, pour le problème de la démocratie ouvrière.

Le parti révolutionnaire est le facteur subjectif nécessaire pour diriger la révolution politique, lui donner une dynamique, l'empêcher de tomber aux mains de l'impérialisme : jusque là nous sommes d'accord. Je ne suis pas d'accord sur l'affirmation qu'il n'existe pas de forces objectives. Par exemple, au cours de la révolution hongroise de 56, il y avait des réunions dans les usines, le problème de la démocratie interne dans le Parti Communiste a été posé.

Par rapport à la révolution tchécoslovaque de 68, Lambert⁹⁷

⁹⁷ Pierre Lambert était le dirigeant du PCI, l'organisation française se réclamant du trotskysme. Voir Moreno, *Notre expérience avec le lambertisme*, 1982 (disponible dans la Bibliothèque de www.lct-cwb.be)

défend la théorie selon laquelle l'armée russe a envahi le pays parce que la bureaucratie soviétique était terrifiée par le processus de démocratisation. Il semble que le PC tchèque eût été sur le point de modifier ses statuts dans le sens de la démocratisation. L'intervention russe a été motivée par l'avance de la démocratie ouvrière, plus que par tout autre facteur de la mobilisation révolutionnaire. L'URSS n'a pas envahi la Pologne parce qu'elle a pu contrôler le processus par l'intermédiaire du PC, dirigé par Gomulka. Je rappelle que c'est une théorie de Lambert ; je ne peux ni la confirmer ni l'infirmier, mais elle me paraît bien fondée. J'avoue que je n'ai jamais accordé une grande importance à ce congrès du PC tchèque. Lambert, lui, le considère comme très important car ce congrès s'est réuni en plein processus révolutionnaire. Et cela a eu lieu parce qu'il y a de puissantes tendances objectives en faveur de la démocratie ouvrière. Si les masses, les intellectuels de ces pays souffrent de quelque chose, c'est du manque de démocratie. Si l'objectif des dix millions de membres de Solidarność n'est pas la démocratie, quel est-il ? Nous avons tendance à ne voir que ce que pensent quelques milliers de diri-

geants catholiques de Solidarność et nous oublions ce que pensent et expriment dans l'action dix millions de personnes.

Solidarność est un grand mouvement de tous les travailleurs polonais pour la démocratie. Et c'est en outre un mouvement démocratique : Walesa réalise des manœuvres, en bon bureaucrate et en agent du Vatican, mais il doit faire adopter ses positions par le vote.

Je ne crois pas aux catégories historiques imposées de l'extérieur, c'est à dire qui ne viennent pas des masses. Je crois en la révolution politique car c'est un processus objectif : les masses de l'URSS souffrent profondément de l'absence de démocratie qui produit l'aliénation. Tous ces pays sont le règne de l'oppression bureaucratique et de l'aliénation, même si l'exploitation directe des masses travailleuses par la bourgeoisie y a disparu. Le rôle du parti révolutionnaire est de diriger cette mobilisation démocratique, de la doter d'un programme, d'empêcher qu'elle dégénère en démocratie bourgeoise.

Chapitre 5

L'Etat ouvrier révolutionnaire

Au cours de l'entretien précédent, nous avons parlé des Etats Ouvriers bureaucratiques. Je voudrais aujourd'hui aborder le problème de l'Etat ouvrier révolutionnaire. Supposons, concrètement, que notre parti prenne le pouvoir : comment l'Etat serait-il ? Quelles seraient ses principales différences avec les Etats dirigés par la bureaucratie ?

La première de toutes, c'est que nous refusons de dire que notre parti prend le pouvoir ; c'est une affirmation dangereuse. Si une armée de guérilla ou un parti ouvrier opportuniste dirige une révolution et prend le pouvoir, nous pouvons soutenir ce processus très progressiste, mais du point de vue programmatique, nous sommes contre le fait que cette armée ou ce parti ouvrier prenne le pouvoir en tant qu'organisation.

Notre programme revendique la prise du pouvoir par la classe ouvrière à travers ses organisations, auxquelles doivent participer tous les partis de classe, et dans ces organisations nous essayons d'obtenir la majorité pour les diriger. C'est là notre première grande divergence avec la bureaucratie.

La seconde, qui en découle, c'est que nous ne voulons pas

construire un Etat totalitaire, absolument contrôlé par notre parti, mais tout le contraire. Nous voulons remplacer le parlement bourgeois par des organismes beaucoup plus démocratiques, comme peuvent l'être les syndicats, les comités d'usines, les soviets, les organisations que la classe ouvrière crée. Nous encouragerons aussi la création d'organismes comme les coopératives, les organisations de quartier, etc., où règne une démocratie permanente.

Certains défenseurs des Etats ouvriers existants disent que ceux-ci ont une démocratie « de base » ou « de masse ». Ils les nomment ainsi parce qu'il existe des comités de quartiers où sont discutés les problèmes locaux, comme le ramassage des ordures ou le revêtement des rues. Ne nous y trompons pas : il n'existe pas de démocratie s'il n'existe pas le droit de former des tendances, des fractions et des partis dans toutes les organisations de masse et toutes les institutions de l'Etat central, pour discuter et décider de tous les problèmes, du plan économique national jusqu'à la construction d'un chemin vicinal, de la Constitution nationale jusqu'à une loi secondaire.

Existerait-il un parlement ?

Oui, mais un parlement ouvrier.

Quelle serait la différence avec un parlement bourgeois ?

Tout d'abord, il concentrerait les trois pouvoirs de l'Etat, pas seulement le législatif. Dans la démocratie bourgeoise les trois pouvoirs sont séparés parce que cela sert les intérêts de la classe dominante. Par exemple, si le parlement approuve une loi favorable au prolétariat, il reste le pouvoir exécutif et la justice pour retarder son application, l'entraver de mille façons, empêcher qu'elle soit appliquée. Le parlement est sensible aux pressions des masses, les deux autres pouvoirs ont été créés pour contrecarrer ces pressions. Ce que nous voulons, c'est une institution souple, qui permette d'appliquer immédiatement les décisions des travailleurs. Nous voulons donc que l'exécutif et la justice soient des bras du pouvoir législatif ouvrier.

Cela signifie-t-il qu'à la tête de la République Socialiste Argentine, si on l'appelle comme cela, il y aurait un organisme similaire à un congrès de syndicats ou de conseils ouvriers ?



Exactement. Le prolétariat de chaque pays décidera quel type d'organisme il veut. Cela dépend de la réalité locale. Par exemple, quand une bonne partie du trotskysme mondial lança le mot d'ordre d'« organismes populaires » ou de « fronts uniques de partis » en Bolivie, nous nous y sommes opposés. Les seules organisations qui puissent prendre le pouvoir en Bolivie pour l'instant sont les syndicats et la centrale ouvrière, c'est pour cela que nous avons lancé « tout le pouvoir à la COB⁹⁸ ». Nous sommes contre les organisations fantômes, inexistantes dans la réalité et existantes seulement dans l'imagination de dirigeants comme Guillermo Lora⁹⁹. Jusqu'à présent aucun organisme fantôme n'a pris le pouvoir. Nous ne croyons pas aux fantômes, et encore moins en politique. Le mouvement ouvrier doit se donner les formes d'organisation qu'il veut et qui correspondent à ses traditions et à son expérience.

Comme les comités d'ouvriers, de soldats et de quartiers pendant la révolution portugaise¹⁰⁰ de 1974 ?

Oui ou comme les soviets en Allemagne en 1918. Mais après la révolution de 1918, aucun soviet n'est réapparu en Allemagne, mais des comités d'usines sont apparus. Trotsky dit alors que le Parti Communiste devait oublier les soviets et essayer de se renforcer dans les comités pour prendre le pouvoir à travers eux.

⁹⁸ La *Central Obrera Boliviana* est la centrale syndicale historique de la Bolivie, fondée en 1952 dans le cadre de la Révolution de cette année, sur la base des puissants syndicats des mineurs.

⁹⁹ Guillermo Lora était dirigeant du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie (Quatrième Internationale - Secrétariat Unifié).

¹⁰⁰ Voir note 30.

Nous privilégions toujours la forme la plus représentative que se donne la base même du mouvement ouvrier.

Pour revenir aux différences avec la démocratie bourgeoise, le parlement ouvrier élirait une commission ou un président qui serait responsable devant les députés et révocable à tout moment. A leur tour, les députés seraient responsables devant leurs électeurs qui pourraient également les révoquer sur l'heure.

La seconde grande différence serait donc que les fonctionnaires ne seraient pas élus pour une période fixe mais pourraient être révoqués dès que les travailleurs le jugeraient nécessaire.

Tout le monde pourrait voter ? Les curés aussi par exemple ? La révolution russe avait interdit le droit de vote aux curés...

Cela dépend de la situation. En cela, il n'y a pas de règles a priori. Il peut y avoir des curés très liés à la classe ouvrière, partisans du pouvoir ouvrier : pourquoi devrions nous leur enlever le droit de vote ? Les curés du peuple ont joué un rôle très important dans la révolution française.

Les curés ?

Oui. Tous les textes d'expropriation de la noblesse ont été rédigés à partir des informations des prêtres de villages, ces petits curés morts de faim qui haïssaient leurs évêques et leurs cardinaux.

Dans ce domaine, il n'y a pas de recettes. La révolution russe décida au début qu'une voix ouvrière valait cinq voix paysannes pour contrebalancer le fait, que les paysans formaient la large majorité de la population. La démocratie ouvrière décide et nous la soutenons, même si ce qu'elle décide est contraire à nos positions ou à

notre programme.

Un tel système ne serait-il pas chaotique ?

Pourquoi ? Le parlement bourgeois est-il chaotique ?

Mais la bourgeoisie impose l'ordre au moyen de l'armée.

Je vais vous répondre par un exemple. Dans ma jeunesse, j'ai vécu le processus de création des clubs de quartier de football, qui durera environ de 1910 jusqu'à la fin des années 50. Pendant ces années, des milliers de clubs de football ont été créés en Argentine. Ce fut un phénomène massif d'organisation sociale. C'est aussi pendant cette période que se sont formés les syndicats et, avant l'avènement du cinéma, des centaines et des centaines de théâtres indépendants dans les quartiers.

Ces clubs menaient des activités très efficaces, ils organisaient des équipes et des championnats de football, des bals dans les quartiers, toutes sortes d'activités. Et leur fonctionnement était très démocratique. Les commissions de direction étaient élues, il existait le droit de former des listes, les partis politiques avaient même le droit d'intervenir et, de fait, ils le faisaient quand cela les intéressait de gagner la direction d'un club. De certains d'entre eux sont issus les grands clubs d'aujourd'hui. Et cette grande démocratie ne les a pas empêchés de mener à bien leurs activités, ni de devenir, pour certains d'entre eux, de véritables puissances sportives.

Pour revenir à l'Etat ouvrier, ce qui est fondamental pour moi c'est de faire confiance à la classe ouvrière, aux travailleurs. S'ils ont été capables d'amener au sport des milliers de jeunes et d'organiser démocratiquement la vie sociale et sportive de leurs quartiers,

pourquoi ne seraient-ils pas capables de mettre en oeuvre cette même démocratie dans l'Etat, en prenant entre leurs mains la planification de la vie politique, économique et sociale de la nation ?

Dans la révolution portugaise de 1974, des milliers de comités d'ouvriers, de soldats et de quartiers ont été créés. Ce processus fut assez chaotique.

Dans un sens oui, car il bouleversa toutes les formes de démocratie formelle et d'autoritarisme du gouvernement. Mais le fait que des comités de quartiers aient distribué des logements à des familles sans toit, fut un exemple de démocratie. Le problème est que le processus ne s'est pas développé, et c'est justement là que notre parti a une grande tâche à accomplir. Le parti marxiste révolutionnaire essaie de gagner la majorité dans ces comités, pour développer la mobilisation afin que le processus n'avorte pas, comme cela a été le cas au Portugal.

On dit que le régime de la démocratie parlementaire dans lequel on élit des députés tous les deux ans et un président tous les six ans, est supérieur à toute dictature. Si on fait confiance au peuple pour exercer la démocratie tous les six ans, pourquoi ne pourrait-il pas exercer quotidiennement cette démocratie, par l'élection de délégués et la formation d'organisations fortes à tous les niveaux ? Pour moi, ce ne serait pas le chaos, mais un ordre dans le cadre d'une démocratie active, quotidienne à travers les syndicats, les coopératives, les organisations d'usines, etc. Dans ce processus, il est nécessaire de créer et d'inculquer aux travailleurs le réflexe de la démocratie ouvrière.

Comment résumeriez-vous finalement les principales différences entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière ?

Bon. La Constitution argentine stipule que le peuple gouverne uniquement par le biais de ses représentants élus. Ces représentants sont inamovibles, même s'ils trahissent le pays ou le mandat sur lequel ils ont été élus. Dans certains pays, ils exercent leur fonction pendant deux ou quatre ans ; en Argentine les sénateurs restent en fonction pendant neuf ans. Les juges peuvent être désignés à vie et ils sont nommés par l'exécutif et le pouvoir législatif, pas par le peuple. A tout cela s'ajoute la division des trois pouvoirs comme je l'ai déjà expliqué.¹⁰¹

La démocratie ouvrière est tout l'opposé. Non seulement elle réunit les trois pouvoirs dans le domaine législatif, mais le peuple exerce le pouvoir d'une manière directe. Par exemple, les travailleurs d'un quartier font une assemblée, et ce qu'ils ont décidé se réalise. Tous les fonctionnaires sont élus, et celui qui ne remplit pas son mandat peut être révoqué à tout moment. Ce n'est donc pas une démocratie indirecte mais directe.

Que pensez-vous de la thèse des disciples de Mandel, selon laquelle il existe à Cuba une grande démocratie « de base », c'est-à-dire des organismes où les problèmes locaux sont discutés librement, et une bureaucratie au niveau de l'Etat central ?

L'auteur de cette thèse est Jean-Pierre Beauvais, un disciple français de Mandel. Il dit que Cuba est un phénomène contradictoire. Je ne suis pas d'accord.

¹⁰¹ Voir p. 11.

Je crois que la démocratie ouvrière comporte effectivement ses contradictions, mais pas sur ce plan. Il peut arriver, par exemple, que les ouvriers d'une usine demandent des augmentations de salaire extraordinaires qui entrent en contradiction avec le plan économique national approuvé démocratiquement par l'organisme d'Etat adéquat, ou bien que tel parti critique implacablement le plan parce qu'il le considère erroné. Ce seraient-là des contradictions dans le cadre de la structure globale de la démocratie ouvrière.

Ce que je n'accepte pas c'est cette manière de définir un régime, selon laquelle une partie serait démocratique et l'autre totalitaire ou une partie révolutionnaire et l'autre contre-révolutionnaire. Cette méthode est inacceptable pour un marxiste. Tout phénomène est une totalité et appelle une définition essentielle. Il faut d'abord définir l'essence et ensuite voir quelles sont les contradictions.

Qu'est-ce qui est essentiel à Cuba ? Voyons un exemple. En 1968, l'URSS a envahi la Tchécoslovaquie. Fidel Castro a soutenu l'invasion. Les travailleurs cubains qui s'opposaient à cette invasion avaient-ils le droit de passer à la télévision nationale pour la condamner ? Pouvaient-ils exiger la tenue d'un référendum national pour déterminer la politique cubaine sur cette question ? Avaient-ils la liberté de présenter la motion suivante : « Le peuple et le gouvernement de Cuba manifestent leur solidarité inconditionnelle avec le mouvement ouvrier tchécoslovaque, et condamnent l'invasion criminelle soviétique. », pour que les travailleurs cubains s'expriment par un vote ? Rien de tout cela : la politique de Cuba fut celle que Castro, dans son cercle

de dix ou quinze amis du Bureau Politique, avait décidé, c'est-à-dire de soutien à la bureaucratie de l'URSS. C'est pour cela que je dis qu'il n'y a pas de contradiction sur le plan que présente Beauvais : Cuba est un Etat ouvrier bureaucratique, totalitaire.

Supposons que votre parti ait la majorité dans l'organisme central de l'Etat et qu'un vote démocratique renverse cette majorité et que vous devez quitter le gouvernement. Le feriez-vous ?

Je pense que si. Voyons de nouveau un cas réel. Lénine avait promis que le Parti bolchevik au pouvoir respecterait l'autodétermination nationale des peuples qui formaient l'empire tsariste. La Finlande, un des pays soumis à cet empire était en même temps un centre très important du prolétariat et du Parti bolchevik. Après la Révolution d'octobre, une assemblée constituante s'est réunie en Finlande et a décidé à la majorité, contre la position bolchevik, que le pays serait indépendant et ne ferait pas partie de l'Union soviétique. Lénine respecta cette décision démocratique, qui n'était pas son point de vu.

Je ne vois aucun problème à remettre le gouvernement à un parti qui respecte la constitution. Ce serait différent dans le cas où un parti proposerait, par exemple, de fusiller tous les trotskystes s'il vient au pouvoir. Mais si l'on perd la majorité dans un organisme, il faut l'accepter. L'important est de créer dans la classe ouvrière le réflexe de tout discuter et approuver par un vote.

Cette démocratie s'étendrait-elle à des partis non ouvriers ?

Oui, je ne vois pas pourquoi ne pas leur octroyer la légalité. Mais il n'y a pas non plus de raisons de la leur donner d'avance : nous

n'avons pas de garantie qu'ils ne seront pas fascistes ou ne s'engageront pas dans des actions contre-révolutionnaires. Si ce n'est pas le cas, je le répète, il n'y a pas de raison de leur refuser la légalité. Nous respecterons toute expression démocratique des travailleurs, même si elle soutient un courant bourgeois, réactionnaire.

Concrètement, en Argentine vous donneriez la légalité au parti d'Alsogaray ?

Peut-être, s'il a une représentation populaire. Ce serait différent si des gens comme Alsogaray ou Martinez de Hoz¹⁰² demandaient la légalité et n'avaient que 0,01 % de la population derrière eux : là je suppose qu'ils ne l'obtiendraient pas. Mais si un secteur de la population les suit, même minoritaire, moi je voterais pour leur donner la légalité. La démocratie ouvrière doit être plus large que la démocratie bourgeoise.

Mais n'êtes vous pas ainsi en train de proposer une démocratie illimitée comme celle que propose Mandel et contre laquelle vous avez polémique ?

Le thème de cette polémique¹⁰³ était de savoir si ce type de démocratie est possible comme perspective immédiate. C'est un problème théorique, une hypothèse. Nous ne discutons pas de

¹⁰² Alsogaray était un dirigeant d'un parti de droite ayant soutenu la dictature militaire, voir note 93. Martinez de Hoz était ministre de l'économie sous la dictature militaire, voir note 47..

¹⁰³ Il s'agit de *Dictadura revolucionaria del proletariado*, un texte de 1978 en réponse polémique à un texte du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, *Democracia Socialista y Dictadura del Proletariado*. En ce moment, Moreno appartenait à la Fraction Bolchevique, un courant interne à cette organisation, précurseur de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

savoir si notre objectif programmatique est d'octroyer des libertés totales, surtout aux travailleurs. Un ouvrier, par le seul fait de l'être, pourra dire ce qu'il voudra, critiquer violemment le régime à la télévision et dans les journaux. Tous les citoyens auront droit aux plus grandes libertés à condition qu'ils expriment un secteur du peuple.

La discussion avec Mandel était différente. Nous pensons que tout pays où les travailleurs prendront le pouvoir sera attaqué immédiatement et implacablement par l'impérialisme : avant de s'affirmer, le pouvoir ouvrier devra passer par une terrible guerre civile probablement combinée avec des attaques de l'extérieur. La question est de savoir si à cette époque on peut octroyer des libertés illimitées à tout le monde. Par exemple, selon Mandel, le gouvernement sandiniste doit inviter les « contras »¹⁰⁴ à venir à Managua, avec toutes les garanties pour ouvrir des locaux et s'exprimer à travers la presse. En cas d'affrontement armé, on ne pourrait pas tuer un « contra » mais il faudrait l'arrêter pour le présenter à la justice, en l'assurant qu'il bénéficierait pour sa défense d'un avocat. Et au Salvador, il faudrait offrir les mêmes garanties au major d'Aubuisson¹⁰⁵ et à ses tueurs fascistes.

Nous soutenons, contre Mandel, qu'il n'y a pas de conditions pour donner ces libertés totales à cette étape et que le principal « coupable » en est l'impérialisme.

¹⁰⁴ Voir les notes 64 et 65.

¹⁰⁵ Roberto D'Aubuisson Arrieta, fondateur de l'Alliance Nationaliste Républicaine (ARENA) était le promoteur des escadrons de mort au Salvador, responsables de nombreuses exécutions extra-judiciaires pendant la guerre civile de 1978 à 1982, dont, probablement, celle de l'évêque Oscar Romero en 1980.

Regardez le Nicaragua : le gouvernement sandiniste n'a pas convoqué d'assemblée constituante, ni exproprié la bourgeoisie comme il aurait dû le faire à notre avis, mais il a appelé à des élections bourgeoises et laissé la propriété bourgeoise intacte. Malgré tout, l'impérialisme l'attaque par tous les moyens. Les Américains préfèrent des régimes comme celui du Salvador, de Pinochet ou du Guatemala ; ils disent que ce sont des régimes plus démocratiques que celui du Nicaragua et leurs donnent toutes sortes de prêts, alors qu'ils arment et entraînent la « contra » nicaraguayenne.

Une autre divergence avec Mandel est que, dans son document, écrit à une étape aussi dure de la lutte de classes mondiale, il ne mentionne même pas la possibilité d'invasions impérialistes, de guerres civiles, de guerres entre Etats. Nous, nous avons prévu ces faits et nous avons dit qu'il était nécessaire d'adapter notre objectif, celui de faire régner les libertés démocratiques, à la nécessité de mettre en échec la bourgeoisie et l'impérialisme. Nous approuvons le gouvernement sandiniste lorsqu'il impose la loi martiale dans les provinces attaquées par la guérilla pro-impérialiste à partir des bases en Honduras, et lorsqu'il fait fusiller les « contras » sur le champ. Le document de Mandel dépeint une situation idyllique dans laquelle n'existe ni loi martiale ni rien de tel.

Cette attaque armée de la part de l'impérialisme, ne condamne-t-elle pas la révolution à la bureaucratization ?

L'attaque impérialiste est un facteur en faveur de la bureaucratization, sans aucun doute, mais il

ne faut pas confondre la restriction des libertés avec la bureaucratization. Voyons de nouveau l'exemple de la révolution russe.

Au cours de la première année de la révolution, avant la guerre civile, les libertés démocratiques étaient très larges. Par exemple, le parti Kadete¹⁰⁶ publiait sa presse et présentait ses positions dans les soviets, et c'était pourtant un ennemi mortel du pouvoir ouvrier et ses positions étaient similaires à celles des radicaux de droite en Argentine, sous le péronisme. Il y avait également des libertés artistiques et scientifiques. Lénine n'aimait pas les courants littéraires et plastiques modernes mais il n'a jamais parlé de leur enlever la liberté d'expression et de publication. D'un seul coup, toutes ces libertés politiques, artistiques, scientifiques furent restreintes par la guerre civile et les invasions étrangères. A un moment, la révolution fut réduite à une zone assez petite autour de Moscou, tandis que le reste de la Russie tombait aux mains des armées contre-révolutionnaires. C'est alors que le gouvernement bolchevik décida de supprimer les libertés des partisans de la contre-révolution. Cependant Lénine et Trotsky ont toujours insisté sur le caractère temporaire de ces mesures. C'est ainsi que Martov,¹⁰⁷

¹⁰⁶ Le parti *Constitutionnel Démocratique*, ou *KD* (du nom du parti en russe, *Конституционная Демократическая партия*), issue de la révolution de 1905 et dont un dirigeant, le prince Lvov, est devenu Premier ministre après la Révolution de février 1917.

¹⁰⁷ Julius Martov (1873-1923) fut un des premiers dirigeants du Parti Sociale Démocratie Russe et co-directeur avec Lénine de son journal « *Iskra* » (l'Étincelle). A partir de la scission du parti au congrès de 1903, il fut un dirigeant important de l'aile menchevik et s'opposa à la prise du pouvoir en octobre 1917.

un menchevik critiquant implacablement le gouvernement - ce qui ne l'a pas empêché de s'opposer à la contre-révolution pendant la guerre civile - eut toute la liberté pour présenter ses positions dans les soviets, une fois la contre-révolution mise en échec. Les polémiques entre Martov et Lénine en 1921 furent terribles, et cela alors que le pays était en proie à la famine et au désastre économique, provoqués par la guerre.

Cela veut dire que la révolution russe est la seule à avoir imposé la démocratie ouvrière...

Précisons : c'est la seule parmi celles qui ont triomphé. Dans la révolution espagnole, il régnait au début une grande démocratie, encouragée par les anarchistes, le POUM¹⁰⁸, les trotskystes et même la gauche socialiste. Toutes les organisations avaient de grandes libertés dans la République, jusqu'à ce que les staliniens parvinrent à écraser les anarchistes, un an après le début de la guerre civile. Alors ils éliminèrent ces libertés. Mais comme la révolution espagnole a été défaite par le franquisme, il est inutile de spéculer sur les possibilités de sa bureaucratization si elle avait triomphé. Les révolutions allemande et hongroise de 1918 se sont également basées sur des organismes ouvriers démocratiquement auto-déterminés.

¹⁰⁸ Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste dont Andres Nin (1892-1937) était un des dirigeants les plus importants. Nin appartenait à l'équipe de Trotsky en Russie après 1921 et faisait partie de l'Opposition de Gauche à partir de 1926. Il retourna en Espagne en 1930. Trotsky s'éloigna de Nin quand celui-ci se prononça en faveur du front populaire. Nin fut ministre de la justice de la Généralité de Catalogne en 1936. Les staliniens l'assassinèrent en 1937.

Les révolutions d'après-guerre ne se sont-elles pas toutes bureaucratisées ?

Elles étaient déjà bureaucratisées avant la prise du pouvoir. Certaines ont été dirigées par des partis stalinien, qui appliquèrent leurs méthodes d'organisation au sein de l'Etat. C'est le cas de la Chine. D'autres, comme la révolution cubaine, ont eu à leur tête des armées de guérilla : c'est le commandement de la guérilla qui fixait les positions politiques comme partie intégrante des décisions militaires. Le résultat a été le même.

La question est donc de savoir s'il est vrai, comme le disent certains auteurs, que la révolution est inexorablement condamnée à se bureaucratiser.

Je la formulerai d'une autre manière : il s'agit de savoir si le prolétariat est, oui ou non, capable historiquement de prendre le pouvoir pour instaurer un régime de démocratie ouvrière. A ce niveau, la réponse ne peut être qu'hypothétique, elle ne peut pas être absolue. La seule chose que l'on puisse dire, c'est que l'alternative pour l'humanité est le socialisme avec démocratie ouvrière ou la barbarie.

Maintenant, si on me demande quelle est selon moi l'hypothèse la plus probable, je dois dire que je constate que la classe ouvrière est de plus en plus cultivée, de plus en plus capable d'administrer démocratiquement l'Etat. Il n'y a pas de raisons de croire qu'elle sera incapable de dépasser les stades de démocratie et d'activité révolutionnaire atteintes par le prolétariat russe, allemand ou européen en général.

Avec Solidarność, la classe ouvrière polonaise a donné un exemple de démocratie. Nous

savons bien que Walesa est une sorte de cheval de Troie¹⁰⁹ introduit dans cette organisation, mais l'essentiel est que les questions importantes ont été décidées par vote et que Walesa s'est retrouvé souvent en minorité. Il paraît même qu'à un moment, il a voulu dissoudre l'organisation mais n'a pas pu le faire.

Un autre exemple est celui de la grande mobilisation ouvrière et étudiante en France en 1968. Tout le monde pouvait exprimer ses positions, de Sartre qui était néo-maoïste aux trotskystes qui jouèrent un rôle de premier plan sur les barricades. Au Portugal, nos camarades, qui étaient très peu nombreux et très jeunes, ont obtenu une grande maison pour installer leur local. Ils allaient dans les casernes haranguer les soldats et partaient avec eux exproprier les maisons des aristocrates pour les distribuer aux habitants des bidonvilles. Il y avait une grande démocratie ouvrière et populaire.

Au Nicaragua aussi il y eut une grande démocratie dans les premiers temps de la révolution sandiniste.

En effet, on créait des syndicats partout. La Brigade Simon Bolivar¹¹⁰ avait la liberté d'agir

¹⁰⁹ Dans l'épopée de l'Iliade, de l'antiquité grecque, un cheval en bois, hébergeant des combattants, est introduit par ruse dans la ville de Troie, ce qui met fin à un siège auquel la ville avait résisté pendant des dizaines d'années.

¹¹⁰ La Brigade de combattants internationaux Simon Bolivar, composée de militants de divers pays latino-américains en soutien à la Révolution nicaraguayenne en 1979, participa aux côtés du Front Sandiniste à de nombreux combats qui entraînèrent la chute de la dictature de Somoza. Bien que son centre d'activités fut la zone atlantique où le FSLN n'était pas arrivé, certains des membres de la Brigade étaient en première ligne lors de l'arrivée à Managua et de la prise du bunker de Somoza.

n'importe où, de fonder des syndicats, d'avoir des locaux.

Tous les exemples que nous avons donnés, de la révolution russe à la révolution nicaraguayenne, sont des échantillons de ce qui se passera dans le futur. Pour moi, la question est que la classe ouvrière doit se réapproprier ses traditions. C'est la que nous entrons dans le domaine des hypothèses. Certains soutiennent que le Portugal, le Nicaragua ou la Pologne sont les dernières convulsions d'un processus commencé par la classe ouvrière il y a des années - celui de la démocratie ouvrière directe - et qui a chaviré. Je pense le contraire, que le processus a tendance à se développer de plus en plus. Une seule victoire révolutionnaire qui impose la démocratie ouvrière aura un effet de démonstration formidable, car la classe ouvrière verra la possibilité d'accéder à une qualité de la vie infiniment supérieure à celle qu'on connaît actuellement.

Qu'advient-il de l'art sous la démocratie ouvrière ? Aura-t-il de plus grandes libertés pour s'exprimer ?

Je me reporterai encore à l'exemple de la révolution russe. Ce n'est pas un hasard si, par exemple, Isadora Duncan¹¹¹ a vécu et travaillé en Union soviétique : la révolution attira alors les grands artistes du monde entier. Une des conséquences les plus tragiques du stalinisme fut la per-

Après la victoire, la Brigade se consacra à impulser la création de syndicats et de la centrale ouvrière. Cette brigade fut impulsée politiquement par la Fraction Bolchevique et sa section colombienne, le Parti Socialiste des Travailleurs. Le gouvernement sandiniste expulsa la Brigade du Nicaragua lorsqu'elle tenta de promouvoir une politique de développement de la mobilisation des masses pour l'expropriation de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

¹¹¹ Voir la note 36.

sécution des courants artistiques avec l'avènement d'un art officiel.

En s'autodéterminant démocratiquement, la classe ouvrière a pour grande tâche de transformer la société. C'est une tâche politico-sociale centrée en premier lieu sur l'économie et non pas sur la science ni l'art. Pour nous, il n'existe pas un art ouvrier ni une science ouvrière, ni non plus un art ou une science officielle du parti dirigeant. Tout au contraire, l'Etat ouvrier doit donner toute liberté aux écoles scientifiques et artistiques, et cela veut dire leur donner des moyens matériels pour qu'elles puissent travailler et s'exprimer. Dans ce domaine, la liberté doit être illimitée.

Y compris la liberté de presse ?

Oui.

Mais cela ne dépend-il pas de la force ou de la représentativité des partis ou courants d'opinion ?

Je me refuse à fixer des normes à travers mes réponses. Si nous disons que la classe ouvrière au pouvoir doit accorder la plus large démocratie, c'est elle qui décidera comment elle garantira la liberté de la presse.

Pour moi la liberté de presse et d'expression la plus absolue est une arme formidable aux mains de la classe ouvrière, aussi importante que le développement de la science. Pour le gouvernement de la classe ouvrière et le parti révolutionnaire qui le dirige, c'est une question vitale de connaître les courants d'opinion qui existent et d'avoir des informations véridiques de ce qui se passe dans le pays et dans le monde.

Que signifie « information véridique » ?

C'est une question très impor-

tante, parce qu'un bureaucrate du gouvernement pourrait censurer une information ou une opinion qui ne lui plaît pas sous prétexte qu'elle n'est pas « véridique ». Pour le mouvement ouvrier, pour un parti révolutionnaire, la véracité naît de la confrontation des opinions, y compris du droit de mentir. Liberté de presse veut dire qu'un journal peut raconter ce qui lui plaît. Sinon, il y a censure. Si un journal ment, un autre a la possibilité de le démontrer et l'opinion publique décidera lequel des deux dit la vérité. Il faut permettre le libre jeu de la concurrence dans la presse pour que les lecteurs décident quelle est la publication la plus véridique, intelligente, alerte. Ce n'est pas l'Etat qui doit décider.

Que se passera-t-il avec la religion ?

Je crois que l'on doit respecter la liberté de religion mais l'Etat ne doit pas donner un centime aux curés et à l'Eglise.

Cela signifie-t-il que ce sont les fidèles qui les maintiendront économiquement ?

Je crois que cela sera sans doute le cas. C'est l'Etat ouvrier qui en décidera. La seule chose que l'on puisse dire, c'est que le culte sera une affaire privée. Dans ce sens, l'Eglise sera dans la même situation qu'un club de sport ou un salon littéraire.

On permettra donc l'existence de collèges de curés ou de nonnes ?

Ah ça non, pas du tout. L'éducation c'est comme la poste ou le commerce extérieur. Ce sont des institutions d'une importance vitale qui doivent être nationalisées ; elles ne peuvent ni ne doivent être en des mains privées.

Mais pourquoi les croyants ne pourraient-ils pas avoir leur propre école ?

Parce que tous les habitants d'un pays doivent recevoir une éducation conforme aux plans et programmes que le pouvoir ouvrier a décidé démocratiquement. L'éducation est une tâche que l'Etat ne peut partager ni déléguer à personne, encore moins aux Eglises qui, pour nous qui sommes athées, sont une institution et une idéologie au service des exploités.

Et si le « parlement ouvrier » décide démocratiquement à la majorité que les curés peuvent avoir leur propre école ?

Nous nous soumettons à cette décision, en tant que dissidents. C'est ce qui fait l'essence de la démocratie ouvrière : prendre des décisions à la majorité et respecter ce qui est voté.

Il y a une chose qui préoccupe beaucoup de gens : l'Etat ouvrier permettra-t-il la libre entrée et sortie des personnes du pays ?

Il ferait beaucoup plus que cela. Il essaierait de signer des accords avec la plus grande quantité de pays possible pour que les citoyens puissent voyager sans passeport ni visa, en présentant seulement la carte d'identité. C'est le contraire de ce qui se passe aujourd'hui dans presque tous les pays du monde. Par exemple, pour sortir d'Argentine, il faut renouveler son passeport tous les deux ans. Par contre, dans la Communauté Economique Européenne, tout citoyen d'un des pays communautaires peut voyager dans un des autres, y résider, travailler ou étudier, seulement en présentant sa carte d'identité. Il n'existe aucune autre région au monde qui offre autant de liberté

en ce sens que la CEE, il faut le reconnaître. C'est un peu ce qui se passe entre l'Argentine et les pays limitrophes, mais avec plus de restrictions car seul existe le droit de voyager, pas celui de travailler ou résider en permanence.

Le dernier chapitre de l'autobiographie de Trotsky s'appelle « La planète sans visa ». Il y relate comment il a passé plusieurs années exilé en Turquie, en essayant d'obtenir des visas pour résider dans différents pays : en France, en Angleterre, etc. Même l'Allemagne lui refusa un visa pour suivre un traitement médical. Nous allons supprimer cette monstruosité, pour que personne n'ait plus à écrire ce genre de choses...

Comment sera l'organisation militaire ? Y aura-t-il une armée professionnelle ?

Tant qu'existera le danger de guerre, l'armée professionnelle sera inévitable. La guerre requiert des connaissances scientifiques qui à leur tour exigent une formation professionnelle. Cela va du plus élémentaire - calculer combien d'heures par jour un homme peut marcher en portant une certaine charge - au plus complexe, comme les armes modernes, les fusées, l'aviation. C'est la même réponse que si vous posiez la question de savoir s'il y aura des comptables au ministère de l'Economie ou des ingénieurs dans les entreprises sidérurgiques.

En quoi se différencierait-elle d'une armée bourgeoise ?

En ce qu'elle sera régie par une grande liberté politique. Les officiers, sous-officiers et soldats pourraient participer à des partis politiques, il y aurait une instruction politique et des discussions dans les casernes. Les organisa-

tions ouvrières exerceraient leur contrôle sur les forces armées. Les soldats auraient aussi leurs organismes de contrôle. Je parle de contrôle politique, pas militaire. Par exemple, si un groupe d'officiers commence à comploter un coup d'Etat, les comités de soldats pourraient les dénoncer et même les arrêter.

Y aurait-il un service militaire ?

Probablement oui, mais ce ne serait pas un phénomène traumatisant comme aujourd'hui. Autant que possible, l'instruction militaire se ferait sur les lieux mêmes de travail, sous contrôle ouvrier et populaire. Il s'agirait ainsi de ne pas éloigner le soldat de son lieu de vie et de travail.

Saviez-vous qu'en Espagne le règlement militaire impose au citoyen de faire son service militaire à plus de trois cents km de chez lui ?

Eh oui, comme ça le soldat est coupé de la population locale, il ne se sent pas lié par ses amitiés ou sa famille, surtout pour le cas où il lui faut réprimer une mobilisation. Nous pensons qu'il doit se passer exactement le contraire, le soldat doit être le plus près possible de chez lui.

Pour finir sur ce thème, quel serait le rôle du parti révolutionnaire après la prise du pouvoir ?

Bien, je commençais déjà à craindre que vous ne me le demandiez pas. J'y ai répondu en partie auparavant, mais il y a certains aspects que je voudrais souligner.

L'existence d'un parti comme le nôtre, qui revendique la démocratie ouvrière, l'expropriation de la bourgeoisie et la mobilisation permanente de la classe ouvrière, est une condition nécessaire pour le développement du processus

révolutionnaire. Si un parti réformiste prenait le pouvoir, un parti qui ne croit pas au développement de la révolution mondiale, qui ne pense pas que la grande tâche est de mettre en échec l'impérialisme dans le monde entier, tâche pour laquelle la république ouvrière doit faire les plus grands sacrifices, il se produirait une situation de contradiction aiguë, une crise. Je pense qu'elle se résoudrait rapidement, que le pouvoir reviendrait aux mains du parti révolutionnaire, mais il existe la possibilité que pendant un certain temps le pouvoir reste aux mains d'un parti opportuniste ou centriste, pas aussi extrémiste que le nôtre qui est toujours obsédé par le but de mettre en échec l'impérialisme.

C'est là l'axe central de toutes les réponses que j'ai tenté de donner aujourd'hui, car nous pensons que pour vaincre l'impérialisme mondial, il faut gagner des ouvriers des pays impérialistes. Et pour cela nous devons toucher la conscience de ces travailleurs, les convaincre que le socialisme futur sera infiniment supérieur à l'impérialisme. Nous devons trouver la façon de leur faire dépasser cette conscience arriérée, déformée par l'exemple des pays dits socialistes avec leurs régimes totalitaires. Reprenons la campagne de la Troisième Internationale qui fut capable de convaincre d'immenses secteurs du prolétariat mondial, campagne expliquant que le socialisme et la défaite de l'impérialisme est la seule issue. Nous devons insister inlassablement sur le caractère ultra-démocratique et révolutionnaire à la fois, de notre programme, car c'est le souci de la majorité des travailleurs. En résumé, nous devons convaincre le prolétariat nord-américain du fait qu'il y aura beaucoup plus de démocratie si ce sont eux qui

prennent le pouvoir au lieu de le laisser aux mains de l'oligarchie démocrate-républicaine.

Chapitre 6

Militantisme et vie quotidienne

On dit que le parti léniniste, avec sa structure centralisée, sa discipline quasi militaire, est périmé. En Europe surtout, de grands secteurs de la gauche s'opposent à ce type de structure de parti. Que diriez-vous à ceux qui pensent ainsi ?

Avant tout, ne pas confondre le parti léniniste avec la caricature qu'en a faite le stalinisme. Les courants que vous mentionnez reflètent la répulsion provoquée par les partis staliniens : ils mettent tout dans le même sac, considérant le stalinisme comme la continuation du léninisme, alors qu'en réalité, ils sont opposés. Il est vrai que certaines formes sont conservées, comme la structuration du parti en cellules, équipes de travail permanentes, mais les partis staliniens sont en train de perdre cette caractéristique. La définition du militant (comme personne qui réalise une activité pour le parti et appartient à un organisme où la politique et l'activité du parti sont discutées) est propre au léninisme.

Je voudrais dire en passant, en m'éloignant un peu du sujet, que cette conception léniniste a entraîné la première division du marxisme russe en ailes bolchevik et menchevik, mais elle fut sur-

montée à partir de 1905, lorsqu'un congrès unifié du parti approuva la formule de Lénine. A partir de cette date, la division en deux ailes persista, mais sur la base de divergences dans l'interprétation de la Révolution russe qui devinrent de plus en plus irréconciliables. Ces divergences sont la cause fondamentale de la séparation en deux tendances du marxisme russe.

Pour en venir à votre question, il faut souligner que la discipline militaire fait partie de la caricature stalinienne, qui conçoit le parti comme un organisme dans lequel le sommet décide de la politique et de l'activité, tandis que la base se limite à obéir sans discussion. Il est évident que l'idée d'appartenir à un parti dont l'obligation première est d'obéir ne plaît à aucun ouvrier ou intellectuel sympathisant avec les positions révolutionnaires.

Une large démocratie a toujours régné dans le parti de Lénine, surtout dans les organismes de base. Les ouvriers s'y sentaient à l'aise et libres de discuter et de critiquer. Il ne venait à l'idée de personne qu'un militant puisse être réprimé ou obligé de s'autocritiquer pour ses positions politiques. Il y avait des discussions, quelques fois violentes, mais fra-

ternelles, sans répression.

Il n'y eut jamais d'exclusions du parti ?

Il y a des secteurs et des courants qui ont soutenu des positions profondément antagoniques à celles de la direction du parti. Certains l'ont quitté - ce qui n'est pas la même chose que d'être expulsé pour divergence - mais la majorité de ces secteurs restèrent dans le parti, et leurs porte-parole gardèrent leur place de dirigeants. C'est pour cela que je dis que la liberté était presque absolue.

Dans le Parti bolchevik, la discipline, c'est-à-dire la participation active de tout le parti dans la lutte des classes sur la même ligne politique, se combinait avec une authentique démocratie interne. L'histoire le démontre : aucune des grandes résolutions n'a été prise à l'unanimité et je parle ici de décisions aussi importantes que la prise du pouvoir.

Certaines discussions furent publiées dans le journal du parti, comme par exemple la discussion sur l'économie soviétique à laquelle participèrent Boukharine, Preobrajensky et d'autres grands théoriciens et dirigeants. Cela se passait dans les années 20, avant que Staline ne contrôle totalement le parti.

L'exemple de Zinoviev et Kamenev dans la Révolution d'octobre est intéressant...

En effet, tous les deux se sont opposés à la prise du pouvoir en 1917. Ils étaient en droit de le faire. Le problème est que, quand le Comité central du parti vota pour l'insurrection, ils révélèrent publiquement ce vote d'une manière indirecte, par des déclarations aux journaux bourgeois. Ainsi, ils violaient non seulement la règle élémentaire consistant à appliquer ce qui a été voté, mais de plus, ils mettaient en péril rien moins que la victoire de la révolution. C'est pour cela que Lénine les traita de traîtres et de jaunes et exigea leur expulsion. N'importe quel travailleur peut comprendre son attitude : si une assemblée d'usine vote à la majorité pour la grève, celui qui ne s'y conforme pas est un jaune.

De toute façon, Kamenev a démontré plus tard une grande loyauté envers le parti, il se mit aux ordres du Comité central et participa activement à l'insurrection. Par contre, Zinoviev resta en marge.

Lénine les chargea ensuite de certaines des plus grandes tâches de la révolution. Zinoviev fut président de la III^{ème} Internationale pendant les premières années et les deux furent membres du Bureau Politique, l'instance de direction la plus haute du parti au pouvoir.

Le Parti bolchevik était ainsi : tout se discutait, même publiquement dans les pages de la Pravda.

Comment définissez-vous le parti en tant que groupe humain ?

Il y a des années, quand j'étudiais la sociologie, j'ai lu un livre de Georges Gurvitch, un grand admirateur de Nathanael

Moreno, l'inventeur du psychodrame comme méthode de psychothérapie.

En s'appuyant sur Nathanael Moreno et d'autres psychologues et sociologues, Gurvitch dit qu'il existe trois types de groupes humains. C'est une classification purement sociologique sur la façon dont s'organise l'homme depuis qu'il existe. Certains groupes sont sectaires, fermés, avec des directions despotiques. D'autres sont presque amorphes. Et il existe un troisième type de groupe qui allie les qualités des deux : il est très démocratique et en même temps dynamique et homogène. Dans sa description de la morphologie, appelons-la ainsi, des groupes, Gurvitch dit qu'il y a un secteur leader et aussi un sujet sur lequel on rejette les fautes, et tout cela, j'ai pu le confirmer dans la réalité.

Depuis que j'ai lu Gurvitch, je considère que le Parti bolchevik correspond parfaitement au troisième type : un groupe solide, fort, dynamique, très uni et fraternel, tout en étant démocratique.

Certains nous voient de l'extérieur comme un bloc monolithique...

Oui, ou comme des gens qui agissent mécaniquement. On m'a raconté que dans une faculté, quand nos camarades arrivent, les militants d'autres tendances font des gestes imitant les automates. Cela ne me gêne pas. C'est seulement une caricature d'une de nos qualités, celle de frapper comme un seul homme avec les mots d'ordre approuvés. Ils veulent faire croire que parmi nous, dans le parti, il n'existe pas de rapports fraternels et de grandes discussions.

La fraternité, la confiance, c'est un autre élément fondamental.

C'est le mortier qui cimente un parti. Cette confiance entre révolutionnaires ne peut pas exister sans démocratie ; ce qui nous unit tous, c'est que chacun de nous sente que les autres sont ses compagnons de lutte.

Pourquoi le fonctionnement discipliné, en bloc, est-il si important ?

Cela a été prouvé par l'histoire. La discipline, la centralisation, les militants qui se donnent entièrement au parti, sont des caractéristiques que l'on peut accepter ou rejeter, aimer ou haïr, mais il n'y a pas eu une seule révolution qui n'ait été dirigée par un organisme de ce type. Un organisme laxiste, non discipliné, non-jacobin¹¹², ne peut pas prendre le pouvoir. Dans ce sens, nous pouvons dire que le parti est démocratique dans la discussion et fonctionne comme une armée dans l'action.

Remettre en cause le centralisme, c'est remettre en cause l'efficacité même. Si un anarchiste me dit qu'il rejette toute forme de centralisation, je réponds que je respecte son opinion, mais que la discussion a deux niveaux : l'un, c'est ce que l'on veut ; l'autre, c'est que l'histoire a choisi le centralisme contre l'anarchisme pour ce qui est de l'efficacité. Aucune révolution du 20^{ème} siècle n'a triomphé sans un degré élevé de discipline et de centralisme. C'est logique, car il s'agit d'affronter l'Etat, son armée, sa police et son appareil.

Cette discipline existe aussi dans les partis bourgeois ?

¹¹² Les jacobins étaient des bourgeois très engagés dans la Révolution française de 1789, un « club » - nous dirions aujourd'hui un parti - qui agissait de façon fort centralisée, surtout à partir de 1792, quand Robespierre en assumait la direction.



Non, sauf dans les partis bonapartistes¹¹³, les mouvements nationalistes de droite et les groupes fascistes qui veulent faire une contre-révolution. Les partis traditionnels du régime bourgeois ne possèdent pas cette caractéristique. Ils n'en ont pas besoin d'ailleurs, puisqu'ils ont déjà toutes les institutions de l'appareil d'Etat en leur faveur. Ils ne luttent pas pour conquérir le pouvoir, ils ne veulent pas changer le régime bourgeois mais le défendre. Ce fonctionnement, qui permet l'existence de différentes ailes et tendances permanentes au sein d'un parti, attire la classe moyenne et même certains secteurs du mouvement ouvrier qui pensent s'y retrouver. Il est clair qu'aucun de ces partis n'a fait une révolution ni ne veut de contre-révolution de type fasciste-nazie. Je ne crois pas que les partis Démocrate et Républicain des Etats-Unis, ou le Parti Conservateur et le Parti Travailleur d'Angleterre, veuillent diriger une contre-révolution fasciste, et ne parlons pas d'une révolution ouvrière. L'insurrection ouvrière et la lutte armée, ou un putsch contre-révolutionnaire, ne peuvent triompher que s'ils sont dirigés par un organisme centralisé, avec une discipline de fer.

La discipline de parti ne produit-elle pas l'aliénation ?

J'ai eu une polémique avec Mandel et Novack¹¹⁴ sur ce thème. J'ai une dette envers ces camara-

¹¹³ Des partis qui, comme Napoléon *Bonaparte*, se mettent au-dessus de la mêlée des différentes tendances bourgeoises en temps de crise.

¹¹⁴ Georges Novack est un théoricien marxiste nord-américain et un des fondateurs du mouvement trotskyste dans ce pays. Moreno a écrit une longue introduction à *La logique dialectique de Novack*, sous le titre *Lógica marxista y ciencias modernas* (1972).

des, celle de ne pas avoir exposé mes positions par écrit. Je pense que dans ce monde aliéné, le parti joue un rôle désaliénant. Le militant est pris dans une contradiction, car la société l'aliène mais il vit dans cette société. Le parti lui donne toutes les possibilités de combattre l'aliénation.

J'ai l'impression que de nombreux artistes et scientifiques ont réussi individuellement à avoir une vie heureuse. Parce qu'en dernière instance, l'aliénation se réduit à cela : c'est la science du bonheur ou du malheur de l'homme provoqué par un régime social. Je crois que certains secteurs privilégiés, très peu nombreux, ont réussi à se réaliser, à vivre heureux. Si la première condition de la désaliénation est de mener une vie pleine, dans laquelle on aime ce qu'on fait, je crois que non seulement le parti l'apporte mais aussi, dans certains cas, la science et l'art.

Le régime capitaliste, monopoliste, ferme cette possibilité. Imaginons par exemple un garçon passionné de cinéma et qui veut faire un film : c'est pratiquement impossible, sur mille ou deux mille candidats réalisateurs de cinéma, un seul réussit.

Le système capitaliste étouffe le développement des qualités de l'individu, qu'elles soient naturelles ou acquises, ou les emploie quand elles servent ses profits. L'exemple du cinéma vaut pour tout autre domaine de l'art et de la science...

Et le sport ?

Le sport aussi. Le grand joueur de golf argentin Roberto de Vicenzo, par exemple, vient d'une famille humble. Le golf est un sport de riches, mais il a eu la chance de travailler comme caddy dans un club de golf et c'est ainsi

qu'il a été découvert. Combien de milliers de jeunes sont passionnés par ce sport ou un autre et n'ont pas eu autant de chance que Vicenzo ?

Le cas de Gabriella Sabatini, la joueuse de tennis, est différent. A quatorze ans, la famille, les amis, l'ont enlevé de l'école pour lui faire faire une carrière professionnelle. Entre l'entraînement, les voyages et les tournois, elle n'a pas le temps de faire autre chose. Les impresarios du sport gagnent ainsi des millions de dollars. Elle aussi gagne beaucoup d'argent, mais elle se transforme en monstre qui ne sait pas autre chose de la vie que jouer au tennis. Même si elle remporte beaucoup de succès dans sa carrière, elle s'achemine vers une crise personnelle.

Bien, revenons au parti...

Oui. Je considère le parti révolutionnaire, sa démocratie interne, son programme révolutionnaire de mobilisation permanente, comme le support le plus solide pour combattre l'aliénation, ou, autrement dit, le moyen le plus sûr d'atteindre un certain degré de bonheur et de réalisation personnelle.

J'ai connu bien sûr des groupes de gauche, et même trotskystes, qui étaient aliénants. Ils reflétaient d'une certaine manière l'aliénation de la société capitaliste. Ils interdisaient par exemple aux militants d'avoir des enfants ou au contraire leur ordonnaient d'en avoir. Ils imposaient quelques fois des règles de vie très strictes.

Cela n'arrive pas dans les partis fortement enracinés dans la classe ouvrière, qui participent à sa vie, perçoivent ses points forts et ses faiblesses, s'harmonisent avec elle, tentent de la diriger. Il s'ouvre alors à leurs militants des possibilités immenses de déve-

loppement que la société capitaliste leur refuse.

Regardez notre parti : si un camarade est doué pour parler, écrire ou autre chose, on l'encourage à étudier et à se développer. La société apprend à mentir, à cacher ce que l'on pense, à ne pas voir ses propres points forts et points faibles. Le parti est un contrôle social qui nous permet de nous découvrir nous même et de nous développer.

Si un camarade fait montre de grandes dispositions pour une tâche déterminée, on l'incite à la réaliser. On n'oblige personne à remplir une tâche qui ne lui plaît pas, sauf s'il l'accepte volontairement. Tout cela crée un climat de camaraderie dans la lutte.

Que répondriez-vous à ceux qui disent que le militant perd son individualité ?

Qu'il se passe exactement le contraire. La créativité individuelle se développe avec un contrôle social, celui du parti. La société bourgeoise aussi exerce un contrôle, mais elle cherche l'effet contraire : si l'individu est un ouvrier, il n'est bon qu'à passer sa vie à fabriquer des capsules par exemple. Pour le Parti bolchevik, l'individu est sacré, le parti cherche toujours le moyen de l'aider à se développer ; et de se développer justement dans les activités les plus nobles de l'être humain : écrire, parler, organiser, lutter.

Il n'y a pas de travail plus aliénant et plus abrutissant que celui de la chaîne de production ou de la mine. Le mineur travaille toute sa vie à enlever des tonnes de charbon. Mais si ce mineur est un militant révolutionnaire, il enlève du charbon avec les autres et en plus il essaie d'organiser ses camarades pour la lutte, sort des tracts, prend la parole, réalise

toute une série d'activités humaines qui le rendent heureux. Il peut être attristé par la défaite d'une lutte mais en tout cas, c'est de la joie ou de la tristesse humaine, pas les sentiments animaux créés par le travail aliéné.

Il existe une conception très courante, celle que la vie personnelle, intime du militant est soumise à la discipline du parti. Autrement dit, le militant ne peut pas prendre une décision personnelle sans l'accord du parti.

C'est totalement faux. Le parti ne se mêle de la vie intime de personne. Sauf, évidemment, si cela met en jeu sa sécurité. Si quelqu'un considère que saboter une grève ou révéler des questions internes de l'organisation à la police sont des affaires personnelles, le parti a le droit de se défendre. Il n'interdit à personne d'étudier ou de travailler. Le parti n'exige d'un camarade qu'un militantisme discipliné et le respect des engagements pris. Dans ce cadre, nous nous réjouissons tous énormément lorsqu'un camarade obtient des succès dans ses activités personnelles, qu'il s'agisse des études, du sport ou d'autre chose.

Il y a un fait qui a attiré l'attention d'observateurs fraternels qui assistent à des réunions du MAS¹¹⁵ et de ses partis-frères dans d'autres pays, c'est le climat de joie et de rires qui règne dans nos réunions. Marx parlait déjà de cela en son époque et une de mes critiques à Mandel et Novack, c'est qu'ils ignorent cette citation et cette position de Marx. Je veux dire par là que le militant du parti peut et doit être heureux par l'activité qu'il mène avec ses camara-

¹¹⁵ A l'époque la section argentine de la LIT-QL

des, et par conséquent se désaliéner jusqu'à un certain point, celui qu'impose une société monstrueuse. C'est une relation dynamique et contradictoire : la société qui exploite et aliène, le parti qui désaliène.

A l'extérieur du parti il existe une image très différente. On dit, par exemple, que le parti décourage les militants qui veulent avoir des enfants, car cela détourne des forces qui devraient être consacrées à l'activité politique.

La première chose à dire c'est que, dans mon parti, tout le monde a des enfants, il y a plein d'enfants. Moi-même j'ai des enfants. Si la révolution tarde à venir, nous pouvons dire que nous allons avoir un grand parti par simple reproduction, si nous parvenons à ce que les enfants soient révolutionnaires comme leurs parents. Bon, ça c'est une première réponse.

Maintenant, comme je le disais auparavant, j'ai connu des organisations qui interdisaient à leurs militants d'avoir des enfants et contrôlaient sévèrement leur vie personnelle. Notre conception est bien différente. Ceci étant dit, il existe certaines normes objectives que tous doivent suivre, mais c'est le propre de tout groupe humain : on ne peut pas être membre d'un club sportif, par exemple, si on ne paie pas sa cotisation mensuelle et si l'on observe pas certaines règles de conduite. Le militant respecte les règles du parti et fait de sa vie personnelle ce qu'il veut.

Passons à un autre aspect de la vie du parti, j'aimerais que vous me parliez un peu de la morale prolétarienne ou de la morale du parti

Ce n'est pas la même chose. La morale prolétarienne est liée à

l'activité syndicale, c'est le respect des décisions des assemblées, participer aux grèves, être solidaire des luttes des autres entreprises, être un bon camarade, pas un jaune ou un allié du patron. La morale prolétarienne cherche la cohésion de la classe dans la lutte et dans la vie quotidienne ou, autrement dit, que la classe ouvrière se reconnaisse en tant que classe et soit solidaire.

La morale du parti répond aux besoins du parti. C'est beaucoup plus strict. Elle fait partie de la morale ouvrière, mais elle a des exigences plus grandes et plus spécifiques.

Prenons un exemple récent : la grande grève des mineurs anglais¹¹⁶. J'ai lu qu'il y avait beaucoup de colère contre les mineurs du district de Nottingham qui ont saboté le conflit. Les grévistes sont donc allés les voir pour essayer de les convaincre d'arrêter le travail. Il y eut quelques heurts et le gouvernement en profita pour réprimer les grévistes, disant que cette grève était « violente ». Ces jaunes ont donc manqué à la morale prolétarienne.

Supposons qu'un de nos camarades ait participé à cette grève mais sans y militer activement. Nous dirions qu'il n'a pas manqué à la morale prolétarienne mais qu'il a manqué à la morale du parti, car elle exige des militants du parti qu'ils soient les meilleurs militants, les plus courageux, les premiers à lutter quand la situation l'exige.

On peut parler également d'une morale de race, entre les races opprimées. En Afrique du Sud, il y a une morale noire très puissante et très progressiste qui s'exprime, par exemple, dans le fait que dans les quartiers, on tue les noirs qui collaborent avec

l'apartheid, comme les policiers noirs. Cette morale est une arme puissante contre le régime des blancs.

En termes généraux, la morale est un corps de règles nécessaires au bon fonctionnement d'un groupe humain. Dans le cas du parti, cela signifie respecter les décisions prises. Cela signifie aussi la fraternité entre camarades, car le parti est une fraternité de combattants, de persécutés. Manquer à cette fraternité, c'est manquer à la morale du parti.

Diriez-vous qu'un dirigeant du parti manque à la morale du parti s'il cherche à s'enrichir personnellement ?

C'est relatif. Une étude sociologique démontre que nombre des grands dirigeants marxistes du 20^{ème} siècle venaient de la grande bourgeoisie.

Chez tous les militants, il existe une contradiction très grande : ils font partie de la société et en même temps leur activité militante vise à la transformer. Cela signifie que si Einstein entrait dans notre parti, il ne cesserait pas pour autant de suivre sa carrière universitaire et de s'acheter tous les livres dont il a besoin, ni d'aller à des congrès scientifiques pour lesquels il aurait besoin de ressources assez élevées.

Je pense qu'un dirigeant ne peut pas être patron d'une entreprise capitaliste, mais il peut tout de même y avoir des exceptions. L'une d'elles est célèbre, elle remonte au début du mouvement marxiste : Engels était gérant de l'usine de son père, mais il utilisait une bonne part de l'argent qu'il gagnait à aider Marx, qui était très pauvre, afin qu'il puisse se consacrer à ses études sans souci d'ordre économique.

J'insiste, ce sont des excep-

tions. La règle est qu'un dirigeant ne doit pas s'enrichir, et encore moins en exploitant le travail ouvrier, comme un capitaliste.

Et un militant de base ?

Pour les militants de base les règles sont moins rigides. Mais le problème est que tous les militants, qu'ils soient dirigeants ou de base, subissent des contradictions en vivant dans la société. Nous savons tous que nos pires ennemis sont l'armée et la police, qui visent à nous détruire. Maintenant, supposons que par notre propagande nous gagnions un officier à nos idées. A un certain moment nous pouvons lui demander de rester dans l'armée pour gagner d'autres officiers, au lieu de démissionner. Ce militant vivrait une contradiction aiguë.

Il en est de même si nous gagnons un curé. Dans les années 1930, il y avait un pasteur américain, Edwin Muste, qui militait avec les trotskystes qui fondèrent le SWP. C'était un camarade très discipliné, mais il n'a pas cessé pour autant d'aller au temple et d'y célébrer les cultes. Il militait à la fois pour l'opium du peuple et pour un parti qui voulait en finir avec l'opium du peuple. Ce sont des contradictions personnelles qui se posent.

Comment le parti les résout-il ?

Tout d'abord, le parti n'est pas une clinique psychiatrique mais une organisation politique. Ces contradictions sont le sous-produit du militantisme dans le parti, elles sont les aspects subjectifs, psychologiques de l'activité. Le parti n'a pas à avoir une politique directe pour résoudre ce type de problèmes. Ses tâches sont politiques.

Pour moi, l'activité du parti provoque en général une tendance vers le développement des

¹¹⁶ Voir la note 23.

qualités personnelles et la désaliénation. On pourrait comparer mon cas à celui de Muste : quand j'étais jeune, j'étais idéaliste et l'activité militante m'a amené à des conclusions de type matérialiste. Muste, par contre, a abandonné le parti et retrouvé l'église, bien que jusqu'à la fin de sa vie, il fut un dirigeant du mouvement contre la guerre du Vietnam.

Cela signifie que les cas sont individuels, mais le parti offre un moyen pour l'individu de développer ses facultés. Cela, j'insiste encore, est un sous-produit de l'activité militante qui est essentiellement politique.

Il y a des camarades qui vivent du parti, n'est-ce pas ?

Oui, ce sont des camarades qui sont toujours à la disposition du parti, ils doivent voyager, s'occuper politiquement de différentes zones, les aider dans leur développement. Il peut s'agir d'un camarade ayant une longue expérience politique ou syndicale que le parti envoie soutenir une direction régionale lorsqu'un événement important dans la lutte des classes a lieu, une grande grève ou un « Cordobazo¹¹⁷ ». La presse du parti a aussi besoin de camarades qui s'y consacrent exclusivement. Il y en a d'autres qui ne sont pas des dirigeants mais qui remplissent des fonctions indispensables : le parti ne peut pas se passer d'avocat, de comptable, de camarades qui accomplissent des tâches de secrétariat, enfin, tout ce qu'on appelle l'appareil du parti.

¹¹⁷ Un mouvement de protestation généralisée dans la ville argentine de Cordoba, en mai 1969, qui a fait tomber le ministre d'économie Krieger Vasena et a déclenché dans tout le pays un mouvement de lutte contre la dictature d'Onganía.

Et de quoi vivent-ils ? Parce qu'il est évident qu'ils ne peuvent pas travailler huit heures par jour...

De ce que leur paye le parti, c'est-à-dire en général de l'équivalent d'un salaire ouvrier moyen. Quelques fois, cela peut être un peu plus. Dans un pays où ce salaire moyen est très bas - par exemple au Nicaragua, où il tourne autour de 12 dollars par mois, je crois - cela ne suffit pas à un dirigeant qui doit voyager dans le pays pour s'occuper des différentes zones du parti. Alors on le paye un peu plus, ou on lui donne des billets pour voyager. Mais en principe, nous donnons le salaire moyen ouvrier à ces camarades que nous appelons permanents.

D'où viennent les fonds employés à cela ?

Fondamentalement des cotisations des militants. Un des premiers enseignements que l'on donne aux camarades qui s'approchent de nous, c'est que notre parti est un parti ouvrier qui ne peut subsister sans les cotisations. Pour nous, c'est une question morale et politique de première importance, cette contribution mensuelle. C'est comme la cotisation syndicale, tous les ouvriers la payent. La seule différence, c'est que dans notre cas, le montant est volontaire, il y a des camarades qui ont plus de moyens que d'autres et cotisent plus.

Est-ce que ce serait le cas d'un de nos députés ? Parce qu'en Argentine, le salaire d'un parlementaire est huit ou neuf fois supérieur au salaire d'un ouvrier.

Un camarade qui est élu au parlement devient permanent du parti, avec une tâche spécifique. Alors on lui demande de verser la

majeure partie de ses revenus et de ne garder que ce dont il a besoin pour vivre.

Cela fut le sujet d'une grande discussion au Pérou, où notre parti-frère avait plusieurs députés. J'étais d'avis qu'ils gardent un montant supérieur au salaire ouvrier moyen et même qu'ils profitent de ce que leur donnait l'Etat pour s'acheter une maison et une voiture. D'autres camarades étaient contre et il y a eu beaucoup de discussions. Si une délégation ouvrière vient présenter un problème à l'un de nos députés, il me paraît élémentaire qu'il leur offre un café et qu'il puisse le faire à la cafétéria du parlement bien qu'elle soit un peu plus chère. Et pour cela, le salaire moyen ne suffit pas.

Il y a d'autres problèmes à étudier. Comment aidons-nous par exemple un camarade qui a plus de 40 ans, un âge auquel il est difficile de trouver du travail, et qui, par son dévouement et son travail pour le parti, n'a pu acquérir aucun métier. Ou bien si le parti a besoin de beaucoup d'argent, nous pourrions demander à un camarade de famille bourgeoise de gérer les affaires familiales pour qu'il apporte une cotisation très élevée comme l'a fait Engels pendant toute une période.

Pour résoudre ces problèmes de situation sociale des camarades, nous sommes démocratiques également. La discussion au Pérou fut terrible. Les camarades parlementaires étaient les plus complexés, ils se sentaient coupables vis à vis du parti de recevoir un peu plus de salaire pour leurs tâches spécifiques. L'important était que la discussion se fasse et tous ont veillé à ce que ce soit résolu.

Et qu'est-ce qui fut décidé ?

Que les camarades gagnent un peu plus que le salaire ouvrier moyen. J'ai mentionné tous ces cas comme exemples des différentes contradictions que subit le parti.

Il est évident que d'une façon ou d'une autre, les tares de la société entrent dans le parti. Le machisme par exemple. De nombreuses militantes pensent qu'il existe une oppression de la femme au sein du parti. Etes-vous de leur avis ?

Pour moi oui, elle existe. Il est évident qu'un ouvrier machiste ne va pas cesser de l'être du jour au lendemain par le seul fait d'entrer au parti. Je vais vous raconter une anecdote de la révolution portugaise. Parmi les grands dirigeants du maoïsme portugais, il y avait un couple, excellents militants tous les deux, elle surtout, qui était carrément brillante. Dans un congrès maoïste, qui se fit dans un théâtre, elle était en train de parler, et il semblait qu'elle s'étendait un peu trop. Alors il lui cria de son fauteuil : « Bon, ça va. Tu as déjà parlé assez ! ». Elle s'est alors interrompue, coupant carrément son intervention.

Les choses sont ainsi. Peut-être que quelqu'un connaît-il une pilule antimachiste à effet immédiat, moi, non. C'est un processus qui prend des années.

En général, je vois une grande progression dans le parti. Il y a du machisme mais c'est un parti très sain et des avancées sont faites pour le surmonter.

La camarade Nora Ciappone a dit dans une interview à la radio que notre parti était le seul dont le Comité Central était composé de 33% de femmes.

Et ce pourcentage est encore plus élevé dans les directions locales. A une époque, la propor-

tion de femmes dans la direction dépassait les 50%. C'est pour cela que je dis qu'il y a un bon climat dans le parti, y compris parmi les camarades masculins. Certains camarades en souffrent mais ils doivent l'accepter.

Ceci dit, j'ai vu aussi le phénomène inverse. Les camarades femmes vont peut-être s'horrorifier, mais j'ai constaté à différents échelons du parti que les militantes dominaient leur couple. Je ne le dis pas pour critiquer : il y a huit mille ans que les femmes souffrent de l'oppression, il est donc logique et même progressiste que la situation s'inverse. Mais c'est une réalité.

Que signifie « à différents échelons » ?

Différents secteurs, comme par exemple celui des cadres moyens. Les tâches domestiques, comme le repas, la lessive, les courses, sont faites par les hommes. Je me souviens d'une discussion qui a eu lieu avec une camarade, un excellent cadre. J'avais l'habitude d'aller chez elle et elle revenait toujours sur le problème de l'oppression de la femme dans le parti. Elle ne travaillait pas car son père lui donnait de l'argent. Son mari, lui, travaillait et en plus il était étudiant ; c'était un grand dirigeant étudiant. Il se levait tôt tous les matins pour faire le ménage, puis il partait au travail, revenait le midi préparer le déjeuner et ainsi de suite.

La camarade voulait publier un bulletin interne, dans le parti, sur l'oppression de la femme. Moi j'étais contre, cela semblait exagéré. Un jour je lui ai dit : « Dis-moi, camarade, quelle est la personne dans ta maison qui travaille huit heures par jour et en plus lave, repasse, cuisine, etc... ? Et quelle est la personne qui non seulement

ne travaille pas mais ne fait pas non plus les tâches domestiques ? » La camarade, très honnête, répondit : « Je ne m'étais pas rendu compte que je ne faisais rien, que mon compagnon fait tout ».

Des années plus tard, en exil, j'ai eu la même discussion avec la dirigeante de notre parti-frère bolivien, mariée à un camarade suédois. Je ne connaissais pas la vie quotidienne de cette camarade, mais quand elle me parla du machisme dans le parti, je lui racontai la même anecdote. Elle me regarda très sérieusement et me dit : « Oh là là ! Mon pauvre compagnon (elle lui donnait un surnom très affectueux, elle était très amoureuse de lui), je me rends compte que je suis dans le même cas, c'est lui qui fait tout à la maison ».

Je répète que je ne dis pas ça pour critiquer, car cela me paraît même positif, cela fait partie du processus. Je crois que dans ce sens aussi le parti joue un rôle désaliénant, qui permet aux camarades de se dépasser dans tous les domaines.

Tous ces exemples, depuis les camarades qui restent machistes aux couples où la situation est inversée, plus le fait que les militantes progressent et parviennent à devenir dirigeantes, tout cela démontre que le processus est très inégal, et je crois qu'il va l'être encore.

On parle beaucoup du problème du couple dans le parti. Beaucoup de critiques mal intentionnés disent que les gauchistes sont des dégénérés...

Parce qu'il n'y a pas de stabilité familiale dans le parti ?

Exactement

Et où y a-t-il stabilité familiale en Argentine ou dans le monde ?

Les faits sont là. Le parti n'a pas de raison d'être différent, bien qu'il le soit dans le sens où entre nous il y a plus de franchise. Les valeurs bourgeoises se sont écroulées et sans la victoire du socialisme de nouvelles valeurs ne se sont pas imposées. Cela se reflète dans tous les secteurs de la société et dans tous les pays.

Je crois qu'avec la libération sexuelle, l'absence de cynisme et la libération de la femme, tous des faits très positifs, s'introduit un élément de consommation. Comme le socialisme n'a pas triomphé, la libération de la femme a entraîné un phénomène bourgeois, de consommation sexuelle. Cela se passe dans toute la société et aussi, en toute logique, dans le parti.

Que signifie consommation sexuelle ?

Que la sexualité, l'acte sexuel, s'est dévalorisé. Dans ma jeunesse, la sexualité avait une grande valeur. Ceux qui formaient un couple faisaient tout leur possible pour qu'il n'y ait pas de rupture. Avec la libération et l'absence de victoire du socialisme, il se produit un phénomène de consommation : « Je sors avec une telle et si ça ne marche pas j'essaierai avec une telle ». L'une ou l'autre, c'est la même chose. Et c'est pareil pour les femmes. C'est pour cela qu'il y a consommation de sexe. C'est comme la mode - aujourd'hui on met des pantalons larges, demain serrés - transposée sur le terrain sexuel. Cette consommation est un élément négatif au sein du phénomène très positif de la libération sexuelle.

Moreno, vous défendez donc la monogamie !

Ce n'est pas ce que je voulais

dire, pas du tout. Je suis partisan des relations plus ou moins profondes et durables. Dans notre étape de crise et de libération sexuelle, il me semble que la monogamie est dépassée, je ne la revendique que dans le sens où les relations sont plus profondes et, dans la mesure du possible, durables.

Mais peut-être ne suis-je tout au plus que le reflet d'une conception périmée et qu'en réalité, les rapports sexuels sont en train de devenir une question totalement secondaire, au point que former un couple n'a pas plus d'importance que de prendre un verre d'eau. L'humanité tend peut-être vers cela et nous ne devons pas avoir de préjugés.

Que pensez-vous de l'homosexualité ?

C'est un problème très complexe, auquel personne n'a donné une réponse adéquate. Tout d'abord, pour nous, être homosexuel c'est pareil qu'être blond ou avoir une grande bouche. Cela nous semble tout à fait normal.

En tant que problème social, c'est très complexe. Les sexologues que j'ai lus pensent que l'oppression des homosexuels masculins, qui a toujours été très intense, commence à s'atténuer ces dernières années. Tout comme il y a 30 ou 40 ans, la société rejetait une femme qui avait plusieurs relations de couple, et que maintenant elle commence à l'accepter, il semble qu'il se passe la même chose avec les homosexuels. Il reste beaucoup de préjugés mais ils disparaissent peu à peu.

Certains sexologues italiens revendiquent l'homosexualité féminine : ils disent que dans la relation hétérosexuelle, la femme est soumise, alors que dans la

relation homosexuelle, elle devient sujet. Il y a une grande amitié et une franchise, les membres du couple se disent librement ce qui leur plaît, etc. ...

Je trouve l'homosexualité tellement normale que je refuse d'en faire la propagande. Dans ce sens, je suis tout à fait d'accord avec Daniel Guérin, le grand historien marxiste français - et homosexuel reconnu - auteur d'un livre où il revendique son homosexualité. Pour moi, c'est le meilleur texte sur ce thème.

Dans la préface à l'édition japonaise de son livre, Guérin alerte les homosexuels contre leur tendance à faire de leur libération une fin en soi, et que le grand problème que doit se poser tout militant est celui de la transformation de la société.

Un camarade homosexuel, dirigeant du parti brésilien, voulait former un courant au sein du parti pour l'homosexualité. Je m'y suis opposé, parce que précisément, je considère l'homosexualité aussi normale que l'hétérosexualité.

Supposons qu'un courant de ce type se crée dans le parti, avec droit de fraction. Cela signifie que dans les locaux, il y aurait des petits salons avec chacun son petit écriteau : « Hommes et Femmes », « Hommes et Hommes », « Femmes et Femmes », et chaque fraction aurait son bulletin.

Mais les homosexuels sont réprimés, les hétérosexuels non.

Ah, non, ça c'est autre chose. Au sein de la société, nous luttons à mort contre l'oppression des homosexuels et toute sorte d'oppression : nationale, raciale, etc. Je voulais dire que je m'oppose à mener ce type d'activité à l'intérieur du parti. A l'extérieur, nous combattons l'oppression des ho-

mosexuels qui est pour moi liée à l'oppression de la femme.

Bien, nous allons poser la dernière question de ce livre. Quel bilan feriez-vous de votre vie militante ? Mais ne vous offensez pas, nous savons qu'il vous reste de nombreuses années encore.

Vous me demandez un bilan personnel ?

Oui.

Bien. Depuis que Trotsky a écrit son superbe testament, c'est un lieu commun pour les trotskystes de dire : « si je devais revivre, je ferais exactement la même chose, mais en rectifiant quelques erreurs ». Je revendique totalement le fait d'avoir été un militant professionnel, tout entier consacré au parti et à la révolution. Maintenant, je crois que nous avons commis beaucoup plus d'erreurs que Trotsky et les bolcheviks. Quand je dis que nous sommes des trotskystes barbares, c'est parce que je le crois vraiment, je ne fais pas de démagogie. Nous nous sommes formés tout seuls, sans l'aide d'une véritable internationale. Alors, pour faire le bilan, sans peine mais avec très peu de

gloire, je vois une énorme quantité d'erreurs, certaines très graves et d'autres ridicules même. Nous avons dû payer le prix de l'absence d'une internationale, comme celui de la mort de Trotsky. Si vous voulez un exemple : en 1947 le parti s'est présenté aux élections avec le programme de la Commune de Paris, qui n'avait rien à voir avec la situation argentine. Si nous n'avions pas commis une infinité d'erreurs comme celle-ci, je suis convaincu que nous serions dans une bien meilleure situation.

Une autre erreur très grave est d'avoir eu autant de permanents dans le parti. Si je pouvais revenir en arrière, je pense qu'il faudrait éviter cela, que beaucoup de camarades qui étaient permanents, payés par le parti, auraient dû aller travailler et s'insérer dans la société. La permanentisation crée des tendances au repliement, à la marginalisation par rapport à la société.

Mais mon problème le plus grave est celui de l'équipe de direction : comment la former, quels sont les sacrifices nécessaires pour que les dirigeants aient de bonnes relations entre eux.

Pendant longtemps, je n'ai pas compris ce problème. Quand je l'ai compris enfin, grâce à la direction du Socialist Workers Party et à Joe Hansen¹¹⁸ en particulier, il était déjà tard.

Certains camarades de la vieille garde affirment que la rupture de la vieille équipe de direction, avec Bengochea, Lagar, Fucitto et d'autres, était inévitable à cause de l'influence politique du castrisme. Ce facteur existait, mais je crois que s'y sont ajoutés des éléments de type subjectifs, apportés par moi. J'ai préféré discuter et voulu faire jaillir une vérité absolue, au lieu de prendre toutes les précautions possibles pour maintenir cette équipe. Elle n'aurait peut-être pas pu être maintenue, mais je mourrai avec ce doute et cette peine.

¹¹⁸ Joseph Hansen (1910-1979) fut fondateur et dirigeant du parti trotskyste des Etats-Unis. Il fut secrétaire de Trotsky pendant la période de son exil au Mexique, jusqu'à son assassinat. Il participa pendant de nombreuses années à la direction internationale du mouvement trotskyste.

Table des matières

Chapitre 1 Les perspectives de la révolution mondiale.....	5
Chapitre 2 Le parti révolutionnaire	20
Chapitre 3 Le parti mondial	35
Chapitre 4 Les Etats ouvriers existants	40
Chapitre 5 L'Etat ouvrier révolutionnaire	50
Chapitre 6 Militantisme et vie quotidienne	59

« Je ne crois pas que le triomphe du socialisme soit inévitable. Je crois que le résultat dépend de la lutte de classes, dans laquelle nous sommes immergés. Et qu'il est donc indispensable de lutter, de lutter avec rage, pour triompher. Parce que nous pouvons triompher. Il n'y a pas de dieu qui a préétabli que nous ne puissions le faire. »

Nahuel Moreno